

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE

BIMENSUEL

ORGANE DES MINORITÉS NATIONALES ET DES PEUPLES BALKANIQUES OPPRIMÉS

PARAISANT DANS TOUTES LES LANGUES BALKANIQUES

Vu l'importance et l'abondance des matières, nous avons été obligés de remettre à notre prochain numéro la continuation de notre Enquête.

La Quinzaine Internationale

Les élections anglaises

La Chambre des Communes a été dissoute le 10 mai et la consultation générale aura lieu le 30. Que ces élections aient une portée non seulement anglaise, écossaise et galloise, mais aussi européenne, nul n'en peut douter. En réalité, c'est une grande bataille qui va se développer entre la classe ouvrière d'outre-Manche et la bourgeoisie, représentée par les deux partis conservateur et libéral. Pendant un très long laps de temps, là bas, c'étaient ces deux partis bourgeois, correspondant l'un à la terre, l'autre à l'argent (industrie, commerce, finance) qui avaient été aux prises: ce qui s'expliquait essentiellement par le régime du cens électoral. Depuis le début de ce siècle, les travailleurs ont joué un rôle grandissant, bien que le socialisme proprement dit ait eu beaucoup plus de peine à pénétrer en Angleterre qu'ailleurs. Ils ont pris sur le plan politique la place qui appartenait jadis à la bourgeoisie libérale. Ayant conquis le suffrage universel pour l'un et l'autre sexes, ils disputent le pouvoir aux conservateurs. Les hypothèses qui se présentent pour le 30 mai, sont les suivantes:

1. — Succès conservateur avec réduction considérable de la majorité conservatrice.

2. — Succès travailliste avec possibilité pour le Labour Party de former un cabinet qui s'appuierait sur une base plus solide et plus large que le ministère Mac-Donald de 1924.

3. — Equilibre des effectifs conservateurs et travaillistes, les libéraux pouvant faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre par leur appoint et, par là, disposant d'une influence disproportionnée à leur nombre.

De toute certitude, l'avènement ou mieux le retour du Labour Party au pouvoir exercerait une action sur la politique internationale, si modéré, réformiste et même exclusif du socialisme classique que soit le programme publié le 1er Mai par Mac-Donald. Le Labour Party, en dépit des tendances de ses chefs, est un véritable parti ouvrier qui, par la force des choses, sera entraîné aux attitudes que sa composition sociale déterminera. Il sera obligé de prendre position contre l'impérialisme et le militarisme naval, et l'on doit compter à cet effet sur l'activité des éléments qui s'inscrivent à son aile gauche. Il ne pourra, en particulier, manifester aux fascismes Balkaniques la même complaisance que M. Stanley Baldwin et que sir Austen Chamberlain.

La comédie du désarmement

Chaque année ou à peu près, ou même plusieurs fois certaines années, les gouvernements capitalistes et impérialistes nous donnent une comédie de haute gaité. Ce sont les assemblées de la S.D.N. et les commissions du désarmement qui servent de salle de spectacle. Ayant promis aux peuples la suppression des dépenses militaires et navales et des effectifs correspondants, on veut éluder ces engagements tout en se donnant l'air d'y songer sans cesse.

En vérité, depuis 1918, les armements se sont plutôt accrus que diminués. Les conférences de limitation navale, qui se sont tenues, ont manifesté seulement le dessein des puissances maritimes de se disputer la maîtrise des océans. Celle de novembre 1927 a été pleinement édifiante de ce fait. La Commission préalable, qui s'est réunie, en avril, à Genève,

avait par avance suggéré les réflexions les plus pessimistes de la part de son propre président, M. Loudon. Cependant, les gouvernements se sont demandé s'il était bien prudent de donner aux masses populaires la conviction qu'ils se raillaient des déclarations solennelles faites autrefois. Ils ne veulent certes point passer aux actes, mais il leur fallait échanger des discours qui leur permettent de gagner à nouveau du temps.

C'est le résultat qui vient d'être atteint par la double intervention de M. Gibson, le délégué américain. Le mandataire de M. Hoover a proclamé qu'il était prêt à préconiser la réunion d'une conférence navale (ceci pour l'Angleterre) et à appuyer la thèse française sur les réserves instruites. On recherche même si une entente secrète n'a pas été conclue entre Paris, Londres et Washington — non pas pour réduire les armements, mais pour persuader aux foules qu'on est disposé à les réduire. Sinistre comédie et qui ne doit tromper personne. Les Etats capitalistes n'entendent pas désarmer; ils ne peuvent pas désarmer sans ruiner leurs bases.

Tevfik Ruchdi à Rome

Le ministre des Affaires Etrangères de Turquie, Tevfik Ruchdi, a passé plusieurs jours à Rome à la fin du mois d'avril, et naturellement la presse fasciste a assigné la plus grande signification à ce voyage. Chaque fois que M. Mussolini reçoit la visite d'un homme politique responsable de l'étranger, il souligne l'importance des conversations qu'il engage avec son hôte. Il y voit un accroissement de son propre prestige et un développement de l'autorité diplomatique de l'Italie dans le monde. Et comme son collaborateur, M. Grandi, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires Etrangères, se déplace volontiers et facilement, il noue des tractations qui se terminent le plus souvent à Rome, puisqu'il s'agit d'Etats moins puissants que l'Italie.

Le *duce* n'a jamais renoncé à jouer un large rôle en Orient. Il a dû se résigner à n'occuper aucun territoire dans le Levant, depuis que le conflit de Mossoul s'est réglé entre Londres et Angora, sans qu'il eût lui-même l'occasion tant désirée d'intervenir par les armes. Il a alors tâché de s'assurer dans le domaine turc des avantages économiques et une zone de peuplement, car l'Italie se plaint de n'avoir pas reçu, à la fin de la guerre mondiale, les dépendances extraeuropéennes auxquelles son gouvernement avait aspiré. Bien qu'il se soit rencontré, il y a peu de temps, à Rome, avec Sir Austen Chamberlain, M. Mussolini ne trouve plus dans la diplomatie britannique les mêmes complaisances qu'il y a 3 ans. Le Foreign Office a passé condamnation sur l'établissement du protectorat albanais, et même sur l'intronisation d'Ahmed Zogou, mais il ne livre plus la Bulgarie à la seule influence de l'Italie, et voilà pourquoi le chef du fascisme a prononcé cet hiver à l'adresse de l'Angleterre des propos qui n'ont pas été recueillis par les procès-verbaux des débats à Montecitorio, mais que beaucoup de personnes ont pourtant entendus. Privé de ce concours de la Grande Bretagne, Mussolini désire d'autant plus grouper autour de lui les Etats secondaires de la région Danubienne et Balkanique. De plus en plus, la Hongrie se sent attirée dans son orbite; et l'on se demande ce que M. Grandi a été promettre, au début de mai, au comte Bethlen

et au régent Horthy. En tout cas, ces promesses ne peuvent avoir été faites qu'aux dépens de la Yougoslavie, car entre Budapest et Rome existent, depuis deux ans, certains engagements secrets.

La négociation italo-turque qui succédait à la négociation italo-grecque (terminée par la rédaction d'un traité d'amitié) était parallèle à la négociation italo-hongroise. En fait, il n'y a aucun frottement entre Budapest et Angora, mais il existe toujours de graves frictions entre Angora et Athènes, et c'est ce qui explique que le voyage de Tevfik Ruchdi à Rome n'ait pas engendré tous les résultats escomptés.

Officiellement, deux points ont été envisagés au Palais Chigi.

Mussolini voudrait réconcilier pleinement la Turquie et la Grèce, afin qu'au cas d'un conflit balkanique, qu'il prévoit et qu'il peut provoquer, rien ne vienne le détourner de sa lutte contre la Yougoslavie. Il s'agit, on le sait, entre le gouvernement de Moustapha Kémal et celui de Vénizelos de régler le différend relatif aux migrations grecques et turques et aux

transferts de propriétés correspondants, car la Turquie expulse ses populations hellènes et rappelle de Grèce ses propres nationaux. Tevfik Ruchdi n'a rien promis.

Mussolini insistait aussi auprès de son hôte pour en obtenir la reconnaissance de Zogou Ier comme roi d'Albanie. Il a essuyé, affirme-t-on, un nouveau refus, la Turquie ne voulant pas perdre tout prestige auprès des Musulmans albanais.

On ne voit donc pas, pour le moment, quel profit le *duce* a retiré de ses colloques avec Tevfik Ruchdi. Car la tonalité même des conversations lui interdisait d'évoquer le problème de l'immigration italienne en Anatolie.

Le cabinet fasciste de Rome regardera sans doute à deux fois, ses desseins sur la Turquie n'étant pas réalisés, avant d'ouvrir une conflagration balkanique. Cependant, la situation demeure très mauvaise dans l'Europe sud-orientale, comme l'atteste la démarche que la Yougoslavie a accomplie à Sofia, après la réception, faite en cette ville, au chef croate Pavélitch.

Paul Louis

Le procès de Pounicha Ratchitch — un procès de l'hégémonie grand'serbe

L'accusateur, le peuple croate, boycotte le faux tribunal

Le 27 mai commence à Belgrade le procès contre Pounicha Ratchitch, le meurtrier de trois leaders du Parti Paysan Croate. Le régime dictatorial grand'serbe veut maintenant liquider le crime sanglant du 20 juin 1928, ce crime dans lequel Pounicha Ratchitch n'a été qu'un exécuteur, qu'un instrument d'une bande puissante qui règne d'une façon absolue sur la vie et les biens des peuples de la Yougoslavie.

Nous remémorerons ici sommairement les facteurs les plus importants du crime du 20 juin 1928.

Dans plusieurs et orageuses séances parlementaires, en juin 1928, lorsque les représentants du mouvement croate Raditchien et de la Coalition Démocrate-Paysanne exigeaient l'égalité des droits pour le peuple croate, les députés radicaux grand'serbes proféraient continuellement et à haute voix la menace que les têtes de Stépan Raditch, leader du mouvement national paysan croate, et de ses collaborateurs immédiats du Parti Paysan Croate et de la Coalition Démocrate-Paysanne devaient absolument tomber. Dans la séance parlementaire du 15 juin, Pounicha Ratchitch commença à préparer le crime. Il déclara: «Si un député insulte un autre, il doit se battre avec lui.» Dans la séance du 19 juin, donc un jour avant le meurtre, le député radical Toma Popovitch proféra la menace suivante: «Nous sommes à bout de notre patience. Un beau jour, sa tête (de Raditch) tombera!... Ici même, un jour, des têtes, tomberont!» A la même séance, quoique personne n'eût, par une interruption ou un discours, insulté ou mentionné P. Ratchitch, ce dernier déclara que Stépan Raditch devait être tué et serait tué. A la séance du 20 juin, avant même qu'une «insulte» ait été prononcée, Toma Popovitch fit la déclaration suivante: «Si votre leader, si Stépan Raditch continue ses insultes, je vous garantis que sa tête tombera ici!» Et avant même que le député Pernar eût prononcé ses paroles de plus bas, Pounicha Ratchitch s'écria: «Je déclare devant tous que jamais encore les intérêts serbes n'ont été dans un plus grand danger qu'en ce moment, où les canons et les fusils n'éclatent pas. En tant que Serbe et en tant que député, je déclare à mon peuple et à ma patrie tout ouvertement, que je ferai usage des armes nécessaires pour défendre le serbisme.» Et lorsque le député Pernar lui cria qu'il avait pillé les beys en Macédoine et au Cossovo (allusion au fait que Pounicha Ratchitch s'était approprié 300 hectares de forêts et de champs), Pounicha Ratchitch tira son revolver et fit feu non seulement sur Pernar «pour ses insultes», mais aussi sur Stépan Raditch, Pavlé Raditch, Bazaritchek et Grandja. Pavlé Raditch et Bazaritchek tombèrent morts immédiatement, Stépan Raditch fut blessé mortellement et mourut après un mois et demi à la suite de ses blessures, et Pernar et Grandja furent grièvement blessés.

Le meurtre était donc préparé et organisé à l'avance, et ce de connivence avec le président de la Chambre. Pounicha Ratchitch avait demandé la parole pour des objections au compte-rendu de la dernière séance, et, quoique ce compte-rendu avait déjà été approuvé, le président lui donna la parole, sous le prétexte que l'un des orateurs précédents l'avait peut-être mentionné. Pourtant, aucun des orateurs n'avait fait une mention quelconque de Pounicha Ratchitch, et ce dernier n'avait aucun droit à obtenir la parole pour un protocole déjà approuvé. Dans ses Remémorations: «Le

20 juin 1928», imprimées dans le Narodni Val en décembre 1928, le député fédéraliste monténégrin Dr. Sekula Drljévitch, l'avocat actuel de la partie civile, publie une conversation qu'il eut avec Stépan Raditch le 20 juin même, avant la séance. Dr. Drljévitch avait alors attiré l'attention de Stépan Raditch sur le meurtre préparé et l'avait prié avec instances de jurer de ne pas du tout prononcer un seul mot pendant quelques jours à la Chambre afin de ne pas fournir de prétexte aux meurtriers. Après de vives instances, il parvint à arracher ce serment à Stépan Raditch qui, effectivement, ne prononça pas un mot pendant toute la séance. Il fut néanmoins assassiné.

De son côté, le quotidien de Belgrade Yedinstvo, l'organe personnel du premier-ministre d'alors Velja Voukitchévitch, préparait l'opinion publique au meurtre projeté, en écrivant tout ouvertement que «l'on doit tuer Stépan Raditch, et qu'il sera tué», qu'avec des cochons il faut parler à la manière des cochons, etc. Le plus grand journal de Belgrade, le Politika, publiait, sous l'influence des cercles gouvernementaux grand'serbes, de longs comptes-rendus des séances parlementaires en altérant et falsifiant les discours et les interjections de Stépan Raditch, pour exciter les chauvins grand'serbes, justifier à l'avance le meurtre préparé, montrer que «en les personnes des députés de la majorité c'était le peuple serbe en entier que l'on insultait.» Trois jours avant le meurtre, le 17 juin 1928, le Politika écrivait: «Si vous giflez quelqu'un sans raison aucune, il a le droit de vous rendre votre gifle au centuple. Et Messieurs Raditch et Pribitchévitch ne doivent point oublier que depuis quelques temps, sans raison et sans contenance aucune, ils frappent en ses endroits les plus sensibles ce peuple (le peuple serbe) qu'on ne peut vraiment pas accuser de montrer de l'impatience.»

Le meurtrier Pounicha Ratchitch était un hôte permanent de la cour, conférant toujours avec le ministre de la cour Jankovitch, qu'il avait visité aussi le jour même du crime, à 10 h du matin, et avec lequel il s'était entretenu pendant toute une heure.

Le meurtre avait été préparé à la cour même par les cercles gouvernementaux. Tous les faits ont été établis que ce furent la cour, le président du Conseil d'alors Voukitchévitch et les représentants de la Main Blanche qui préparèrent le crime. Le rôle de meurtrier fut confié à Ratchitch, agent éprouvé de la Main Blanche, bourreau avéré des peuples opprimés, président de l'organisation fasciste grand'serbe «Petar Mrkonjitch» qui porte le nom du roi Petar, dont le prince-héritier Petar est membre honoraire, et dont le chef est le prince Pavlé, cousin du roi Alexandre. Cette organisation composée des éléments les plus répugnants, a massacré, en Macédoine et au Cossovo, au cours des dix dernières années, des centaines de Macédoniens et d'Albanais.

Après l'assassinat du leader du Parti Paysan Croate, le peuple croate se souleva en entier. Le 20 juin même, les rues de Zagreb furent inondées du sang des nationalistes croates et des ouvriers révolutionnaires, qui se révoltèrent, côte à côte, en front uni, contre la tyrannie de Belgrade. Le Parti Paysan Croate et l'opinion publique croate en entier élevèrent les accusations les plus lourdes contre tous les por-

teurs du régime, les désignant comme les complices du meurtre: contre la cour, le premier-ministre, le président de la Chambre, de nombreux députés grand-serbes, et exigèrent de les mettre sous accusation comme des complices et des organisateurs du crime. Le juge d'instruction ne procéda même pas à l'interrogatoire des dites personnes, l'instruction ordonnée par les potentats de Belgrade n'ayant pour but que de cacher les coupables principaux, et non pas de les porter au banc des accusés. Aussi, la direction du Parti Paysan Croate prit-elle dans sa séance du 1er décembre 1928 une décision qu'elle publia dans le Narodni Val du 4 décembre 1928, dans laquelle sont cités tous les faits ci-haut mentionnés et qui démasquent le crime en son entier. Puis, la décision proclame: que ni la direction et ni les membres du Club Parlementaire du Parti Paysan Croate, et ni un représentant politique quelconque du peuple croate, ne devront participer ni au développement ultérieur du procès, et ni et surtout aux débats publics; puis, que les familles des députés croates devront être invitées à ne point participer aux débats judiciaires.

Les complices de Pounicha Ratchitch ont, le 16 janvier dernier, proclamé la dictature ouverte, suspendu tous les droits civiques, étouffé toute critique, détruit l'indépendance judiciaire et transformé les juges en des dociles instruments de la dictature. Et cette dernière prétend actuellement préparer le jugement des coupables du 20 juin! Le régime menace aujourd'hui d'assassiner et de geôler quiconque oserait essayer de désigner les vrais complices qui se trouvent en sécurité à la cour et dans cette bande d'officiers «La Main Blanche» avec son chef, Petar Jivkovitch, qui «administre» le pays tout entier. Et sous ces conditions, le sanglant régime des bourreaux de Belgrade veut liquider devant l'opinion publi-

que internationale son crime du 20 juin perpétré sur le peuple croate!

On ne peut point par des machinations et par des procès falsifiés changer le caractère du procès de Pounicha Ratchitch. Le procès de Pounicha Ratchitch est un procès de l'hégémonie grand-serbe, un procès des bourreaux des milliers de fils des peuples opprimés de Yougoslavie: des Macédoniens, Croates, Albanais, Monténégrins, Allemands, Hongrois, Turos, Bulgares etc. Ce procès ne sera pas terminé le 27 mai devant le tribunal de Belgrade dirigé par les bourreaux eux-mêmes. Ce procès aura lieu devant les masses des peuples opprimés, devant le tribunal des peuples de Yougoslavie, lorsqu'ils auront conquis leur liberté.

Au procès du 27 mai, les représentants des familles des Raditchiens assassinés seront les représentants du peuple croate opprimé, de tous les peuples opprimés de Yougoslavie. Ils doivent répéter l'accusation prononcée le 1er décembre 1928 par les leaders du Parti Paysan Croate. Leur réquisitoire, ils doivent l'adresser non pas au tribunal de Belgrade, mais aux peuples opprimés de Yougoslavie, et ils doivent ensuite se retirer, car ce tribunal de Belgrade ne peut aucunement prononcer une sentence judiciaire. Tous les combattants nationaux croates doivent entrer dans les rangs des masses opprimées croates et autres et y préparer la sentence des criminels et bourreaux de la bande de la cour et des militaires.

Les assassinés, Stépan Raditch et ses amis, se sont rendus au Parlement sans armes, quoique sachant fort bien qu'ils y étaient attendus par les fascistes grand-serbes armés. Ils ont caressé l'illusion que le droit devait vaincre, même sans lutte. Ces illusions ne doivent plus exister.

N. Matijévitch

L'organisation du crime du 20 juin 1928

Pounicha Ratchitch et la «Main Blanche»

Lorsque le 20 juin 1928 le régime de la cour grand-serbe, de la clique des officiers et des richards serbes eût perpétré à l'Assemblée Nationale de Belgrade l'assassinat, préparé longtemps à l'avance, des leaders les plus éminents du mouvement de libération croate national-paysan, les meurtriers eux-mêmes et toute leur presse corrompue et achetée proclamèrent à hauts cris, à l'unisson, que le crime de Pounicha Ratchitch ne constituait qu'un acte personnel de Ratchitch.

Le 20 juin, dans la matinée de ce jour où il abattit à coups de revolver, au Parlement de Belgrade, Raditch et ses amis, Pounicha Ratchitch avait (à 10 h du matin), au palais royal, une entrevue avec le général Petar Jivkovitch, le président actuel du gouvernement dictatorial, et le roi Alexandre. Car c'est au palais royal, en les mains du monarque grand-serbe et de sa clique d'officiers sanguinaires que se joignent tous les fils du crime du 20 juin 1928, et ce crime lui-même n'est qu'un anneau dans la chaîne de tout le système de l'hégémonie grand-serbe dont Pounicha Ratchitch est un condottieri de toute confiance. Sa fidélité a été éprouvée en d'autres occasions aussi, par d'autres crimes qu'il a perpétrés d'ordre et pour compte de la monarchie grand-serbe et du roi Alexandre.

Pounicha Ratchitch a commencé sa carrière politique avant d'avoir terminé son baccalauréat, en 1914. Au début de la guerre, il s'enrôla dans des troupes de francs-tireurs, fut blessé au pied en août 1914 dans les combats à Kroupanj sur le Drina, et ne retourna plus au front. Au cours de toute la guerre, Pounicha était l'homme de confiance de Nicolas Pachitch et, jusqu'à l'invasion de la Serbie, fin 1915, il accomplit des missions secrètes en Macédoine et au Cossovo. Après l'écroulement de la Serbie, il fit la navette en qualité de courrier de confiance de Pachitch, entre Salonique et Corfou. Fin 1916 et en 1917, Nicolas Pachitch, le ministre de l'Intérieur d'alors Ljuba Jovanovitch, et le président d'aujourd'hui du gouvernement dictatorial Petar Jivkovitch, confièrent à Pounicha Ratchitch des rôles des plus confidentiels pour les préparatifs du fameux procès de Salonique et de l'assassinat des membres de la «Main Noire». Pour le procès même de Salonique, Pounicha Ratchitch et l'ancien député radical Michael Rankovitch engagèrent de faux témoins et accomplirent des provocations à la «Main Noire», Pounicha comme tchetnik, et Michael Rankovitch comme ami personnel du colonel Dimitrijevitch-Apis. Après le procès de Salonique, après l'extermination des partisans de la «Main Noire» et la destruction de leur organisation, furent posées les bases pour la création

d'une clique d'officiers réactionnaires, monarchistes et militaristes, et, sur l'initiative et sous la direction du roi Alexandre, la «Main Blanche» fut fondée. Depuis, Pounicha Ratchitch en est l'un des membres les plus actifs. Après le procès de Salonique, il fut envoyé à Nice afin que les autorités scolaires serbes, qui s'y étaient réfugiées lors de l'invasion de la Serbie, lui remettent un certificat de baccalauréat. Il revint ensuite à Belgrade et se mit à la disposition de la «Main Blanche» et de Pachitch. Depuis, et jusqu'à la mort de Pachitch, Ratchitch était continuellement avec Pachitch au cours de toutes les luttes intestines dans le parti radical et la «Main Blanche»; il en fut récompensé aussi par un mandat de député. Après la mort de Pachitch, qui eut comme conséquence la réconciliation des fractions en lutte dans la «Main Blanche», Pounicha Ratchitch est l'ami le plus intime de Petar Jivkovitch, devient le président du mouvement des tchetniks «Petar Mrkonjitch» et l'une des personnalités les plus «importantes» de la clique des officiers de la «Main Blanche».

Le crime du 20 juin, dont l'exécuteur physique est Pounicha Ratchitch, est un acte organisé par le roi Alexandre et sa soldatesque d'officiers de la «Main Blanche». La méthode d'assassinat des adversaires politiques est une vieille méthode favorite de cette bande, et Pounicha Ratchitch en porte la responsabilité non pas seulement en tant qu'individu particulier, mais aussi en tant qu'agent d'une clique, agent de tout un système d'oppression et d'exploitation coloniale des peuples opprimés. L'assassinat du leader du mouvement de libération croate national-paysan n'a été que l'application de l'une des nombreuses mesures adoptées par le régime hégémoniste grand-serbe et sa monarchie criminelle, pour préparer la proclamation de la dictature monarchiste, militariste et fasciste. Le procès de Pounicha Ratchitch fut expressément traîné en longueur afin que la comédie des débats publics ait lieu sous le gouvernement dictatorial de ses camarades et amis.

La comédie du procès public de Pounicha Ratchitch a été fixée pour le 27 mai. Le régime dictatorial, dont les méthodes d'oppressions et de crimes sont personnifiées aussi par Pounicha Ratchitch, et à la tête duquel se trouvent des amis personnels et complices de ce dernier, a engagé toute une série d'avocats chauvins grand-serbes de différents calibres, pour donner à ce procès une plus grande autorité. Le but de ce procès n'est nullement la découverte du fond même du crime du 20 juin 1928 et de ses organisateurs — au contraire, il est mis en scène pour étendre un voile épais sur les criminels. C'est là une raillerie jésuitique, cynique, de toute l'opinion publique honnête yougoslave, une raillerie surtout des masses populaires croates opprimées.

Mais le peuple croate opprimé saura et pourra donner la réponse non seulement à ce crime du 20 juin 1928, mais

aussi à toute cette période de dix années de noir esclavage à lui imposé par le régime des richards et des banquiers grand-serbes, leur monarchie criminelle, leur soldatesque. Ce procès de Pounicha Ratchitch devra être un stimulant de plus pour une lutte décisive et révolutionnaire des larges masses pauvres du peuple croate opprimé qui, ensemble avec les autres peuples opprimés de Yougoslavie, ensemble avec les ouvriers qui, quelques heures après le 20 juin, de leurs rudes mains ont dressé des barricades dans les rues de Zagreb, conquerra la libre et indépendante République Croate. Car ce n'est qu'une lutte révolutionnaire décisive, une lutte pour des peuples balkaniques libres et indépendants, unis en une Fédération fraternelle de libres républiques, qui peut libérer de son esclavage le peuple croate et faire disparaître pour toujours tous les Pounicha Ratchitch. Herzégovine, mai 1929.

Ivo Sanitch

L'assassinat de Djakovitch et Hetchimovitch par la police de la dictature de Belgrade

Le régime dictatorial de Belgrade a fait assassiner le 26 avril dernier, à la frontière austro-yougoslave, bestialement, deux leaders éminents du mouvement ouvrier: *Djouro Djakovitch*, secrétaire du Parti Communiste de Yougoslavie et ancien député communiste, et *Nicolas Hetchimovitch*, employé, secrétaire du Secours Rouge.

Djakovitch et Hetchimovitch avaient été arrêtés à Zagreb et transportés de la prison à la frontière, «pour y désigner un endroit où de la littérature communiste avait été enfouie» — en réalité, pour y être assassinés. Dans la prison même, ils avaient été si féroceusement torturés, que Djakovitch ne pouvait plus se tenir sur pieds et qu'une ouvrière arrêtée, avec laquelle il avait été confronté, n'avait plus pu le reconnaître.

À la frontière, Djakovitch et Hetchimovitch furent assassinés et leurs corps jetés là-même. Puis, la police de Zagreb fit proclamer dans un communiqué officiel que les deux détenus «avaient tenté de fuir», et qu'alors les gendarmes avaient tiré sur eux. Le commissariat de la frontière, de Maribor, publia aussi un communiqué dans lequel il était question de «tentative de fuite». Mais, ce sont précisément ces deux rapports officiels qui font voir nettement le bestial assassinat de la police, le meurtre préparé à l'avance et perpétré sur la personne des deux détenus politiques. Dans le communiqué de la police de Maribor il est dit, que Djakovitch et Hetchimovitch avaient été conduits à la frontière chacun d'eux menottes aux mains, et liés par une chaîne l'un à l'autre; puis, qu'en cours de route, ils auraient prié de desserrer un peu leurs liens qui leur faisaient très mal; enfin que, lorsque les gendarmes eurent accédé à leur prière, tous les deux, profitant de l'occasion, auraient dégagé leurs mains et se seraient enfuis dans deux directions différentes. Les gendarmes auraient alors tiré plusieurs coups de feu sur eux, ils auraient aussi battu la forêt à leur recherche, mais ils n'auraient pas pu les trouver... Ceci se serait passé à 8 h ½ du soir.

Dans le rapport de la police de Zagreb il est également confirmé que les deux détenus étaient enchaînés et conduits ainsi à la frontière, et, lorsque arrivés dans une dense forêt, ils se seraient enfuis dans deux directions différentes. Dans l'obscurité, les gendarmes, «après les avoir sommés au nom de la loi de s'arrêter», auraient tiré sur eux 9 coups de feu. D'après le rapport des gendarmes, Djakovitch et Hetchimovitch auraient réussi à franchir la frontière... Le lendemain, les autorités

de frontière autrichiennes trouvèrent sur la frontière même les corps des deux malheureux.

La presse de Maribor publie elle aussi un rapport sur les corps trouvés: tous les deux cadavres gisaient à la frontière même; l'un, sur le côté autrichien, et l'autre, de moitié côté yougoslave et de moitié côté autrichien. Tous les deux étaient frappés au coeur et étaient étendus sur le ventre, à une distance de cinq mètres l'un de l'autre.

D'après le rapport de la police, les gendarmes ont donc conduit les deux détenus à la frontière, où ceux-ci ont tenté de fuir dans deux directions différentes — et pourtant, ils ont été trouvés morts gisant à cinq mètres de distance l'un de l'autre! Les gendarmes les ont cherchés, mais ne les ont pas trouvés — et cependant, tous les deux avaient été atteints au coeur! Et tous les deux ont été trouvés gisant sur le ventre! Enfin, comment se fait-il que les postes de la frontière n'aient point entendu les coups de feu et que les corps y sont restés toute la journée?

Ce meurtre de la police a été préparé et exécuté de la façon la plus bestiale. Les détenus ont été transportés nuitamment, escortés de deux gendarmes, sans d'autres fonctionnaires, sans les témoins que la loi prescrit. Puis, ils ont été tout simplement assassinés par les gendarmes, et leurs corps placés sur la frontière.

Leur assassinat consommé, les gendarmes rentrèrent immédiatement à Maribor sans prévenir le poste de frontière. Ils perpétrèrent ce meurtre par ordre supérieur et rentrèrent à Zagreb pour présenter leur rapport sur l'exécution de l'ordre reçu.

La police a immédiatement empêché par tous les moyens la constatation publique du meurtre. Elle a dépêché sur les lieux une commission composée du sous-préfet, du commandant du poste, et — on le dit — de deux médecins, sans l'assistance légalement obligatoire de citoyens civils. Ne furent point publiés ni les noms des médecins, et ni le protocole de l'obduction. Les corps furent enterrés avec précipitation, sans la présence des membres des familles des assassinés, sans la présence d'une seule personne privée.

Djakovitch et Hetchimovitch ont été assassinés par ordre exprès du gouvernement de Belgrade. Nous savons de source sûre que ce gouvernement a lancé une circulaire confidentielle à toutes les autorités policières dans laquelle il promet une prime de 500 dinars pour chaque communiste arrêté, et de 50.000 dinars pour chaque membre du Comité Central, ces derniers devant être sommairement exécutés dans la prison même sans être traduits par devant un tribunal. *Djakovitch et Hetchimovitch ont été assassinés par ordre et leurs corps jetés sur la frontière. Les deux rapports de la police sont faux.*

Nous nous joignons à la protestation de l'opinion publique internationale indignée et révoltée contre les meurtres politiques des dictateurs de Belgrade. Nous demandons à la Ligue Allemande des Droits de l'Homme, qui a adressé une protestation au gouvernement yougoslave, de ne pas s'arrêter là et d'étendre son action pour découvrir les crimes perpétrés par les bourreaux de Belgrade sur leurs adversaires politiques, en particulier sur les militants nationaux. Les potentats balkaniques Tzankoff, Ahmed Zogou et le roi Alexandre, et leurs bandes d'officiers condottieri, précipitent les peuples balkaniques dans un gouffre et constituent simultanément un danger permanent pour la paix de l'Europe.

Nous exigeons une enquête internationale, en même temps que l'exhumation et l'obduction des corps de Djakovitch et Hetchimovitch.

R. Radeff

Zsar Boris, Liaptcheff et consorts au banc des accusés

Le voyage à l'étranger du tsar Boris de Bulgarie souleva une tempête de protestations dans toutes les capitales de l'Europe Centrale qu'il visita: à Vienne, à Prague, à Berlin, à Bruxelles. A Berlin surtout, la vague de protestation fut particulièrement puissante, la visite coïncidant avec l'ouverture de l'Exposition «Le Torrent de Sang en Bulgarie», sous le patronnage de la Ligue Allemande des Droits de l'Homme.

Depuis le sanglant tsar Nicolas le Dernier, un séjour d'un des bourreaux couronnés des peuples a rarement soulevé une telle tempête de protestation et de mépris unanime dans les capitales européennes.

La presse bulgare gouvernementale toute entière, et aussi d'autres journaux fascistes, se mirent à lancer des bordées d'invectives tant contre le prolétariat international et

ses manifestations de protestation contre les bourreaux de la Bulgarie, que contre les organisateurs de l'Exposition, en tout premier lieu contre la Ligue Allemande des Droits de l'Homme, qu'ils intitulerent «organisation bolchévisée». Ils exigèrent la fermeture de l'Exposition, du moins l'éloignement des caricatures du roi Boris. Et lorsque ces lieux communs de sa presse ne servirent à rien, le gouvernement de Liaptcheff essaya de démentir le nombre — rien que le nombre — des victimes de la Terreur Blanche et les atrocités gouvernementales. Le ministre de la Justice, le Dr. Kouleff, fut chargé de ce rôle de défenseur. Ce piètre individu se mit aussitôt à lancer des dépêches responsives aux protestataires étrangers, en les invitant «une fois pour toutes» à cesser leurs protestations embêtantes! Il lança entre autres un télégramme au secrétariat du Secours Rouge, district du Rhin

Central, à Cologne. Il envoya aussi un rapport au *Vorwärts* de Berlin avec des explications sur les documents de l'Exposition.

Nous ne nous occuperons pas ici des tergiversations de ce rapport de M. Kouleff; nous voulons seulement relever quelques faits, de ces tout-derniers jours, qui en montrent la valeur.

Sous le titre de «Le Scandale», l'organe du Parti Démocrate, de ce parti d'opposition légale si proche et ami de M. Liaptcheff, écrivait ce qui suit:

«Le *Slovo* (organe gouvernemental) est indigné contre l'Exposition organisée à Berlin par la Ligue Allemande des Droits de l'Homme.

«Mais avant de se fâcher contre des autres, les Zgovoristes devraient s'en vouloir à eux-mêmes. En septembre 1923 et en avril 1925, n'avons-nous pas vu se consommer de telles atrocités qui nous rempliraient d'horreur et de dégoût pendant longtemps encore? Où étaient-elles donc, les autorités, pour empêcher ces repréailles superflues?» (*Znamé* du 3 avril dernier).

En même temps que la presse gouvernementale ouvrait cette contre-campagne et qu'elle invitait toute l'opinion publique bulgare à protester contre l'Exposition de Berlin et les nombreux télégrammes de protestations de l'étranger, le gouvernement Liaptcheff faisait opérer des arrestations en masses. Les ouvriers arrêtés, accusés d'être des membres du Parti Communiste Bulgare interdit, furent soumis, à la trop fameuse direction de la police bulgare, à des interrogatoires accompagnés des tortures les plus bestiales. L'inanité de toutes ces phrases du ministre de la Justice Kouleff sur le «modernisme» de la Loi de la Défense de l'Etat et sur ses «juges indépendants et juridiquement instruits», est relevée même par le journal *Znamé* ci-haut mentionné, qui écrivait textuellement:

«Nous recevons continuellement des protestations dans lesquelles il est dit que lors de la découverte des dernières

sociétés clandestines subversives une véritable «inquisition» a été appliquée. Nous nous voyons forcés à élever notre voix pour demander plus d'humanité». (*Znamé* du 30 mars dernier.)

Quatre rédacteurs-en-chef de journaux ouvriers et paysans ont été jetés en prison pour avoir protesté et publié des révélations sur les terribles tortures auxquelles les détenus avaient été soumis. Des députés de l'opposition «légale» ont également relevé, aux derniers débats parlementaires sur le budget de la police, que l'on ne pouvait faire autrement que de comparer la police de Liaptcheff aux hordes turques de Kirdjali, du Moyen-Age. (*Znamé* du 2 avril dernier).

Mais, plus encore: Le régime de meurtres de Tsankoff-Liaptcheff fut ces jours derniers reconnu comme tel par Tsankoff lui-même! Dans son dernier discours public à Sofia, le 21 avril, il le proclamait tout ouvertement. Il y avoua des faits qui jusqu'ici étaient constamment niés par le gouvernement: les innombrables meurtres politiques depuis le coup d'Etat de juin 1923, et déclara que certains Zgovoristes s'efforçaient bien vainement de jeter sur autrui les responsabilités des suites sanglantes du coup d'Etat. Si même le rideau masquant ces événements était levé lui, Tsankoff, n'en serait nullement atteint (*sic*) — il se sentait immaculé devant sa conscience (*re-sic*). Puis, en s'adressant à ses rivaux Liaptcheff, général Volkoff, etc., il s'écria: «D'autres ont assassiné, et c'est moi qui en suis devenu la victime (allusion à sa chute en 1926). D'autres m'invitent aujourd'hui à lever le rideau; je les invite à le faire eux-mêmes...»

Tandis que toute la presse d'opposition relève ces aveux du bourreau principal, les journaux gouvernementaux en sont révoltés et s'efforcent, mais en vain, par des articles confus à se dégager de leur pénible situation.

Le puissant mouvement contre la Terreur Blanche, déclenché dernièrement dans le pays et soutenu par la campagne de presse bulgare et étrangère, a cloué au pilori les bourreaux du peuple bulgare, le tsar Boris, Liaptcheff et Co.

M. Nicoloff

Le nouvel accord entre Sofia et Angora

La diplomatie secrète se livre, en ce moment, dans les Balkans, comme d'ailleurs dans toute l'Europe, à une activité fiévreuse.

Des tractations et des accords entre Athènes et Belgrade, entre Belgrade et Sofia, entre Sofia et Angora.

Les Etats balkaniques, rongés par la méfiance réciproque, inquiets du lendemain, s'efforcent de s'assurer des garanties de sécurité par des pactes dont ils connaissent d'ailleurs parfaitement la futilité.

L'accord conclu récemment entre la Turquie et la Bulgarie est le second instrument diplomatique.

Le premier, connu sous le nom de «pacte d'amitié», a été scellé en 1925. Le dernier est intitulé «pacte de neutralité, de réglemens judiciaires et d'arbitrage».

Par cet accord, Sofia et Angora s'engagent non seulement à résoudre leurs différends par la voie de l'arbitrage, mais encore à garder une neutralité bienveillante au cas où l'une des parties contractantes est aux prises avec un autre Etat.

Il est intéressant d'examiner contre qui cherchent à se garantir les cabinets de Sofia et d'Angora.

Un coup d'oeil sur les rapports historiques des deux pays facilitera cette tâche.

La Bulgarie est sortie du Congrès amputée, blessée. La Macédoine resta sous le joug des Sultans.

Les paysans bulgares de Macédoine continuant d'être l'objet de persécutions incessantes, l'ORIM s'est constituée avec comme programme l'autonomie de la Macédoine. Ferdinand s'efforça de mettre la main sur la direction de ce mouvement en fondant un Haut Comité Macédonien à Sofia, à la tête duquel il plaça des officiers bulgares.

Abdul-Hamid, qui n'ignorait pas les visées de Ferdinand, d'un côté renforçait l'oppression en Macédoine, de l'autre, par une politique habile, entretenait la division entre les Etats de la péninsule qui convoitaient cette contrée.

Après la proclamation du «Hurriett», les trois Etats balkaniques, principalement sous l'instigation de Pétersbourg, se liguèrent, et se ruèrent sur la Turquie.

Sofia, comme principal acteur du drame sanglant qui se déchainait, s'était assigné la part du lion dans le butin. L'ambitieux Cobourg, ébloui par les victoires foudroyantes

de ses armées, a pris son haleine devant Tchataldja. Encore un bond, et il lui serait destiné ce qui ne le fut point au tout-puissant autocrate de Russie. Cette audace lui a coûté cher. Sous la poussée de la diplomatie tzariste, les alliés de Ferdinand, auxquels se joignait la Roumanie, alliée des Habsbourg et des Hohenzollern, se jetèrent sur l'armée bulgare et, par le traité de Bucarest, lui ravirent les fruits de ses conquêtes. Le gouvernement turc aussi profita de l'occasion pour rejeter hors d'Adrinople les armées du généralissime Savoff. Les épées bulgares et turques, tirées l'une contre l'autre sans merci, fraternisèrent pendant la guerre impérialiste. Le militarisme bulgare était assoiffé de revanche. Il ne pouvait pas marcher dans la voie par où allait la Serbie. La débâcle a été formidable, inouïe. La Bulgarie perdit non seulement les provinces macédoniennes qu'elle détenait encore, excepté celle de Pétritch, mais des territoires purement bulgares avec une dette de réparation écrasante sur les épaules.

Sofia, aujourd'hui, n'a ni sommeil, ni tranquillité. Il n'a qu'un seul rêve; briser le traité de Neuilly.

L'impérialisme bulgare n'a pas de maille à partir avec Angora et, s'il en a, il veut d'abord régler ses comptes avec le panserbisme, son adversaire implacable. Aujourd'hui, la Macédoine vit, sous le joug de la Main Blanche, une tragédie qu'elle n'a pas connue sous celui des autocrates turcs.

La place nous manque pour reproduire les commentaires très nombreux que la presse bulgare consacra à la conclusion de l'accord turco-bulgare, pour démontrer avec quelle joie et quelle consolation elle a accueilli le fait.

Nous nous bornerons à citer une opinion, exprimée dans l'organe du ministère des Affaires Etrangères, «La Bulgarie»:

«Un adage turc intraduisible dit que l'esprit du guiaour vient ordinairement après coup. Il en est un peu de même de tout le monde, sans excepter les Turcs. Si, en effet, Turcs et Bulgares, au lieu de se combattre comme ils l'ont fait, il y a dix-sept ans, pour les voisins, s'étaient donné la peine d'examiner amicalement, en toute équité, leurs différends et s'étaient attachés à les aplanir par la voie de concessions mutuelles, ils auraient épargné à leur pays bien des calamités et bien des infortunes. Malheureusement, ils s'obstinèrent à considérer les uns et les autres leurs intérêts respectifs comme irréconciliables et remirent la défense de leur cause non pas à la raison, mais à la force armée.

»Le résultat de cette imprudence est devant nous. Les deux peuples voisins se donnèrent un mal incroyable pour rendre des services immenses à des tiers; ils devinrent leurs dupes, leurs jouets.

»Mais c'est nous autres, Bulgares, qui avons pâti, payant beaucoup trop cher l'erreur commise. Quel réveil cruel, en effet, ne nous a-t-elle pas réservé. Nous avons voulu réaliser notre union nationale, et avons abouti à la désunion nationale. Nous avons entrepris une action d'affranchissement d'un peuple frère asservi, et le résultat en a été tout l'opposé de ce que nous poursuivions.»

C'est clair.

Ce repentir tardif de la Bulgarie impérialiste prête à l'accord tout son sens et toute sa portée.

Qu'attend à son tour, la Turquie kémaliste de ce pacte?

D'abord, elle cherche à se garantir contre une agression de la part de la Bulgarie elle-même. C'est vrai, le militarisme bulgare, après le traité de Neuilly qui lui a imposé le système du volontariat, a cessé d'être une menace redoutable. Mais étant donné les appétits de l'impérialisme

bulgare, ainsi que les qualités militaires du soldat bulgare, la Turquie a des raisons de s'inquiéter toujours de son ancien adversaire.

La Turquie kémaliste veut, très probablement, obtenir la neutralité de la Bulgarie dans l'éventualité d'une attaque grecque ou même italienne. Sans doute, il y a un accord entre Angora et Rome, mais Moustapha Kémal en connaît la valeur. Quant à la Grèce, elle a aujourd'hui à sa tête l'homme d'Etat qui fut l'un des facteurs essentiels du bloc balkanique contre l'Empire Ottoman et qui, instrument fidèle de l'impérialisme britannique, a entrepris la folle et criminelle équipée d'Anatolie. D'autant plus que le conflit gréco-turc, même après l'intervention «amicale» et pressante de Mussolini, loin de s'apaiser, s'exaspère en dictant à la presse des deux pays des articles incendiaires.

Est-il nécessaire de remarquer que ces pactes et ces accords, simples «chiffons de papiers» — la grande boucherie l'a démontré péremptoirement — indiquent une chose: l'imminence de la guerre qui affole les grandes comme les petites puissances de proie?

Boris Rilsky

Bas le masque, M. Maniu!

Le cabinet Maniu s'est engagé dans la voie qu'il s'était tracée depuis longtemps déjà. La véracité du diagnostic faite dans les colonnes de la Fédération Balkanique sur le changement politique en Roumanie, a été prouvée par les faits, d'une façon éclatante. La nouvelle «ère démocratique» annoncée et par la presse roumaine, et par la presse européenne, n'est pas advenue. Quelques mois de règne national-tsaraniste ont suffi pour que les masses reviennent de leurs premières illusions.

La nouvelle «ère démocratique» a été une piteuse menterie. Ionel Bratianu, Averescu, Vintilia, Maniu se sont succédés — mais la situation est restée la même. Etranglement des droits des masses populaires, terreur, oppression sociale sur les ouvriers et paysans roumains, oppression nationale en Transylvanie, en Dobroudja, en Boukoutine — voilà le tableau qui ne change guère dans la Roumanie d'après-guerre.

La «lune de miel» du gouvernement Maniu n'a pas duré plus longtemps que n'ont duré celles des gouvernements précédents. Cette période a été très vite terminée. Les illusions de la période pré-électorale se sont vite dissipées. Quelques mois ont suffi pour faire perdre au gouvernement Maniu tout le capital politique amassé pendant les 10 années d'opposition.

Maniu et Michalaki, représentant la politique de la bourgeoisie roumaine et des gros propriétaires fonciers, gouvernent leur pays de la même façon que leurs prédécesseurs. Ils «assurent» l'«ordre» et la «tranquillité» du pays non seulement à l'aide de l'appareil d'Etat et de la popularité dont ils jouissent parmi la petite bourgeoisie des villes et des campagnes, mais aussi par la collaboration que leur offre la bourgeoisie nationale des régions opprimées. La malchance de ce gouvernement réside dans le fait qu'il est venu trop tard au pouvoir. Au moment même où 200.000 chômeurs et 2 millions de paysans pauvres s'élèvent contre la semi-réforme agraire, où en Bessarabie et en Dobroudja du nord sévit la famine, où plus de six millions d'hommes appartenant aux différentes minorités nationales unissent leurs efforts pour une lutte résolue contre l'oppression nationale, la démagogie des national-tsaranistes n'a pu jouer avec succès son rôle d'étouffer la vague montante du mouvement populaire. D'autant plus que l'oligarchie financière et les gros propriétaires fonciers, par leur politique des dix dernières années, ont réussi à attiser l'énergie révolutionnaire des masses populaires en élevant considérablement leur activité politique.

Il est inutile d'énumérer les actes du gouvernement Maniu, car ils ne diffèrent que dans la forme seulement de ceux de ses prédécesseurs. Il n'est pas non plus besoin d'examiner l'aide que le gouvernement de Maniu a reçue des impérialistes européens par l'emprunt de stabilisation et les services rendus par un grand nombre d'experts militaires et techniques. Tout cela ne sert qu'à engager le cabinet Maniu plus encore dans la politique anti-soviétique, pour la guerre anti-soviétique, et préparer d'une façon certaine la catastrophe de demain de la «Grande Roumanie»

Il est plus que jamais clair aujourd'hui, que la révolution nationale et agraire frappe à la porte de la Roumanie oligarchique et que les couches arriérées des masses populaires se libèrent de leurs illusions et commencent à comprendre qu'elles ne peuvent pas avoir pour dirigeants les chefs du parti national-tsaraniste. Le régime national-tsaraniste s'est usé dans une période très courte: en moins de six mois. La soi-disant «démocratie» de Maniu, après avoir «réorganisé la gendarmerie», c'est-à-dire, après l'avoir préparée pour une lutte sanglante de demain avec les paysans, a commencé l'organisation de sa propre «milice intérieure». Récemment, à Blaj, en présence des ministres et sous la direction des généraux de réserve, on a proclamé d'une façon solennelle la fondation de l'organisation de la milice armée national-tsaraniste, intitulée Voînitécii Satelor. Plus tard, à la conférence des préfets à Cluj, le ministre de l'Intérieur, M. Vaïda Voïvod, a remercié officiellement tous les préfets qui ont déjà pu organiser la Voînitécii Satelor et a prié ceux qui ne l'avaient pas encore fait, de le faire le plus tôt possible («Adeverul» du 1er mai).

L'histoire politique des Balkans après la guerre connaît l'organisation de la garde orange, de triste mémoire, du gouvernement paysan de Stamboliisky. Malgré cette garde — qui a été d'ailleurs employée contre les luttes révolutionnaires des ouvriers bulgares — les banquiers et les spéculateurs ont exécuté leur coup d'Etat et instauré leur dictature fasciste sanglante. La différence, cependant, entre la garde orange de Stamboliisky et la Voînitécii Satelor de Maniu-Michalaki est grande: cette dernière peut aussi jouer le rôle misérable de devenir un suppôt du fascisme en Roumanie en lui donnant, dans une certaine mesure, une base sociale.

Les dernières alarmes de la presse «démocratique» roumaine sont très caractéristiques. Les noms des généraux Pressan et Vairoanu sont souvent répétés et liés aux préparatifs d'un coup d'Etat fasciste en Roumanie.

C'est dans ces conditions, que la classe ouvrière roumaine, peu trempée dans la lutte révolutionnaire, se lève et commence la lutte pour réaliser et mener jusqu'à son but logique son droit historique: la révolution agraire et nationale en Roumanie. Le mouvement professionnel des ouvriers se développe, le Bloc Ouvrier et Paysan embrasse les larges masses populaires, aussi bien dans le Vieux-Royaume, qu'en Bessarabie et en Transylvanie.

M. Maniu est pressé d'organiser sa garde orange. Il a organisé les sanglantes orgies contre les masses ouvrières de Témessvar et de Pétrouchani, a dissout les Syndicats ouvriers, jeté en prison les dirigeants du Bloc Ouvrier et Paysan, supprimé toute la presse ouvrière et paysanne. Mais en vain. Dans la vie politique de la Roumanie, il faut déjà tenir compte d'un nouveau facteur: la classe ouvrière, l'avant-garde dans la lutte révolutionnaire, qui mènera les luttes des paysans et des nationalités opprimées jusqu'à la victoire définitive.

Dobroudjansky

M. Maniu, le nouveau dictateur

M. Maniu, chef du parti National-Tsaraniste et Ministre-Président de Roumanie, fut chargé par l'oligarchie roumaine et la finance internationale d'organiser la dictature de la «main forte», afin de lui assurer la domination contre l'effervescence révolutionnaire qui devient de plus en plus menaçante. Rappelons-nous le rôle joué en 1907 par Bratianu et Averescu; la révolution paysanne d'alors, éclatée sous l'influence de la révolution russe de 1905, menaçait la domination de l'oligarchie roumaine. Le parti le plus réactionnaire d'alors, les Conservateurs, chargèrent les Libéraux, parti de la jeune bourgeoisie roumaine, du rôle de bourreau de la révolution paysanne. M. Maniu fait maintenant la répétition générale de dictateur contre le mouvement révolutionnaire, en montrant ainsi aux Libéraux qu'il possède toutes les qualités nécessaires pour fonctionner comme bourreau de la révolution ouvrière. La soi-disant presse démocratique roumaine souligne déjà le fait «que les mesures énergiques prises par le gouvernement national-tsaraniste contre les organisations communistes n'ont été point dictées par l'existence d'un péril communiste quelconque, car une telle chose n'existe pas vu l'insignifiance du mouvement communiste roumain, mais que ces mesures ont été prises en regard aux Libéraux qui accusent M. Maniu de «kérénskysme», de préparer la révolution sociale par son démocratisme déplacé».

Mais ce n'est pas «seulement» eu égard aux réactionnaires d'hier que les Nationaux-Tsaranistes s'affirment comme les réactionnaires incomparables de demain; c'est surtout la radicalisation des masses ouvrières des villes et de la campagne, ainsi que la débâcle de l'économie et des finances roumaines, qui, malgré l'emprunt de stabilisation, menacent de plus en plus l'existence du capitalisme en Roumanie.

«Le chômage devient chronique; des milliers de chômeurs affamés, venus de tous les coins du pays, battent les pavés de la capitale et des autres villes, à la vaine recherche d'un travail quelconque, afin de gagner un morceau de pain» — écrit l'Aube du 20 avril dernier. En même temps, des centaines de millions de leis viennent d'être détournés à l'Administration Financière, au Ministère des Finances, à la Direction des Voies ferrées, etc. Que la justice ne prononce jamais une sentence contre ces délapidateurs, on le conçoit aisément; le Ministre de la Justice, M. Junian, répondant à une interpellation du député V. Georgescu qui avait parlé de «la corruption de la magistrature», a déclaré qu'il a été intenté des procès à 400 magistrats coupables de corruption...

En quoi consiste cette corruption? Ont-ils condamnés des ouvriers et des paysans sans avoir des preuves contre eux? Ou ont-ils rendu impossible toute manifestation du Bloc Ouvrier et Paysan pendant les élections? Que non! Ce ne sont point de tels abus que l'on poursuit. Les magistrats en question sont accusés d'avoir ménagé les Libéraux, pendant les dernières élections, au détriment des Nationaux-Tsaranistes.

La crise économique est à son comble à Bucarest. La plupart des magasins sont fermés ou vendent leurs marchandises à des prix dérisoires, pour couvrir au moins les dépenses journalières; les faillites au cours de février et de mars 1929 accusent un passif de 4 milliards de leis, contre 2 milliards d'actif. Seules les grandes banques libérales profitent de cette situation désespérée. Elles ont reçu de la Banque Nationale un crédit de 15 milliards de leis à 6%. Ces banques libérales accordent, à leur tour, des crédits aux petites banques et aux industriels et commerçants, en exigeant d'eux des intérêts de 28 à 32%. Les petites banques, ne pouvant plus payer leurs dettes, font faillite, en ruinant ainsi des centaines de milliers de petits rentiers.

Contre la famine qui ravage surtout la campagne, le gouvernement a institué une nouvelle commission... qui doit étudier les mesures qu'on devra prendre. Mais, entre-temps, les paysans veulent résoudre eux-mêmes la question agraire. A Cardostalva, des centaines de paysans se sont révoltés contre les expropriations arbitraires des petits paysans en faveur d'un chef National-Tsaraniste... Le préfet a déclaré à la délégation des pay-

sans révoltés, que toute manifestation paysanne sera étouffée au moyen de la violence. Et à Blaj, près de Corabia, où un paysan a été tué et un autre grièvement blessé au cours d'un conflit qui a eu lieu entre les paysans révoltés et un boyard aidé par ses serviteurs, la gendarmerie, comme toujours, a arrêté et maltraité un groupe de paysans révoltés. Voilà quelle est la solution National-Tsaraniste de la question agraire.

Le 24 avril dernier devait avoir lieu le procès de la dissolution des Syndicats Unitaires, intenté encore sous le gouvernement du général Averescu. M. Maniu, en conformité avec la déclaration faite par M. Petrovici, un leader National-Tsaraniste bien connu, que «la dissolution des Syndicats Unitaires ne dépend pas de la justice, mais d'une décision gouvernementale», a pris comme prétexte l'enterrement du communiste Fónagy — mort à la suite des tortures subies dans la prison de Doftana — projeté par le Congrès des Syndicats Unitaires, pour dissoudre ces derniers et le Bloc Ouvrier et Paysan, pour supprimer les seuls journaux du prolétariat roumain, «Inaintes», «Viata Muncitoare», «Munca Zilnica», «Tinarul Leninist», et les journaux paraissant dans les langues des minorités.

Ce coup réactionnaire lui a pour le moment si bien réussi, que même les organes Social-Démocrates roumains félicitent le gouvernement «d'avoir sauvé la démocratie... Le Socialisme, l'organe central de la Social-Démocratie roumaine, dans ses numéros des 14 et 21 avril, rejette toute la responsabilité concernant l'attaque sanglante de Temisoara sur les Communistes qui ont abusé des libertés accordées par les Nationaux-Tsaranistes...»

Il est superflu de rappeler que la «presse démocratique indépendante», a approuvé chaleureusement ces actes de terreur. Le gouvernement National-Tsaraniste veut aujourd'hui fonder théoriquement sa pratique réactionnaire: on étudie les lois pour la «Défense de l'Etat» qui «fonctionnent» déjà en Italie, Bulgarie, Yougoslavie, etc. Mais jusqu'à ces bases théoriques, on poursuit la pratique sûre de jusqu'ici pour ne pas perdre un temps précieux. La gendarmerie, la police et la Sûreté Générale étouffent par tous les moyens les manifestations ouvrières de protestation contre la dissolution des organisations révolutionnaires. Des centaines d'ouvriers ont été déjà arrêtés à Arad, Turnu-Severin, Chisineu etc. Le gouvernement veut déjà confisquer les «Maisons du Peuple» appartenant aux Syndicats Unitaires et au Bloc Ouvrier et Paysan. Un chef communiste Bessarabien, A. Ruvici, a été tué par un provocateur; à Selioglu ont été arrêtés 35 Communistes sous le prétexte qu'ils voulaient arranger «un complot contre la Sûreté de l'Etat»: de nouvelles tortures et de nouveaux procès de haute trahison... Tout cela, pour essayer de justifier le rejet de l'amnistie politique, militaire et agraire.

Mais M. Maniu, en tant que le plus récent dictateur en Europe, veut avoir aussi une armée à lui. En Transylvanie — à Blaj — a eu lieu, le 21 avril, la bénédiction des 120 drapeaux des Nationaux-Tsaranistes, appartenant aux organisations Nationales-Tsaranistes «Organisatiile de voynici» (les organisations des vaillants), organisées d'après le modèle des centurions fascistes...

On a dissout les Syndicats Unitaires sous prétexte qu'ils faisaient de la politique, ce qui est défendu aux organisations professionnelles d'après la loi réactionnaire Marzeseu. Mais le gouvernement a commencé maintenant l'organisation des Syndicats Nationaux-Tsaranistes...

Les élections qui ont eu lieu, il y a quelques semaines, dans la Vallée du Jiu, ont été annulées par les autorités, sous le prétexte que les candidats du Bloc Ouvrier et Paysan ont terrorisé les candidats Nationaux-Tsaranistes, Social-Démocrates et Libéraux... A ces élections, le Bloc avait gagné la majorité absolue des voix.

Tandis que les aviateurs militaires roumains essayent les nouveaux avions achetés en France, la presse démocratique parle de l'armement aérien des Soviets et de l'échec de la Conférence du désarmement, échec «causé par la Délégation Russe qui ne veut que saboter les travaux de cette Conférence».

Voilà quels sont les progrès du fascisme en Roumanie.

N. Amaru

Prière de noter la nouvelle adresse de la „Fédération Balkanique“:
Wien, IX., Postamt 71, Postfach 50,
et d'adresser tout envoi d'argent à:
„La Fédération Balkanique“ — Postscheckkonto No. D-73.797, Wien.

La lutte pour l'amnistie en Roumanie

Le régime des boyards, continué et appliqué fidèlement en Roumanie par le parti National-Tsaraniste, provoque une indignation toujours plus vive dans le monde culturel, et de partout on essaie de venir en aide à la malheureuse population tyrannisée, d'obtenir l'amnistie en Roumanie. Ci-bas quelques-unes de ces nobles actions humanitaires:

Appel des intellectuels de Belgique, pour l'amnistie politique en Roumanie

Le parti national-paysan a mené sa propagande électorale, avec l'amnistie générale en tête de son programme.

Ce parti exerce maintenant le pouvoir en Roumanie; mais il n'a encore rien fait dans cette voie.

Des centaines, des milliers d'intellectuels, de travailleurs, de paysans et de soldats, sont encore détenus.

Boris Stéfanoff fut condamné à 8 années de prison. Le socialiste Bujor, condamné à la détention perpétuelle, a tant souffert du régime de la prison qu'il a perdu l'usage de la parole.

Non seulement ils ne sont pas libérés, mais de nouveaux procès sont en cours contre des ouvriers et des paysans, et de nouvelles victimes viennent remplir les prisons.

Officiellement, la censure a été supprimée; en fait, elle continue son oeuvre.

C'est pour ces motifs que nous protestons contre le cruel régime de tyrannie, contre les mauvais traitements infligés aux détenus politiques, contre l'oppression systématique et la dénationalisation forcée des minorités.

Nous protestons contre la suppression du régime politique des prisons.

Nous réclamons:

l'amnistie politique générale;

la suspension de tous procès politiques en cours;

la suppression complète des tribunaux militaires d'exception qui exercent une tyrannie insupportable sur la vie politique de la nation roumaine.

A. Vermeulen, Van Oye, Vercouillie, Blanquart, De Kayser — professeurs à l'Université de Gand; Balthazar, directeur du »Vooruit»; Jean Tousseul, Toussaint Van Boelaere, Camille Fabry, Renaud Strivay — hommes de lettres; Van Kenhove, directeur du »Volksdrukkery« à Gand; Léonard Merlot, Lambert Merlot — directeurs de la Fédération des Mutualités Socialistes de Liège; Arnold Boulanger, directeur des Usines de la Société Générale Coopérative à Micheroux; Jean Baar, président de la »Libre Pensée« de Liège; Georges Houba, avocat.

Appel aux Intellectuels

La Roumanie est un pays où la terreur est érigée en système d'Etat, où la force et l'audace de la bureaucratie ne connaissent pas de limite, où la liberté de la presse est inexistante, où la pensée libre est impitoyablement persécutée; un pays où une plainte continuelle s'élève des prisons, où toute critique est considérée comme un délit et réprimée par des condamnations excessives.

Qui n'a entendu parler des procès monstres, où une masse d'accusés contre lesquels on n'a pu relever le moindre fait se sont vus condamnés à de lourdes peines, malgré le vide de l'accusation?

Ainsi, Boris Stéfanoff fut condamné à 8 ans de détention; il en fut encore ainsi du procès de Cluj et de celui de Galatz. Et, dans les camps de détention, dans les prisons, dans les chambres de tortures de la Sigourantza, des milliers de condamnés politiques payent de leur santé, de leur vie même, leur effort pour conduire leur pays dans la voie du progrès et de la liberté.

Il y a quelques temps, un fait important s'est produit: la formation du »Cabinet National-Paysan«. Avant que ce parti soit arrivé au pouvoir, *l'amnistie politique générale* figurait en tête de son programme. Mais à l'heure présente, cette amnistie n'est même pas encore envisagée.

Ces camps de détention, ces chambres de tortures de la Doftana, ces condamnations sans recours, ces longues années de détention cruelle, ces lois draconiennes contre la presse, cette répression impitoyable de tout acte, de toute parole contre les maîtres du pouvoir, en un mot, ce régime de terreur et d'oppression, c'est contre lui que M. Costa-Foru, président de la Ligue roumaine des Droits de l'Homme, a commencé courageusement une vaste campagne ayant comme premier objectif: l'amnistie politique.

Cependant, le gouvernement national-paysan qui se sent menacé par cette campagne et ne veut rien entendre de l'amnistie dont il a fait au peuple la promesse solennelle, a dispersé par la violence un meeting où des professeurs, des avo-

cats, des médecins, des intellectuels en un mot, avaient manifesté en faveur de la libération des détenus politiques.

Des comités composés d'intellectuels se sont constitués dans toutes les villes pour obtenir l'amnistie à tout prix.

Intellectuels, nous vous demandons d'accorder votre appui moral à cette lutte pour l'amnistie; nous vous demandons de joindre votre voix à la nôtre.

C'est votre devoir d'hommes libres et humains de protester avec nous.

Comité constitué en Belgique pour l'amnistie en Roumanie:

Renaud Strivay, président de la Fédération Provinciale

Liégeoise de la Libre Pensée;

Georges Houba, avocat;

Jean Baar, président de la Libre Pensée de Liège.

Les expatriés roumains, vivant en Amérique, nous envoient le Mémoire suivant adressé au gouvernement roumain, par lequel ils demandent l'amnistie politique, militaire et agraire:

Mémoire

A Monsieur Iuliu Maniu,

Ministre-Président de Roumanie, Bucarest

Monsieur le Ministre-Président,

Depuis presque un quart de siècle la Roumanie a été dirigée et opprimée par une poignée d'hommes dénués de tout sentiment humain et qui n'ont eu d'autres soucis que celui d'accumuler des richesses sans point tenir compte de la misère noire dans laquelle se trouvent la paysannerie et le prolétariat des villes. Ceux-ci n'ont eu d'autres privilèges que le fouet des administrateurs des biens des koulaks, la courroie des gendarmes, les prisons et les travaux forcés — et, dans les meilleurs cas, les maltraitements dans les caves policières.

Lorsque le peuple ouvrier des villes et de la campagne n'a plus pu supporter l'oppression, les insultes, la famine, le froid, et toutes les autres misères, lorsque ses souffrances eurent dépassé toute borne, il a demandé des conditions plus humaines. Mais les gouvernants n'ont même pas examiné les demandes du peuple ouvrier pour l'amélioration de son sort; au contraire, la classe dominante s'est servi de tous les moyens possibles, de la force administrative, de la police, de l'armée, même des fusils et des canons pour répondre aux revendications légitimes des ouvriers et des paysans désireux d'un meilleur être.

L'histoire de la Roumanie enregistre d'innombrables victimes tuées par les gouvernants qui ont trempé leurs mains dans du sang innocent. Et aujourd'hui, les prisons sont pleines d'opprimés, privés de la lumière du soleil, tandis que leurs familles endurent la misère la plus noire.

Dernièrement, les journaux nous ont apporté la nouvelle que la justice militaire a condamné, à Galatz, un groupe d'ouvriers et d'étudiants à plusieurs années de prison, sans avoir une seule preuve de leur culpabilité. La cour martiale de Cluj a condamné à des centaines d'années de prison une multitude d'ouvriers et d'intellectuels, qui figuraient dans le fameux procès des 114. Contre ces victimes, la Sûreté Générale de l'Etat, qui a mis en scène le »complot«, a falsifié toutes sortes d'actes, inventé de perfides mensonges, forcé des témoins à faire de fausses dépositions. Les protestations de l'étranger ont été tout-à-fait ignorées. Les journaux étrangers dépeignent la Roumanie comme un pays sauvage soumis à un régime colonial. Cela nous engage souvent à prendre la parole, puisque beaucoup d'entre nous veulent rentrer chez eux.

Nous ne croyons pas qu'il y ait en Roumanie un seul homme honnête ne désirant pas la libération des prisonniers politiques.

Monsieur le Ministre-Président,

Nous, fils errants de la Roumanie, chassés de notre pays par la misère et par l'oppression des boyards, et nous trouvant actuellement en Amérique, demandons une large amnistie pour tous les condamnés politiques. Cette amnistie prouvera que l'avènement du parti National-Tsaraniste au pouvoir a mis fin au régime d'illégalités des Libéraux. Nous demandons aussi la libération non-conditionnée du martyr de la classe ouvrière roumaine, de G. Bujor, qui subit les tortures les plus cruelles depuis dix années dans les cellules de Doftana.

Nous demandons aussi la libération des révoltés de 1907, qui souffrent encore aujourd'hui dans les casemates

roumaines, pour le seul crime de n'avoir pas voulu tirer sur leurs frères.

Nous espérons que le gouvernement actuel, dont vous êtes le Président, accordera cette amnistie générale, en faisant ainsi un acte de justice ardemment désiré par le monde tout entier.

Les Roumains d'Amérique demandent encore que la démocratisation du pays devienne un fait accompli, que les lois et la Constitution soient respectées, et que la liberté de la presse, de la parole et le droit d'association ne soient plus violés comme sous la domination des Libéraux.

Nous demandons aussi le droit de vote pour les femmes, à toutes les élections, pour que la Roumanie soit aussi rangée parmi les pays civilisés. Nous désirons que les maltraitements policiers et dans les caves de la Sûreté cessent et que l'ordre du ministre de l'Intérieur, M. Vaida-Voevod, devienne une réalité. Pour le prestige même du pays, il faut que cessent ces sauvageries. La Sûreté Générale, qui s'est distinguée en férocités, doit être dissoute.

Pour que nos demandes soient prises en considération, nous, les Roumains d'Amérique, avons organisé un Comité actif de 100 personnes, appartenant à toutes les colonies roumaines d'Amérique, pour demander l'amnistie générale politique, militaire et agraire. Un exemplaire de ce Mémoire a été envoyé à la Ligue des Droits de l'Homme, qui a le plein-pouvoir d'agir au nom des Roumains d'Amérique.

Vive l'amnistie générale!

Le Comité Roumain d'Amérique pour l'Amnistie en Roumanie
Le Comité des 100:

Avram Avram, Gavrilă Marton, Georghe Vocila — Akron;
N. Codrea, Vasile Cristea, Ioan Greavu, Ioan Crusea, Nicolae

Hirist, Nicolae Muntean, Georghe Silia, Ionel Sofron, Ioan Turcu, Eftimie Saliste — Canton; Jacob Gorun, Pavel Grovu, Ioan Varga — Alliance; Ioan Puia, Eugen Turcu — Campbell; Vasile Bernau, Carl Craioneau, Petre David, Ion Indrica, Ioan Miler, N. Georghita, Chiril Nicoli, Eugen Puntean, Ioan Secosean, Josif Rotariu, Nicolae Catana, Ioan Saesan, Mihail Marza, Chirion Ionut, Vasile Florea, Costantin Lazar, Stefan Chelemen, Andreiu Rusu, Ioan Chelemen, Stefan Almasan, Moise Fulea — Chicago; Vasile Bichea, Mihai Braica, Nicolae Cirje, Nicolae Moga, Nicolae Radu, Ioan Radulet — Cleveland; Ion Ghica, Nicolae Chis, Nicolae Dumitru, Victor Danet, Ioan Spineanu, M. Mocaneiu, Georghe Lutai, Nicolae Frico, Ioan Cucu, Ioan Serb, N. Opris, Simil Opris, Georghe Gimboase, Olimpiu Hanes, Moise Candea, Lazar Cenuse — Detroit; Georghe Blad — Louisville; Nicolae Balindu, Ioan Greavu, Pamfil Metea, A. Rotariu — Warren; N. Ionesel — Dearborn; Partenie Duna — Gary; Vasile Cristea — Hammond; Mihai Secosan — Lake Forest; Ion Costea — Milwaukee; Dragomir Bardas — Hollidays Cove; Nicolae Tipurita — Holden; G. Ardelean, Ioan Illicu, Nicolae Ganea — Los Angeles; Petru Durac, Nicolae Stroia — Youngstown; Ion Nan — Lisbon; Samoil Lazarika, Vasile Gerinko — Montreal; G. Bocaniciv, Ioan Cretu, Alex Balta — Oakland; A. Balanescu-Beu, Dumitru Ionescu, E. Ardelman — New York; Georghe Suciu — Fordson; Ioan Oseau — San Francisco; Damo Vitan — Seattle; Vasile Craciun — Kayville; I. Peskar — Terrebonne; Emanoil Sabo — Kent; Georghe Bruda — Struthers; Dumitru Armenean — Toledo; Nicolae Salomon — Steubenville; Ion Cernea — Yorkville; Vichente Muntean — Madison.

Ioan Burja, président

Theodor Sitea, secrétaire

La prolétariat révolutionnaire et le mouvement macédonien de libération

Extrait d'une résolution

Dans le journal ouvrier bulgare »Soznanie« paraissant en Amérique, a été publiée une Résolution sur la Question Nationale, acceptée à la 3me Conférence des fractions communistes bulgares dans le parti communiste américain. Nous reproduisons en traduction l'extrait suivant de cette Résolution:

»Le traité de Versailles a montré encore une fois que les gouvernements impérialistes jouent d'une façon inouïe avec le sort tragique des peuples opprimés. Cette attitude des gouvernements impérialistes ressort surtout du nouveau dépècement de l'héroïque peuple macédonien. C'est donc de la folie que de croire que les peuples opprimés peuvent obtenir leur indépendance par la grâce des pays impérialistes. Leur libération et leur indépendance nationale ne seront acquises que par les efforts révolutionnaires communs de ces peuples et des ouvriers et paysans révolutionnaires des autres pays. L'Internationale Communiste, par plusieurs résolutions, a déclaré sa volonté d'aider efficacement les mouvements révolutionnaires nationaux et, à son cinquième Congrès, elle a accepté une Résolution spéciale sur les questions macédonienne et thracienne. Il est dit, dans cette Résolution: »Les partis communistes dans les Balkans doivent aider énergiquement les mouvements révolutionnaires des peuples opprimés en Macédoine et en Thrace dans leurs efforts pour la formation de Républiques indépendantes. Les différents partis communistes balkaniques, tant par des résolutions que par des actions, ont prouvé qu'ils luttent sincèrement pour l'indépendance du peuple macédonien et aident le mouvement intérieur de libération. Dans les prisons en Grèce, en Yougoslavie et en Bulgarie gémissent actuellement de nombreux communistes dévoués, uniquement parce qu'ils ont élevé leur voix contre leur propre bourgeoisie et pour l'indépendance de la Macédoine.«

»Le parti ouvrier communiste américain, en sa qualité de section de l'Internationale Communiste, partage entièrement le point de vue de l'I. C. sur la question nationale et aide tous les mouvements nationaux-révolutionnaires pour l'indépendance des peuples opprimés.

»La troisième Conférence régulière des fractions communistes bulgares aux Etats-Unis, partage elle aussi entièrement le point de vue de l'Internationale communiste du parti ouvrier communiste américain, et accepte complètement et sans réserves toutes leurs résolutions sur la question nationale en général et la question macédonienne en particulier. La Conférence déclare hautement qu'elle prête son entier appui aux luttes révolutionnaires du peuple macédonien opprimé et proclame

que ces luttes ne seront victorieuses qu'à la condition d'être menées en plein accord avec les luttes des ouvriers et des paysans dans chaque pays balkanique. Les événements catastrophiques et les pogromes qu'on a enregistrés ces dernières années dans le mouvement macédonien de libération ont confirmé nettement la véracité de cette thèse révolutionnaire et ont prouvé une fois de plus qu'aussitôt qu'un mouvement commence à servir les intérêts du fascisme, il cesse de servir ceux des masses, et s'engage dans une voie complètement réactionnaire. Tels ont été les cas du »Septembre bulgare« et du »Septembre macédonien«, lorsque l'aile fasciste de l'ORIM joua le rôle de bourreau et inscrivit ainsi la page la plus noire dans le mouvement macédonien de libération. Les plus aveugles ont vu que les Alexandroff, les Protogueroff et les Mikhailoff ne peuvent pas être des dirigeants spirituels du peuple macédonien. Jamais des assassins n'ont pu diriger et ne pourront diriger un peuple vers sa libération. Les tueries réciproques qui se sont produites dernièrement dans le camp de cette organisation ont déchiré le masque des traîtres et le peuple macédonien peut les regarder avec horreur et répugnance.

»Ce final tragique s'explique par le fait que par sa tactique terroriste l'ORIM fasciste a placé sa direction au service de la bourgeoisie. Aujourd'hui mûrissent de plus en plus les conditions pour un mouvement libérateur de masse, dont l'organisation et les méthodes s'accordent avec les conditions de vie et les luttes des masses travailleuses. La fondation de l'ORIM unifiée est un résultat des changements objectifs ci-dessus mentionnés et représente une preuve du sens révolutionnaire des masses travailleuses macédoniennes. La Conférence des fractions communistes bulgares auprès du parti communiste en Amérique salue en cette Organisation le mouvement national-révolutionnaire ressuscité, déclare la solidarité de l'émigration ouvrière macédonienne en Amérique avec le peuple macédonien opprimé et promet son aide dans la lutte pour la libération complète.

»La Conférence déclare que les dirigeants de certaines organisations macédoniennes en Amérique suivent actuellement la même voie de trahison et de réaction que leurs prédécesseurs, et constate avec regret que ces organisations politiques macédoniennes ne représentent qu'une édition américaine de l'Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne fasciste sofiote. Cela s'est remarqué surtout au dernier Congrès des organisations politiques macédoniennes, où les dirigeants réactionnaires ont réussi à étouffer toute voix de protestation et tout désir de donner une orientation révolutionnaire vers un véritable mouvement de libération. Ils se sont déclarés ouvertement aux côtés du fascisme. Sous le manteau de l'égalité et de la neutralité, ils ont fait de leurs organisations en Amérique, des succursales de l'ORIM fasciste.«

Présent d'esclaves par le gouvernement yougoslave au gouvernement albanais

48 ressortissants albanais nationalistes du Cossovo ont été livrés, menottes aux mains, par le gouvernement yougoslave au gouvernement albanais.

L'ancien secrétaire des dépêches chiffrées du roi d'Albanie, M. Hakki Stermilli, a été livré aux autorités albanaises à Goritcha (frontière albano-yougoslave).

La protection de la vie d'un émigré politique est un devoir d'honneur pour le gouvernement chez lequel le dit émigré s'est réfugié. Voilà pourquoi les «criminels» politiques ne sont pas extradés. Il en est ainsi non seulement pour les gouvernements, mais aussi pour les clans et les tribus les plus primitifs. Nulle tribu albanaise, nul Malissore, ne livrera à l'ennemi celui qui a cherché asile chez lui. Le respect de cette tradition est générale.

Après que Mussolini eût arraché pour son propre compte Ahmed Zogou au gouvernement yougoslave, ce dernier a multiplié ses efforts pour gagner les nationalistes albanais. Ceux qui se montraient réfractaires et ne voulaient pas se laisser leurrer par les belles paroles des potentats de Belgrade, furent expulsés. Un grand nombre de nationalistes du Cossovo préférèrent être livrés au gouvernement albanais plutôt que d'être attelés à la politique sanglante de Belgrade. Ce groupe de 48 émigrés de Cossovo ayant catégoriquement repoussé les propositions de Belgrade, le gouvernement yougoslave les fit livrer, dernièrement, enchaînés, et avec ses meilleurs compliments, aux gendarmes d'Ahmed Zogou.

En vain certains journaux yougoslaves s'efforcèrent-ils de présenter ces émigrés comme des criminels en fuite de droit commun. Ces 48 Albanais du Cossovo étaient des émigrés politiques qui ne voulaient pas se plier à la politique barbare et sanguinaire du gouvernement yougoslave.

Pour les potentats de Belgrade, il suffit d'être un Albanais du Cossovo pour être privé de tout droit à la vie, pour être un bandit, un fugitif, pour être placé hors la loi, pour être fusillé parce que conversant en albanais. La seule et unique punition pour un Albanais du Cossovo, c'est la mort.

Le gouvernement yougoslave, on le sait, exerce au Cossovo une terreur systématique pour y détruire et anéantir toute vie albanaise, tout vestige albanais.

Il arrache à l'Albanais le champ cultivé par lui et le donne aux émigrés monténégrins transportés au Cossovo. Puis, l'Albanais doit battre le blé, mais de sa propre récolte il n'a droit qu'à quelques bottes de paille. Néanmoins, c'est lui qui doit payer les impôts. Ces impôts interminables! On vend sa maison aux enchères pour recouvrer une partie des impôts, on vend son bétail, son champ. Le malheureux Albanais, voyant sa femme et ses enfants sans abri ni nourriture, de désespoir s'enfuit dans la forêt. Alors, sa famille est arrêtée, les femmes sont violées, les enfants brûlés vifs, parce que le chef de la famille est un «fuyard». Voilà l'Albanais du Cossovo que le gouvernement serbe intitule de «criminel fugitif».

Et qui est le bandit, le tchéta? Est-ce le peuple innocent albanais? N'est-ce pas plutôt ce gouvernement yougoslave qui a aboli les lois, fermé le parlement, qui pille le peuple au moyen de ses gendarmes? Ce gouvernement est toute une bande de tchétes, de «Main Noire», «Main Blanche», dictature, d'individus irresponsables qui, à l'instar des bourreaux médiévaux, livrent les émigrés politiques entre les griffes de leurs ennemis assoiffés de sang.

Mais, plus encore. Parmi les émigrés nationalistes albanais ayant quitté leur pays en 1924, se trouvait un jeune homme, Hakki Stermilli, ancien secrétaire d'Ahmed Zogou pour les dépêches chiffrées. Ce jeune homme de faible constitution n'ayant pu supporter les misères et les privations de la vie d'émigré, se réfugia en Yougoslavie, à Monastir, où son frère était installé depuis des années comme commerçant. En guise d'un deuxième hommage à Ahmed Zogou le gouvernement yougoslave fit arrêter Stermilli à Monastir et le fit livrer, menottes aux mains, aux gendarmes albanais, à Goritcha, frontière albano-yougoslave. Hakki Stermilli se trouve, depuis, dans la prison de Tirana.

Où sont-elles, les institutions humanitaires de l'Europe et de l'Amérique? Les crimes perpétrés par cette bande de

brigands qui se nomme «gouvernement yougoslave» dépassent en horreur tout ce qui a été commis de barbare jusqu'ici. Nous faisons appel aux Ligues des Droits de l'Homme de tous les pays, à toutes les associations humanitaires. Si l'humanitarisme consiste en l'aide et l'appui prêtés aux souffrants, voilà l'occasion par excellence pour faire preuve d'humanitarisme. Sauvez les malheureux Albanais du tragique sort qui les attend!

Char

La collaboration des dictateurs yougoslave et albanaise

Qu'il n'existe point aujourd'hui un droit d'asile plus ou moins solide, tout le monde le sait déjà. Car on sait fort bien que l'on peut fort aisément expulser un émigré politique tout en proclamant bien haut que l'on respecte bien le droit d'asile.

Mais ce qu'on ne sait pas, c'est qu'il y a un droit d'asile spécial «respecté et proclamé» par la Yougoslavie. Nous en donnons ci-dessous un exemple.

Depuis environ trois ans, M. Hakki Stermilli, Albanais, émigré politique comme tant d'autres Albanais dispersés dans tous les pays d'Europe, demeurait à Monastir, Yougoslavie.

Hakki Stermilli avait choisi, comme refuge, la Yougoslavie, Monastir, car son frère y était domicilié, s'y occupait de commerce.

Hakki Stermilli croyait fermement s'y trouver en toute sécurité.

Mais les faits sont venus anéantir sa foi en le droit d'asile yougoslave.

Le mois dernier, les autorités yougoslaves l'arrêterent un beau jour, sans raison aucune. Le lendemain, lorsque ses parents et amis allèrent à la police s'enquérir de son sort, on lui répondit que Hakki Stermilli s'était enfui en Albanie, pendant la nuit...

Lorsque, en Yougoslavie, on déclare que quelqu'un a tenté de s'enfuir, on ajoute immédiatement que, lors de cette «tentative de fuite», les gendarmes ont tiré sur lui et l'ont tué. Cette fois-ci, pourtant, les gendarmes yougoslaves n'ont point tué Hakki Stermilli, mais ils l'ont livré aux autorités albanaises pour qu'il soit tué par les gendarmes du roi des Albanais.

Ainsi, Hakki Stermilli fut conduit nuitamment à la frontière albanaise et fut délivré le matin aux autorités albanaises de Pogradec, d'où il fut conduit à Tirana, et il y fut jeté en prison.

Le gouvernement de la dictature albanaise a l'intention de le traduire devant ce tribunal politique qui a déjà condamné à mort de nombreuses personnalités politiques adversaires du régime actuel. Des ordres ont été déjà lancés aux différents consulats albanais de rassembler et transmettre à Tirana du matériel servant de base pour condamner Stermilli. Et les consulats se sont mis à l'oeuvre pour dénicher des articles que, pendant son exil, Hakki Stermilli a écrits contre le régime sanglant d'Ahmed Zogou et des beys féodaux. Et on en trouvera certainement, car Hakki Stermilli en a écrit.

Nous ne savons pas au juste quelle autre vie de révolutionnaire est en danger — nous supposons que la remise de Hakki Stermilli aux autorités albanaises a été faite en échange de la livraison à la Yougoslavie de tel ou tel adversaire de la dictature de Belgrade se trouvant actuellement entre les mains de la dictature albanaise, y «jouissant» du «droit d'asile». Mais ce que nous savons, c'est que la vie de Hakki Stermilli est en danger. Il sera condamné à mort et exécuté si une intervention des amis des peuples opprimés en général et balkaniques en particulier ne vient pas empêcher le crime, dans le plus bref délai.

A. Devolli

Propagez la Fédération Balkanique!
L'organe des peuples opprimés des Balkans!

DIE BALKAN-FÖDERATION

HALBMONATLICHE ZEITSCHRIFT

ORGAN DER NATIONALEN MINDERHEITEN UND UNTERDRÜCKTEN VÖLKER DES BALKANS
ERSCHEINEND IN ALLEN BALKANSPRACHEN

Der Prozeß des Puniša Račić — ein Prozeß der großserbischen Hegemonie

Der Ankläger, das kroatische Volk, boykottiert das falsche Gericht

Am 27. Mai beginnt in Belgrad der Prozeß gegen Puniša Račić, den Mörder der drei Führer der kroatischen Bauernpartei. Das Belgrader großserbische Diktaturregime will das blutige Verbrechen vom 20. Juni 1928 liquidieren, dieses Morden, in welchem Puniša Račić nur ein Vollstrecker, ein Werkzeug einer mächtigen Bande, welche über das Gut und Leben der Völker in Jugoslawien unumschränkt herrscht, war.

Wir werden in Kürze die bedeutenderen Momente der Ermordung vom 20. Juni beleuchten.

In mehreren stürmischen Parlamentssitzungen im Monate Juni 1928, als die Vertreter der kroatischen Radić-bewegung und der bäuerlichen demokratischen Koalition die Gleichberechtigung des kroatischen Volkes forderten, kamen die großserbischen radikalen Abgeordneten jeden Tag mit neuen Drohungen, daß die Köpfe des Stefan Radić, des Führers der nationalen kroatischen Bauernbewegung, und seiner nächsten Mitarbeiter aus der demokratischen Bauernpartei und der bäuerlich-demokratischen Koalition fallen müssen. In der Sitzung der Nationalversammlung vom 15. Juni begann Puniša Račić das Verbrechen vorzubereiten. Er erklärte damals: »Wenn ein Abgeordneter einen anderen beleidigt, muß er mit ihm im Kampfe stehen«. In der Sitzung vom 19. Juni, einen Tag also vor der Ermordung, sprach der radikale Abgeordnete Toma Popović folgende Drohung aus: »Es ist mit unserer Geduld zu Ende. Eines Tages wird ihm (Radić) der Kopf fallen! ... Hier werden eines Tages Köpfe fallen«. In derselben Sitzung, obwohl niemand Puniša Račić beleidigt und in Reden erwähnt hatte, erklärte dieser, daß Stefan Radić getötet werden müsse. In der Sitzung vom 20. Juni gab Toma Popović, bevor irgend eine »Beleidigung« gefallen war, folgende Erklärung ab: »Wenn Euer Führer, wenn Stefan Radić auch weiter mit den Beleidigungen fortsetzt, garantiere ich Euch, daß sein Kopf hier fallen wird!« Bevor es noch zu dem Ausruf des Abgeordneten der Radićpartei Pernar kam, gab Puniša folgende Erklärung: »Ich erkläre vor allen, daß niemals die großserbischen Interessen in größerer Gefahr waren als jetzt, wo die Kanonen und Gewehre nicht blitzen ... Als Serbe und als Abgeordneter erkläre ich vor meinem Volke und Vaterlande offen, daß ich diejenigen Waffen, welche die Interessen des Serbentums schützen müssen, gebrauchen werde«. Nachdem ihm der Abgeordnete Pernar zurief, daß er die Beys in Mazedonien und in Kosovo ausgeplündert habe (eine Allusion auf die bekannte Tatsache, daß sich P. Račić 300 Hektar Wald und Ackerboden angeeignet hat) zog Puniša Račić den Revolver und schoß nicht nur auf Pernar »wegen der Beleidigung«, sondern auf Stefan Radić, Pavle Radić, Basariček und Grandja. Pavle Radić und Basariček waren auf der Stelle tot, Stefan Radić wurde tödlich verletzt und starb eineinhalb Monate später an seinen Verletzungen, und Pernar und Grandja wurden schwer verletzt.

Der Mord war also vorbereitet und organisiert, im Einvernehmen mit dem Präsidenten der Nationalversammlung. Puniša Račić meldete sich zum Wort zum Protokoll der vorhergehenden Sitzung, als das Protokoll schon längst angenommen war, und trotzdem gab ihm der Vorsitzende das Wort, »weil ihm vielleicht jemand von den Vorrednern erwähnt hat«. Niemand von den Vorrednern hatte aber Puniša Račić erwähnt, und er hatte kein Recht das Wort zu ergreifen. In seinen Erinnerungen »Der zwanzigste Juni 1928«, gedruckt im »Narodni Val« im Dezember 1928, bringt der montenegrinische föderalistische Abgeordnete Dr. Sekula Drljević, der jetzige Vertreter der Anklagepartei, seine Unterredung mit Stefan Radić vor der Sitzung des 20. Juni. Er machte Radić auf den vorbereiteten Mord aufmerksam und ersuchte ihn, einen Eid zu schwören, einige Tage in der Nationalversammlung kein Wort zu reden, um den Mördern keine Veranlassung zu geben. Und tatsächlich stimmte Radić, wenn auch mit schwerer Mühe, dem zu, gab den Eid ab, und

sprach während der ganzen Sitzung kein Wort. Trotzdem wurde er ermordet.

Ihrerseits bereitete die Belgrader »Jedinstvo«, das persönliche Organ des Velja Vukićević, des damaligen Ministerpräsidenten, die Öffentlichkeit auf den Mord vor, indem sie öffentlich schrieb, daß man »Stefan Radić töten müsse und man ihn töten werde«, und daß man mit »Schweinen auf schweinische Art sprechen müsse«. Das größte Belgrader Blatt, »Politika«, unter dem Einfluß der großserbischen Regierungskreise, brachte längere Zeit Berichte von den Sitzungen in der Nationalversammlung, indem sie die Reden und Zurufe des Stefan Radić fälschte, um so die großserbischen Chauvinisten aufzuhetzen und den vorbereiteten Mord im voraus zu rechtfertigen, um zu zeigen, wie »in der Person der Mehrheit der Abgeordneten das ganze serbische Volk beleidigt werde«. Drei Tage vor der Ermordung, am 17. Juni 1928, schrieb die »Politika«: ... Wenn ihr jemandem ohne Grund eine Ohrfeige gebt, hat er Grund, sie Euch hundertmal zurückzugeben. Und die Herren Radić und Pribićević dürfen nicht vergessen, daß sie seit einiger Zeit ohne Grund und Maß dieses Volk (das serbische) auf die empfindlichsten Stellen schlagen. Man kann für dieses Volk nicht sagen, daß es ungeduldig ist.

Der Mörder Puniša Račić war ständiger Gast bei Hofe, und beratschlagte sich immer mit dem Hofminister Janković, bei welchem er auch am Tage der Ermordung um 10 Uhr vormittags war und mit ihm eine ganze Stunde im Gespräch verblieb.

Der Mord war von den Regierungskreisen am Hofe selbst vorbereitet. Alle Tatsachen haben festgestellt, daß der Hof, der Regierungspräsident Vukićević und die Vertreter der *Weißer Hand* — der Offiziersorganisation des Generals Peter Živković, des heutigen Präsidenten des Diktaturregimes — den Mord vorbereitet haben. Die Rolle des Mörders wurde dem Račić, dem erprobten Agenten der *Weißer Hand*, dem bekannten Bluthenker der unterdrückten Völker, dem Präsidenten der faschistischen großserbischen Organisation »Peter Mrkonić«, welcher den Namen des Königs Peter trägt und deren Ehrenmitglied Kronprinz Peter und geheimer Chef der Vetter des Königs, Prinz Pavle, ist, anvertraut. Die Organisation, gebildet aus den scheußlichsten Elementen, hat in Mazedonien und Kosovo während der letzten zehn Jahre hunderte Mazedonier und Albaner abgeschlachtet.

Das ganze kroatische Volk erhob sich entschlossen nach der Ermordung des Führers der kroatischen Bauernpartei. Am 20. Juni wurde in den Zagreber Straßen das Blut der kroatischen Nationalisten und revolutionären Arbeiter, die Schulter an Schulter in einheitlicher Front gegen die Belgrader Tyrannen aufstanden, geflossen. Die kroatische Bauernpartei und die ganze kroatische öffentliche Meinung erhoben die schwersten Beschuldigungen gegen alle Träger des Regimes als Mitschuldige am Hofe: gegen den Hof, den Ministerpräsidenten, den Präsidenten der Nationalversammlung, gegen eine große Zahl der großserbischen Abgeordneten, und forderten ihre Anklageerhebung als Mitschuldige und Organisatoren des Mordes. Der Untersuchungsrichter versuchte aber nicht einmal, die erwähnten Personen vorzunehmen, die Untersuchung, welche die Belgrader Machthaber eingeleitet haben, hatte in der Tat nur den Zweck, die Hauptschuldigen zu verstecken, und nicht sie zu brandmarken und auf die Anklagebank zu bringen. Deswegen hat die Führung der kroatischen Bauernpartei noch in ihrer Sitzung vom 1. Dezember 1928 einen Beschluß gefaßt und der ganzen Öffentlichkeit im *Narodni Val* vom 4. Dezember 1928 mitgeteilt. In diesem Beschlusse werden alle Tatsachen, die wir oben in Kürze erwähnt haben, und welche vollständig die Verbrechen demaskieren, angeführt, und es wird gesagt: daß weder die Führung, noch die Mitglieder des Abgeordnetenklubs der kroatischen Bauernpartei, noch irgend ein politischer Vertreter des kroatischen Volkes in der weiteren Entwicklung des Prozesses überhaupt und an der Hauptverhandlung im besonderen teilnehmen werden; zwei-

tens, daß die Familien der kroatischen Abgeordneten aufzufordern sind, auch nicht an der Hauptverhandlung teilzunehmen.

Die Mittäter des Puniša Račić haben am 6. Jänner die offene Diktatur proklamiert, alle bürgerlichen Rechte aufgehoben, jede Kritik unterdrückt, die gerichtliche Unabhängigkeit vernichtet und die Gerichte in ein gehorsames Werkzeug der Diktatur umgewandelt. Diese bereiten jetzt angeblich die Aburteilung der Schuldigen des Verbrechens vom 20. Juni vor! Heute, da das Regime mit Meuchelmorden in den Polizeiarresten jeden bedroht, welcher versuchen sollte, auf die Mitschuldigen am Hofe, in der Offiziersbande »Weiße Hand«, welche das Land mit ihrem Chef Peter Živković verwaltet, mit dem Finger zu zeigen, heute will das Belgrader blutige Henkerregime vor der internationalen öffentlichen Meinung das Verbrechen, das am 20. Juni am ganzen kroatischen Volke begangen wurde, liquidieren.

Man kann mit keinen Machenschaften und gefälschten Prozessen den Charakter des Prozesses Puniša Račić ändern. Der Prozeß des Puniša Račić ist ein Prozeß der großserbischen Hegemonie, ein Prozeß der Henker einiger tausend Söhne der unterdrückten Völker Jugoslawiens: Mazedonier, Kroaten, Albaner, Montenegriner, Deutsche, Ungarn, Türken, Bulgaren und andere. Dieser Prozeß kann und wird nicht am 27. Mai vor dem Belgrader Gerichte, wo die Henker Gericht halten, beendet werden, sondern wird unter den Massen der unterdrückten Völker, vor dem Gerichte der Völker Jugoslawiens, wenn diese ihre Freiheit erobert haben werden, stattfinden.

Im Prozesse vom 27. Mai müssen die Vertreter der Familien der ermordeten Radićaner als Vertreter des unterdrückten kroatischen Volkes und als Vertreter aller unterdrückten Völker Jugoslawiens auftreten. Sie müssen die Anklage wiederholen, welche die Führer der kroatischen Bauernpartei am 1. Dezember 1928 erhoben haben. Diese Anklage sollen sie aber nicht an das Belgrader Gericht richten, sondern an alle unterdrückten Völker Jugoslawiens und darauf müssen sie sich vor dem Gerichte zurückziehen, weil in diesem Gerichte kein Rechtsspruch fallen kann. Alle kroatischen nationalen Kämpfer müssen in die Reihen der kroatischen und anderen unterdrückten Massen eintreten und dort den Rechtsspruch für die Verbrecher und Henker der Hof- und militärischen Bande vorbereiten.

Der ermordete Stefan Radić und seine Genossen sind in die Nationalversammlung ohne Waffen gegangen, obwohl sie wußten, daß sie dort von den bewaffneten großserbischen Faschisten erwartet werden. Sie haben die Illusion gehabt, daß das Recht auch ohne Kampf siegen wird. Diese Illusionen dürfen nicht mehr aufrecht bleiben.

N. Matijević

Die Organisation des Verbrechens vom 20. 6. 1928

Puniša Račić und die Weiße Hand

Als am 20. Juni 1928 das Regime des großserbischen Hofes, der Offiziersclique und der serbischen Reichen in der Belgrader Nationalversammlung den langvorbereiteten Mord der hervorragenden Führer der kroatischen bäuerlich-nationalen Befreiungsbewegung beging, erklärten die Mörder selbst und ihre ganze korrupte und bezahlte Presse *unisono*, daß das Verbrechen des Puniša Račić eine persönliche Tat des *Puniša Račić* selbst sei.

Am 20. Juni, an dem Tage, an welchem vormittags in der Nationalversammlung die Ermordung des Radić und seiner Genossen ausgeführt wurde, hatte *Puniša Račić* um 10 Uhr vormittags im königlichen Schlosse eine Zusammenkunft mit dem jetzigen Präsidenten der Diktaturregierung, *General Živković*, und dem König *Alexander*. Dort, in dem königlichen Schlosse, laufen in die Hände der großserbischen Monarchie und ihrer wildgewordenen Offiziersclique alle Fäden des Verbrechens vom 20. Juni zusammen. Das Verbrechen selbst ist nur ein Glied in der Kette des ganzen Systems der großserbischen Hegemonie, deren alter Freund Puniša Račić ist. Seine Treue wurde schon an anderen Verbrechen, welche er im Auftrage und auf Rechnung der großserbischen Monarchie und des Königs *Alexander* begangen hat, geprüft und erprobt.

Seine politische Karriere hat Puniša Račić als nicht fertiger Maturant — als solchen erreichte ihn der Krieg im Jahre 1914 — in Belgrad begonnen. Am Anfang des Krieges nahm er an den Freischärlertruppen teil, im August 1914 wurde er in den Kämpfen bei Krupanj an der Drina am Fuße verletzt und kam nachher nicht mehr in die Truppe zurück. Im Laufe des ganzen Krieges war Puniša der Vertrauensmann des *Nikola Pašić*, und bis zum Zusammenbruche Serbiens

(Ende 1915) führte er nach seinen Aufträgen die geheimen Missionen, in Mazedonien und dem Kossovogebiete, aus. Nach dem Zusammenbruche Serbiens pendelte er als Vertrauenskurier des *Nikola Pašić* von Saloniki bis Korfu und zurück. Ende 1916 und im Jahre 1917 übergaben *Nikola Pašić*, der damalige Innenminister *Ljuba Jovanović*, und der jetzige Präsident der Diktaturregierung, *Peter Živković*, dem *Puniša Račić* die geheimsten Vertrauensangelegenheiten und Rollen in der Vorbereitung des berüchtigten Saloniker Prozesses und der Ermordung der Anhänger der »Schwarzen Hand«. In dem Saloniker Prozesse selbst warben *Puniša Račić* und der gewesene radikale Abgeordnete *Michael Ranković* falsche Zeugen und vollführten die Rolle von Provokateuren bei der »Schwarzen Hand«: *Puniša* als Tschetnik und *Michael Ranković* als der persönliche Freund des Obersten *Dimitrijević-Apis*. Beide traten im Saloniker Prozesse als Kronzeugen der Anklage auf. Nach dem Saloniker Prozesse, nach der Ausrottung der Anhänger der »Schwarzen Hand« und nach der Vernichtung ihrer Organisation, wurde die Basis zur Schaffung einer reaktionären, monarchistisch-militärischen Offiziersclique unter dem Namen »Weiße Hand« gelegt, auf Initiative und unter Leitung des Königs *Alexander*. Seit den ersten Schritten dieser Organisation ist *Puniša Račić* eines der aktivsten Mitglieder. Nach dem Saloniker Prozesse wurde er nach *Nizza* geschickt, damit die während der Okkupation Serbiens nach dieser Stadt übersiedelten serbischen Schulbehörden ihm ein Maturitätszeugnis ausstellen. Dann kehrte er wieder zurück und stand zur Verfügung der »Weißen Hand« und des *Nikola Pašić*. Zur Zeit der inneren Fraktionskämpfe in der radikalen Partei und der »Weißen Hand« war *Puniša Račić* stets mit *Nikola Pašić*, bis zum Tode des Letzteren, und wurde auch deswegen mit einem Abgeordnetenmandat belohnt. Nach dem Tode *Pašić*, welcher die Versöhnung der zerstrittenen Fraktionen innerhalb der »Weißen Hand« herbeigeführt hat, wurde *Puniša Račić* der intimste Freund des *Peter Živković*, der Präsident der Tschetnizibewegung »*Petar Mrkonjić*«, und eine wichtige Persönlichkeit in den Reihen der Offiziersbande der »Weißen Hand«.

Das Verbrechen vom 20. Juni, dessen physischer Vollstrecker *Puniša Račić* ist, ist eine Tat, welche König *Alexander* und seine Offizierssoldateska von der »Weißen Hand« organisiert haben. Die Methode der Ermordung der politischen Gegner ist eine alte beliebte Methode dieser Bande, und die Verantwortung für diese trägt *Puniša Račić* nicht nur als einzelne Person, sondern auch als Agent einer Bandensippe, als Agent eines ganzen Systems der Unterdrückung und der kolonialen Ausbeutung der unterdrückten Völker. Die Ermordung des Führers der kroatischen bäuerlich-nationalen Befreiungsbewegung war nur eine von den zahlreichen Maßnahmen, welche das großserbische hegemonistische Regime und seine Bandenmonarchie als Vorbereitungsmaßnahmen zur Errichtung einer offenen monarchistisch-militaristischen faschistischen Diktatur unternommen haben. Der Prozeß des *Puniša Račić* wurde deswegen auf die lange Bank hingeschoben, damit die Komödie der Gerichtssitzung unter der Diktaturregierung seiner Genossen und Auftraggeber stattfinden.

Die Komödie des Gerichtes über *Puniša Račić* ist für den 27. Mai d. J. festgesetzt. Das Regime der Diktatur, dessen Methoden der Unterdrückung auch *Puniša Račić* verkörpert und an dessen Spitze seine persönlichen Freunde und Mordgenossen stehen, hat eine ganze Menge von Advokaten, großserbische Chauvinisten verschiedenen Kalibers, engagiert, um dieser ganzen Komödie der Gerichtssitzung eine größere Autorität zu geben. Der Zweck dieses Prozesses ist nicht die Entdeckung der Hintergründe des Verbrechens vom 20. Juni und seiner Organisatoren, sondern im Gegenteil die Verdeckung der Verbrecher, eine jesuitisch-zynische Ausspottung der ganzen redlichen jugoslawischen öffentlichen Meinung und vor allem der unterdrückten kroatischen Volksmassen.

Aber das unterdrückte kroatische Volk selbst wird es verstehen, dem Regime der großserbischen Reichen, Bankiers, ihrer Bandenmonarchie und Soldateska die würdige Vergeltung zu geben, nicht nur für das Verbrechen vom 20. Juni, sondern auch für die ganze zehnjährige Periode der schwarzen Sklaverei. Der Prozeß des *Puniša Račić* muß noch ein weiterer Ansporn sein für einen entschlossenen, revolutionären Kampf der breiten armen Massen des unterdrückten kroatischen Volkes, welche gemeinsam mit den anderen unterdrückten Völkern in Jugoslawien, gemeinsam mit den Arbeitern, welche einige Stunden nach dem Morden vom 20. Juni mit ihren schwierigen Händen in den Straßen Zagrebs die Barrikaden errichteten und mit ihrem Blute die Zagreber Straßen färbten. Nur ein entschlossener revolutionärer Kampf, ein Kampf für freie und unabhängige Balkanvölker, vereinigt in die brüderliche Föderation der freien Republiken, kann das kroatische Volk von der Knechtschaft befreien und alle *Puniša Račić* für immer von der Erdoberfläche auslöschen.

Herzegovina, im Mai 1929.

Ivo Sanić

Die Machenschaften der Diktatur in Jugoslawien vor dem Prozesse des Puniša Račić

Der „Edelmut“ der Witwe nach dem getöteten Journalisten Ristović

Die Belgrader Diktatoren, die intellektuellen Mörder des Radić und der zwei anderen kroatischen Abgeordneten, bereiten verschiedene Machenschaften vor, um dem Prozeß des Mörders Račić jenen Charakter, den er haben muß, zu entziehen. Sie haben die Abhaltung der Gerichtsverhandlung gegen den kroatischen Jugendbündler Šunić, welcher den berüchtigten großserbischen Hetzer, den Journalisten Vlada Ristović, getötet hat, beschleunigt. In dieser Gerichtsverhandlung haben die Belgrader Diktatoren versucht, die Oeffentlichkeit mit dem »Edelmut« der Witwe nach dem ermordeten Journalisten Ristović irrezuführen. *Die Witwe nach Ristović wurde von den Belgrader Diktatoren bezahlt, damit sie im Prozesse von der Anklage gegen den Mörder ihres Mannes zurücktrete, damit sie sich »edel« zeige, damit die Belgrader Mörder an den »Edelmut« der Witwen nach den beiden Radić und Basariček appellieren können, daß sie auch den Mördern ihrer Männer »verzeihen«.*

Dieser empörende Trick der Belgrader Machthaber mit der Witwe nach Ristović hat den berechtigten Abscheu der ganzen redlichen Oeffentlichkeit hervorgerufen. Frau Ristović kann ihren Mann als ihren Mann verteidigen, aber Frau Ristović wagt auch die politische Haltung ihres Mannes zu verteidigen und ordinär zu lügen! Wahrscheinlich wurde ihr jene Erklärung, welche sie vor dem Gerichte abgegeben hat, von denjenigen diktiert, welche sie bezahlt haben. Sie erklärte, daß ihr Mann »in der Tat ein großer Jugoslawe war... und nach seinen Gefühlen ebenso Kroat wie Serbe«. Frau Ristović und ihre Auftraggeber, die Belgrader Mörder, spucken frech der ganzen Welt in die Augen, indem sie solche falsche Behauptungen aufstellen.

Ganz Jugoslawien weiß es zu gut, daß Vlada Ristović schon einige Jahre die dreiste Hetzkampagne gegen das kroatische Volk geführt hat, zuerst durch die alten »Beogradski Novosti«, dann durch »Balkan«, und zuletzt durch den Belgrader »Jedinstvo«. Für diese Kampagne als Agent des Pašić und seines Sohnes, erhielt er von dem Sohne des Pašić einige Male einige hunderttausend Dinars, und wieviel er aus dem Dispositionsfonds der Belgrader Regierung erhielt, werden diejenigen wissen, welche in die Quittungen dieses Fonds Einsicht nehmen können. All dies kam längst in die Oeffentlichkeit. Im Belgrader »Jedinstvo« forderte Ristović offen die Köpfe des Radić und Pribićević. Diese unter dem Protektorate des gewesenen Ministerpräsidenten Vukićević und des Hofes sich stellende und auch von diesen bezahlte Zeitung ist der größte Schandfleck in der jugoslawischen Presse.

Die Belgrader Diktatoren versuchen vergebens, zwei

Mörder, Šunić und Račić, gleichzustellen, und so die Rechnung zu begleichen. Šunić hat den Mord begangen, revoltiert durch die ständigen Drohungen des Ristović, daß man Radić und Pribićević umbringen müsse, und durch die Frechheit des Ristović, der nach all diesen Drohungen nach Zagreb kam und das Publikum im größten Zagreber Kaffeehaus provozierte. *Wir lehnen die individuelle Aktion des Šunić ab, weil man damit das Belgrader Regime nicht stürzen kann. Die Kampf-methode des Šunić kann nicht angenommen werden.*

An die Stelle der individuellen Aktion muß eine allgemeine revolutionäre Aktion des gesamten kroatischen Volkes treten. Aber die Tat des Puniša Račić war keine individuelle Tat, war keine im Affekte begangene Tat, und nicht gegen eine gewöhnliche Persönlichkeit gerichtet. *Puniša Račić war nur der Vollstrecker eines organisierten Attentates auf die Vertreter der kroatischen Bauernpartei.* Die Fäden dieser Organisation liegen am Hofe. An diesem Attentate haben alle Vertreter der großserbischen hegemonistischen Politik — vom Hofe und dem damaligen Ministerpräsidenten Vukićević angefangen bis zu Vlada Ristović — teilgenommen. Mit der Ermordung des Radić und Genossen *beabsichtigte man, die kroatische nationale Bewegung zu köpfen, um den Kampf des kroatischen Volkes für eine freie und unabhängige kroatische Republik im Blute zu ersticken.* Puniša Račić personifiziert in der Tat das ganze Belgrader großserbische, diktatorische Regime.

Den Prozeß gegen Puniša Račić führen nicht drei kroatische Frauen, die Witwen nach den ermordeten zwei Radić und Basariček; es führt ihn das ganze kroatische Volk.

Und wir sind überzeugt, daß das kroatische Volk es nicht erlauben wird, daß sich durch irgendwelche Machenschaften der Belgrader Diktatoren anlässlich des Prozesses des Puniša Račić — welcher am 27. Mai stattfinden wird — die wirklichen Verbrecher und Mörder verstecken. *Das kroatische Volk muß die wirklichen Verbrecher vor die ganze internationale öffentliche Meinung, insbesondere aber vor die Massen der national unterdrückten Völker Jugoslawiens, auf die Anklagebank bringen.* Diese Verbrecher aber sind der Hof, die Militaristen, die großserbischen Politiker V. Vukićević und seine Kumpane, die faschistische Organisation »Peter Mrkonjić«, deren Präsident Puniša Račić ist, der Ehrenpräsident der kleine Kronprinz Peter, und die Finanzleute der König Alexander und die »Weiße Hand«. Der Prozeß des Puniša Račić muß allen unterdrückten Völkern in Jugoslawien Ansporn geben zum offenen Kampfe, mit vereinten Kräften, zur Vernichtung der Belgrader Diktatur.

N. M.

Die Ermordung des Djaković und Hećimović durch die Polizei der Belgrader Diktatur

Das Belgrader Diktaturregime hat am 26. April an der österreichisch-jugoslawischen Grenze die bestialische Ermordung der zwei hervorragenden Führer der Arbeiterbewegung ausgeführt: Gjurio Djaković, Sekretär der Kommunistischen Partei Jugoslawiens und gewesener kommunistischer Abgeordneter, und Nikola Hećimović, Privatangestellter und Sekretär der Roten Hilfe. Sie waren in Zagreb verhaftet und aus dem Gefängnis an die Grenze gebracht worden, »um ein Versteck kommunistischer Literatur zu zeigen« — in Wirklichkeit aber, um dort ermordet zu werden. Im Gefängnisse selbst waren beide furchtbar gemartert worden, so daß Djaković nicht mehr auf den Füßen stehen konnte. Eine verhaftete Arbeiterin, mit welcher Djaković im Zagreber Gefängnisse konfrontiert wurde, konnte ihn nicht wiedererkennen, als er durch zwei Wachleute zu ihr gebracht wurde.

An der Grenze wurden Djaković und Hećimović ermordet und ihre Leichen daselbst hingeworfen. Die Zagreber Polizei ließ dann in einem amtlichen Berichte verlaubbaren, daß »beide versucht hätten, zu fliehen«, und daß daraufhin die Gendarmen nach ihnen geschossen hätten. Das Polizeigrenzkommissariat in Maribor gab der slowenischen Presse einen Bericht, worin auch die Rede von einem »Fluchtversuch« war. Aber gerade diese zwei amtlichen Berichte stellen in ihrer Gänze das polizeiliche, bestialische Verbrechen fest: den vorbereiteten und ausgeführten Mord an den zwei politischen Häftlingen. In dem Mariborer Berichte sagt man, »daß beide längs der Grenze geführt wurden; daß jeder einzeln gefesselt und durch eine Kette mit dem anderen verbunden war; daß sie am Wege gebeten haben, ihnen die Fesseln ein wenig nachzu-

lassen, weil diese sie sehr stark zusammenpressen; als die Gendarmen ihnen dies getan hatten, nutzten beide diese Gelegenheit aus, zogen die Hände aus den Fesseln und begannen nach verschiedenen Richtungen zu fliehen.« »Die Gendarmen haben nach ihnen einige Male geschossen, suchten sie später im Walde, konnten sie aber nicht finden...« In dem Berichte wird gesagt, daß sich die Begebenheit um 8.30 abends ereignet hat.

In dem Berichte der Zagreber Polizei wird ebenfalls bestätigt, daß beide, gefesselt, bis zur Grenze geführt wurden, und als die Gendarmen um 19.30 Uhr in einen dichten Wald kamen, beide Häftlinge nach verschiedenen Richtungen zu fliehen begannen. Hećimović war es rascher gelungen, die Hand aus den Fesseln herauszuziehen, durch die er mit Djaković gebunden war... In der Dunkelheit haben die Gendarmen nach ihnen 9 Schüsse abgefeuert, »nachdem sie dieselben im Namen des Gesetzes aufgefordert haben, stehen zu bleiben«. Nach dem Berichte der Gendarmen sind beide über die Grenze geflohen. Am nächsten Nachmittage fanden aber die österreichischen Grenzbehörden die Leichen der Beiden an der Grenze.

Die Mariborer Presse veröffentlichte neben dem Polizeiberichte auch einen Bericht über die gefundenen Leichen. *Beide Leichen wurden an der Grenze selbst gefunden; eine Leiche an der österreichischen Seite, die andere aber: die Hälfte an der jugoslawischen Seite, die andere Hälfte an der österreichischen Seite. Beide waren durch das Herz getroffen, und beide lagen auf dem Bauche, fünf Meter voneinander entfernt.*

Die Gendarmen haben also, nach dem Polizeiberichte, die beiden Häftlinge bis an die Grenze geführt, dort versuchten diese nach verschiedenen Richtungen zu fliehen — sie wurden aber tot fünf Meter voneinander entfernt gefunden, *dies an der Grenze selbst*. Die Gendarmen haben sie gesucht und »konnten sie nicht finden« — beide waren aber doch ins Herz getroffen. Beide wurden am Bauch liegend gefunden, woraus folgt, daß sie etwas weiter getötet und einfach an die Grenze gebracht und dort hingelegt wurden. Wie ist es möglich, daß die Grenzschützen das Schießen nicht gehört haben, und daß die Leichen den ganzen Tag liegen geblieben sind?

Der polizeiliche Mord wurde auf die blutigste Art vorbereitet. Die Häftlinge wurden von zwei Gendarmen, *ohne Beamten, ohne Zeugen*, wie dies das Gesetz vorschreibt, und in der Nacht geführt.

Die Gendarmen kehrten sofort nach der Ermordung nach Maribor zurück, *ohne die Grenzschütze zu verständigen!* Sie haben diese Ermordung auf höheren Befehl durchgeführt und kehrten nach Zagreb zurück, um über die geleistete Arbeit Bericht zu erstatten.

Die Polizei hat sofort mit allen Mitteln verhindert, daß der Mord öffentlich konstatiert werde. Sie hat eine Kommission, bestehend aus dem Bezirkshauptmann, dem Wachekommandanten und — man sagt — zwei Aerzten hingeschickt, *ohne Beisein der gesetzlich vorgeschriebenen Bürger*. Weder die Namen der Aerzte, noch das Obduktionsprotokoll wurden jedoch veröffentlicht. Die Leichen wurden ohne Beisein der Familien oder auch nur eines Bürgers eiligst begraben.

Djaković und Hećimović wurden auf Anordnung der Regierung ermordet. Diese hat, wie wir gut unterrichtet sind, an alle Polizeibehörden ein vertrauliches Schreiben gerichtet, mit welchem sie für jeden verhafteten Kommunisten eine Belohnung von 500 Dinar und für jedes verhaftete Mitglied des Zentralkomitees eine solche von 50.000 Dinar verspricht. Mit den Mitgliedern des Zentralkomitees mußte man im Gefängnis Schluß machen, und man durfte sie nicht vor das Gericht bringen. *Djaković und Hećimović wurden auf Befehl ermordet und an der Grenze liegen gelassen. Beide Polizeiberichte sind falsch.*

Wir schließen uns dem Proteste der ganzen internationalen Öffentlichkeit gegen die politischen Morde der Belgrader Diktatoren an. Wir fordern die Deutsche Liga für Menschenrechte, welche einen Protest an die jugoslawische Regierung gerichtet hat, auf, nicht bei diesem Proteste zu bleiben, sondern *ihre Aktion auf die Entdeckung der Verbrechen, welche die Belgrader Henker an allen Oppositionellen, besonders aber an den nationalen Kämpfern begangen haben, zu erweitern*. Die Balkanmachthaber: Zankoff, Ahmed Zogu, König Alexander und deren Offiziershenkerbanden stürzen die Balkanvölker in einen Abgrund und bilden gleichzeitig eine ständige Gefahr für den Frieden Europas.

Wir fordern eine internationale Enquete, Exhumierung und Obduktion der Leichen des Djaković und Hećimović!

R. Radeff

Zar Boris, Liaptscheff und Konsorten auf der Inklagebank

Die Auslandsreise des Zaren Boris von Bulgarien verursachte in allen Hauptstädten Mitteleuropas, die er besuchte, einen Proteststurm: in Wien, Prag, Berlin und zuletzt in Brüssel. Besonders in Berlin hat die mächtige Protestwelle, im Zusammenhang mit der Eröffnung der unter der Patronanz der Deutschen Liga für Menschenrechte stehenden Ausstellung »Bulgariens Blutstrom«, ihren höchsten Punkt erreicht.

Seit der Zeit des blutigen Zaren Nikolai des Letzten, veranlaßte der Aufenthalt eines der gekrönten Volkshenker selten einen solchen Sturm von Protesten und Verachtung in den europäischen Hauptstädten.

Die gesamte bulgarische Regierungspresse, unterstützt auch von den übrigen faschistischen Zeitungen, entfesselte eine Schimpfkanonade sowohl gegen das internationale Proletariat und dessen Protestkundgebungen gegen die Henker Bulgariens, als auch gegen die Veranstalter der Ausstellung, die Deutsche Liga für Menschenrechte, die sie als »bolschewisierte Organisation« hinstellte... Man forderte die Beseitigung der Ausstellung, zumindest aber die Entfernung aller auf Zar Boris geprägten Karikaturen. Als diese Presse-schimpfkanonade mißglückte, versuchte die Liaptscheff-Regierung die Ziffer über die Zahl der Opfer des Weißen Terrors — nur die Höhe der Ziffern! — und die Greuelthaten der Regierung zu dementieren. Mit dieser Verteidigungsrolle wurde der Justizminister Dr. Kuleff betraut. Dieser klägliche Mensch begann mit Antworttelegrammen an die Entsender der ausländischen Proteste, in welchen er sie aufforderte, »ein für allemal mit ihren lästigen Protesten aufzuhören! So das Telegramm an das Sekretariat der Roten Hilfe, Bezirk Mittelrhein, Köln. Außerdem entsendete Herr Kuleff einen Bericht an den »Vorwärts« (Berlin) mit Auseinandersetzungen über die Daten der Ausstellung.

Wir werden hier nicht den Bericht des Herrn Kuleff behandeln; es genügt blos, einige Tatsachen zu erwähnen, und zwar aus den allerletzten Tagen, um ihn zunichte zu machen.

Unter dem Titel »Der Skandal« schrieb das Organ der Demokratischen Partei — eine Liaptscheff nahestehende und befreundete »legal oppositionelle« Partei — folgendes:

»Slowo« (Regierungsorgan) ist empört über die von der Deutschen Liga für Menschenrechte veranstaltete Ausstellung in Berlin.

»Bevor aber die Sgoworisten (Regierungsparteiler) den anderen zürnen, sollen sie über sich selbst böse sein. Ereigneten sich nicht im September (1923) und im April (1925) solche Greuelthaten, die uns lange Zeit noch mit Grauen und Abscheu erfüllen werden? Wo waren die Staatsbehörden, um die überflüssigen Repressalien zu verhindern?« (»Zname« vom 3. IV. d. J.)

Zu gleicher Zeit, als die Regierungspresse die Gegenkampagne eröffnete und die gesamte bulgarische Öffentlichkeit zum Protest gegen die Ausstellung in Berlin und gegen

die zahlreichen vom Ausland eingetroffenen Protesttelegramme aufforderte, unternahm die Liaptscheff-Regierung die jüngsten Massenverhaftungen. Die verhafteten Arbeiter, beschuldigt als Mitglieder der verbotenen kommunistischen Partei Bulgariens, wurden in der berüchtigten Sofioter Polizeidirektion einer grausamen, mit bestialischer Folter begleiteten Untersuchung unterworfen. Und das ganze Geschwätz des Justizministers Kuleff über die »Modernität« des Staatsschutzgesetzes und über seine »unabhängigen« und »juristisch ausgebildeten Richter« ist sogar von bürgerlicher Seite zunichte gemacht. So schrieb die oben erwähnte Zeitung »Zname« wortwörtlich:

»Wir empfangen ununterbrochen Proteste, in denen es heißt, daß bei der Aufdeckung der jüngsten Geheimbündelei eine wahre »Inquisition« in Anwendung gebracht wurde. Wir sehen uns gezwungen, unsere Stimme für mehr Menschlichkeit zu erheben.« (»Zname« vom 30. III. d. J.)

Vier Chefredakteure der Arbeiter- und Bauernzeitungen wurden eingesperrt, weil sie protestiert und Enthüllungen über die grausamen Folterungen, denen die Gefangenen ausgesetzt wurden, veröffentlicht haben. Auch oppositionelle »demokratische« Abgeordnete haben bei der jüngsten Debatte über das Polizeibudget im Parlament hervorgehoben, daß man die Liaptscheff-Polizei nur mit den mittelalterlichen türkischen Horden von Kardjali vergleichen könne. (»Zname« vom 2. IV. d. J.)

Aber noch mehr: Das Mordregime Zankoff-Liaptscheff wurde dieser Tage von Zankoff selbst zugegeben! In seiner letzten öffentlichen Rede vom 21. April d. J. in Sofia verkündete er dies ganz offen. Er gab dabei die Tatsachen zu, die bisher von der Regierung hartnäckig geleugnet wurden: die unzähligen politischen Morde seit dem Juniputsche 1923, und erklärte, daß heute gewisse »Sgoworisten« (gemeint sind die Anhänger Liaptscheff-Wolkoff) sich vergebens bemühen, die blutigen Folgen des Staatsstreiches von sich abzuwälzen. Selbst wenn der Vorhang vor diesen Ereignissen hochgezogen werde, könne ihn auch dies nicht erschrecken. Er fühle sich rein (!) vor seinem Gewissen. Dann wendete er sich scharf gegen seine Rivalen Liaptscheff, General Wolkoff und andere und rief ihnen zu:

»Andere haben gemordet, und ich bin im Kampfe ihr Opfer geworden. (Gemeint wird der Sturz Zankoffs im Jahre 1926.) Andere rufen mir heute zu, daß ich den Vorhang lüften soll; ich sage ihnen, sie sollen es tun...«

Während die gesamte oppositionelle Presse diese Geständnisse der Haupthenker hervorhebt, ist die Regierungspresse darüber in vollster Entrüstung. Vergebens versucht sie in konfusen Artikeln, sich der peinlichen Lage zu entziehen.

Die letzte mächtige Antiterrorbewegung im Lande, unterstützt durch die internationale und bulgarische Protestkampagne, hat tatsächlich die blutigen Volkshenker Zar Boris, Liaptscheff und Co. an den Pranger gestellt.

M. Nicoloff

Grausame Folterung der verhafteten Arbeiter in der Sofioter Polizeidirektion

Das neu gegründete Komitee »zum Schutze der neuen Opfer der faschistischen Diktatur« in Bulgarien, Zentrale Sofia, läßt eine großzügige Darlegung, die zugleich als Protest betitelt ist, erscheinen. Es werden darin die grausamen Folterungen geschildert, unter denen die verhafteten Arbeiter-Kommunisten vor dem Sofioter Untersuchungsrichter der berechtigten bulgarischen Polizeidirektion zu leiden haben.

Nachstehend einige Auszüge aus dieser Protest-Darlegung.

Methodi Schataroff. Das »Verhör« wurde von Drohungen und Schimpfen begleitet. Nach viertägigen grausamen Marterungen, Rutenschlägen auf den Kopf, Hände und Rücken wurden ihm die Hände auf den Tisch gelegt und mit nassen Ruten so lange geschlagen, bis sie blau anschwollen. Dann wurde auf Kopf und Ohren 1 bis 2 Stunden geschlagen, bis er in Ohnmacht fiel; darauf wurde er mit kaltem Wasser begossen, und als er wieder zu sich kam, vernahm er, wie sich die drei Spitzel-Folterer berieten, ob sie ihn vom Fenster des Zimmer Nr. 71, oder von der Stiege hinunterwerfen sollten. Es wurde ihm befohlen, das Alphabet zu schreiben; da er aber mit gefesselten Händen es nicht tun konnte, wurde er wiederum auf Hände, Schultern, Ohren und auf den Kopf geschlagen. Er fiel wieder ohnmächtig zu Boden. Da sprangen ihm die Polizeiagenten auf den Rücken und gaben ihm Fußtritte in die Weichengegend. Als er wieder zu sich kam, vernahm er wieder dasselbe Gespräch, ob man ihn von der Stiege hinunterwerfen soll. Nach kurzer Zeit wurde er zum dritten Mal wieder auf Kopf, Hände und Ohren bis zur Bewußtlosigkeit geschlagen. Nach diesem »Verhör« wurde er, auf allen Vieren kriechend (denn er konnte nicht mehr gehen), auf die schwarze (geheime) Stiege geschleppt. Als sie zum III. Stock gelangten, fiel er in die Arme der Detektive um das Kreuz und wollte ihn über das Geländer der Stiege hinunterwerfen. Methodi begann furchtbar zu schreien. Es gelang ihm, sich an dem Geländer der Stiege festzuhalten, so daß der ganze vordere Teil des Körpers, mit dem Kopf nach unten hing und jeden Augenblick hinunterzufallen drohte. In diesem Augenblick verlangte man von ihm, er möge »gestehen«, um am Leben zu bleiben! Die Untersuchungsrichter standen unten und erteilten den Agenten Befehle, was sie weiter tun sollten. Sie riefen zu: Er solle sich zur Geheimbündelei bekennen, sonst würden sie ihn hinunterwerfen! Dasselbe wiederholte sich im II. Stock. Zuletzt wurde er in ein Zimmer geworfen. Diese unmenschlichen Folterungen dauerten wochenlang. Die Folgen davon: Starke Schmerzen wie Nadelstiche im Gehirn, Brustschmerzen. Er ist noch heute lebensgefährlich krank.

Michael Pendscherkoff, Chefredakteur des täglich erscheinenden unabhängigen Arbeiterorgans »Nowini«, wurde am 5. IX. v. J. verhaftet und in der Polizeidirektion mit Ohrfeigen und Schimpfen empfangen; mit Peitschen, Holzknüppeln, Pistolengriffen und Fäusten auf den Kopf geschlagen, den Kopf an die Wand gedrückt, bestialisch auf die Brust mit Fußtritten traktiert, bis er ohnmächtig zu Boden fiel. Man gab ihm etwas zu Trinken, und als er wieder zu sich kam, schlug man ihn neuerlich grausam, bis er wieder zusammenbrach. Als er abermals alles verneinte, wurde er wieder gefoltert, endlos, bei jedem neuen »Verhör«. Eine Woche nachher war er zum Krüppel geschlagen; jede 5 bis 6 Minuten hatte er Harndrang und der Urin bestand nur aus Blut! Bis zur gerichtlichen Untersuchung, 40 Tage lang, ohne das Recht von draußen Essen zu bekommen, saß er in einer Einzelzelle, nur mit trockenem Brot und Wasser. Die Folgen: Gehirnschmerzen, Schwindel, Ersticken, ofttes Bluturinieren usw.

Iwan Denkoff. Er wurde auf den Boden geworfen, die Füße wurden ihm auf einen Stuhl gestellt, und vier Polizeiagenten schlugen ihm mit Hartriegelholz auf die Füße zwei Stunden lang. Die Füße schwollen ihm an. Er konnte nicht mehr gehen. Nach zwei Tagen wurde er wieder »verhört«: die Beine wurden ihm mit Stricken an einem Stuhl gefesselt, sein ganzer Körper mit Gummiknütteln bearbeitet. Er wurde mit Herausreißen der Fingernägel, Brennen mit glühenden Eisenstangen und anderen Foltergeräten bedroht. So bei jedem »Verhör«, und begleitet von Faustschlägen, Schimpfen und Ohrfeigen. Folgen: Wunden an Beinen, Bruststechen, Kopfschmerzen.

Janko Panoff, verhaftet am 4. September v. J., noch im II. Polizeirevier heftig mit Fäusten am Bauch geschlagen; die Schmerzen davon dauerten zwei Monate lang. In die Polizeidirektion geführt, wurde er ununterbrochen mit Fäusten und Revolverhieben auf die Brust geschlagen. Mit

einem großen Stock, der die Inschrift trägt: »Ich weiß alles«, wurde er einige Male auf die Beckenknochen geschlagen. Der Kopf wurde ihm solange an die Wand gepreßt, bis er in Ohnmacht fiel. Nach einigen Tagen wurde er wieder bestialisch stundenlang gefoltert. Er wurde mit Gummiknütteln auf Füße und Hinterteile so lange geschlagen, bis ihm die Haut schwarz wurde. An den Folterungen haben 7 bis 8 Detektive teilgenommen, und zwar nach Schichten verteilt. Bei jeder neuen Ablösung wurde das Schlagen immer heftiger. Während des Schlagens fiel er in Ohnmacht. Zum Wiederbeleben wurde er öfters mit kaltem Wasser und Salmiak bespritzt. Zum zweiten Male wurde er auf folgende Weise geschlagen: Man band ihm die Hände an den Stock »Ich weiß alles«, der Stock selbst wurde ihm zwischen die Beine gesteckt, und zwar so, daß die Unterteile des Körpers sich äußerst ausprägen mußten; dann wurde er so lange auf den Hintern geschlagen, bis er wieder das Bewußtsein verlor.

Zum dritten Male wurde er folgendermaßen gefoltert: Er wurde auf den Boden geworfen; einer von den Polizeiagenten legte den Fuß auf seinen Hals und zwei andere traten auf seine Hände; darauf wurde er mit Gummiknütteln auf dem ganzen Körper geschlagen. Nachher wurden ihm die Hoden gepreßt und mit qualvollsten Ermordungen bedroht. Er wurde auch über das Geländer der Stiege des vierten Stockes der Polizeidirektion hinunterhängen gelassen. In den ersten Tagen figurierte er nicht in der Liste der Verhafteten und wurde der »diensthabenden Gruppe« zur Verfügung gestellt, um seinen eventuellen Tod beim Foltern zu vertuschen. Jeden Tag, vor Beginn der gerichtlichen Untersuchung, wurde er einige Male gefoltert. Folgen davon: Er bekam Anfälle von Wahnsinn, schmerzhaftes Brust- und Kreuzstechen, scharfe Kopfschmerzen und Nervenzusammenbrüche, Schwindel und Erstickungsanfälle.

Heute wiederholt sich dasselbe unter dem blutigen Schatten des Faschismus.

So wurden am 20. März d. J. mehr als 30 Arbeiter verhaftet, und aus ihren Betrieben und Werkstätten in die Folterkammer der Sofioter Polizei geführt. Dort sollten sie »gestehen«, daß sie Mitglieder der bulgarischen Kommunistischen Partei sind. Ungeachtet der heuchlerischen Deklarationen der Liaptscheff-Regierung, daß den Verhafteten »nicht ein Haar gekrümmt werde«, daß »ihr Leben garantiert sei«, verwendet man dort dieselben Folterungsmittel, um die gewünschten »Geständnisse« zu erpressen.

Einige Beispiele: **Mladen Stojanoff** wurde fast zu Tode gefoltert und ständig mit Ermordung bedroht. Derselbe ist bereits vom ersten Stock der Polizeidirektion hinuntergeworfen worden.

Lüben S. Georgieff wurde unmenschlich gefoltert und von den Stiegen der Polizeidirektion hinuntergerollt. Er wurde so verstümmelt, daß die Folterer sich selbst genötigt sahen, seine Frau und einen Arzt zu ihm zu lassen.

Die Protest-Darlegung schließt mit einem flammenden Appell zum Protestkampf und mit Einberufung einer Protestversammlung für den 5. April in Sofia.

Am 5. April wurde das Lokal, wo die Versammlung stattfinden sollte, von den Polizeiagenten und bewaffneten Faschistenbanden okkupiert und gesperret. Das ganze Stadtviertel um das Lokal hatte sich in ein Heerlager verwandelt. Es gelang jedoch den von allen Straßen zuströmenden Arbeitern, unter offenem Himmel eine Tribüne zu errichten und ihrem stürmischem Protest gegen die Verhaftungen und die Folterungen in der Polizeidirektion Ausdruck zu geben.

Die wütende Polizei unternahm zahlreiche Verhaftungen unter den demonstrierenden Arbeitern, darunter den Redner selbst, Entschcho Stajkoff, Redakteur des Organs der Arbeiterpartei, ihr Z.-K.-Mitglied und zugleich Mitglied des Komitees »zum Schutze der neuen Opfer der faschistischen Diktatur«.

Wohin geht das faschistische Bulgarien?

Wirtschaftliche Lage Tendenzen in der Entwicklung des faschistischen Bulgarien¹⁾

Sofia, Ende April 1929

Der bulgarischen Bourgeoisie gelang es, ihre Macht mit Hilfe der ausländischen Imperialisten und des Faschismus *provisorisch* zu befestigen. Diese Stabilisation ist aber nicht nur *zeitweilig, relativ und außerordentlich labil*, sondern sie

¹⁾ Siehe »Balkan-Föderation« Nr. 114 und 115.

hat sich auch als eine *verfaulte* Stabilisation erwiesen, die um den Preis der *Kolonialversklavung und Kolonialunterdrückung* erworben worden ist. Die *jetzige Wirtschaftskrise* entstand und entfaltete sich auf dieser Basis. Die Versuche, die Krisis durch die Flüchtlingsanleihen und die Stabilisierungsanleihen zu überwinden, führten nicht zu ihrer wirklichen Ueberwindung, sondern zur Verstärkung der kolonialen Abhängigkeit und Unterdrückung des Landes. Bei diesen Verhältnissen verwandelt sich die kapitalistische Stabilisierung in Bulgarien in eine *Stabilisierung seiner kolonialen Abhängigkeit*.

Diese Tendenz in der ökonomischen Entwicklung Bulgariens findet ihren Widerhall in allen Gebieten seines Wirtschaftslebens: in seinem Außenhandel, in seiner Finanz- und Wirtschaftspolitik, in den Staatsanleihen und überhaupt in der gesamten wirtschaftlichen Entwicklung. Alle Daten deuten, daß diese Krisis sich *entwickeln und verstärken*, und nicht nachlassen wird. Es stehen nun erst Staatsschulden- und Reparationszahlungen bevor, und erst jetzt werden die katastrophalen Folgen der beiden neuen Staatsanleihen — der »Flüchtlings«- und der »Stabilisierungs«-Anleihen — zum Vorschein kommen. Diese Zahlungen werden der labilen und verfaulenden Stabilisation einen neuen Schlag versetzen. Eine neue »Außenhilfe« wird notwendig sein, und eine solche wird nur gegen *Verstärkung der kolonialen Unterwerfung des Landes* gewährt. Diese ist aber nicht im Stande, die furchtbare Krise zu beseitigen; — durch sie wird im Gegenteil diese Krise *verbreitet, verschärft, vertieft und kompliziert*.

Zur Illustrierung des Charakters und der Höhe der Wirtschaftskrise genügen nur einige Tatsachen und Daten:

Bei einem Nationalvermögen aus der Vorkriegszeit, nach Kirill Popoff, von 10.482.200.000 Goldlewa, das nach den Kriegen von verschiedenen Seiten auf 200, auf 250 und sogar auf 280 Milliarden Papierlewa geschätzt wird, schuldet der bulgarische Staat 85.426.531.848 Papierlewa oder 3.185.767.934 Goldlewa. Diese Schuld beträgt also ein Drittel des ganzen Nationalvermögens (des privaten und öffentlichen Vermögens!!!). *Auf einen Kopf entfallen also 15.264 Papierlewa, oder 570 Goldfranken Staatsschulden.*

Nach den bereits getroffenen Vereinbarungen verpflichtete sich das faschistische Bulgarien, die Parität der damals aufgenommenen Anleihen zu bezahlen. Dies führte zu der unglaublichen Steigerung der Ausgaben zur Tilgung der Zinsen der Staatsschulden: von 800 Millionen Lewa im Jahre 1923 auf 1600 Millionen Lewa im Jahre 1928. Das Staatsbudget stieg in dieser Zeit von 4345 Millionen auf 7000 Milliarden Lewa. Die Summen nach den außerordentlichen Budgets dazugerechnet, wird diese Erhöhung verdoppelt. Dagegen aber stehen die Staatsschulden- und Reparationszahlungen erst bevor. In derselben Zeit, in der diese Zinsen- und Tilgungsbeträge unaufhörlich steigen, beginnt schon eine Verminderung der Budgeteinnahmen. So waren zum Beispiel diese Einnahmen: 1924/25 — 8600 Millionen Lewa, 1925/26 — 6355 Millionen, 1926/27 — 6235 Millionen. Dies ist keine vorübergehende Erscheinung. Es kennzeichnet die Tatsache, daß trotz aller Versuche der staatlichen Steuermaschine, diese letztere nicht mehr in der Lage ist, aus den Spröden der verwüsteten Volkswirtschaft neue Steuern herauszuziehen.

Nach den Mitteilungen des Finanzministeriums über die Bevölkerung, auf Grund der Steuerveranlagungsbücher für 1922/23 berechnet, beträgt die nationale Einnahme 20.778.680.000 Lewa jährlich. Es stellt sich heraus, daß der Staat allein, ohne die Gemeinden und die Landkreise, ein Drittel der nationalen Einnahme für sich plündert. Die Perspektive der nächsten Jahre ist, daß dieser Teil bis auf die Hälfte steigen wird, was einem *wirtschaftlichen Zusammenbruche gleichkommt*. Dieser Zusammenbruch ist übrigens *unvermeidlich*, wenn sich diese Plünderung nicht erhöht, denn der Staat plündert jetzt schon ein Drittel der Staatseinnahmen aus, *ohne etwas an die Volkswirtschaft zurückzugeben, da ja sein Budget ein räuberisches Konsumationsbudget ist*. Für die Unvermeidlichkeit dieses Zusammenbruchs sprechen auch die seit 1923—1927 aufgebrauchten *Budgetdefizite*, die den riesigen Betrag von 2.991.417.000 Lewa erreichen, und zwar in einem Augenblick, wo die Staatseinnahmen ihre *ökonomische Möglichkeit noch nicht erreicht haben*. *Steigerung der unproduktiven Ausgaben, Verminderung der Staatseinnahmen — dies ist die zweite Haupttendenz in der ökonomischen Entwicklung des faschistischen Bulgariens*. Die Erklärung dafür muß in der kritischen Lage der Volkswirtschaft gesucht werden.

Wir wollen einige Daten über die Lage der Volkswirtschaft wiedergeben, aus denen die Tendenzen ihrer Entwicklung unter der faschistischen Diktatur des Großkapitals ersichtlich sind.

Vor allem befindet sich *der Hauptzweig der Volkswirtschaft, die Landwirtschaft, in tiefer, scharfer und unüberwindlicher Krise*. Diese Krisis bildet das Grundmoment für die Gesamtkrisis im Lande. Von ihrer Ueberwindung oder Ver-

minderung hängt die Ueberwindung oder die Verminderung der allgemeinen Wirtschaftskrise ab.

Den Daten der offiziellen Statistik entnehmen wir die folgenden Merkmale für die Krise in der Landwirtschaft:

Die bestellte Fläche hat sich in der Zeitspanne 1922—26 im Vergleich zu 1908—12 *absolut und relativ* verringert: Von 3.920.251 ha. bei einer Bevölkerung von 4.276.262, auf 3.774.885 Hektar bei 5.157.340 Einwohnern. Es wurden also in der Zeitspanne 1922—26 um 145.366 ha *weniger als in der Zeitspanne 1908—12 bestellt*, das heißt auf den Kopf der Bevölkerung eine Verringerung von 9,2 d auf 7,3 d.

Noch absoluter ist die Verminderung der mit Getreide bestellten Fläche, die die Grundlage der bulgarischen Volkswirtschaft darstellt. Von 2,5 Millionen ha vor den Kriegen ist sie auf 2,3 Millionen ha nach den Kriegen, also um 202.000 ha gefallen. Pro Person entfallen statt 6 d nur 4 d.

Noch *wesentlichere Verminderung zeigt die Getreideproduktion*. In den Jahren 1908—12 entfielen auf den Kopf 582 kg Getreide, in den Jahren 1922—26 kaum 395 kg, oder eine *Verminderung von 187 kg pro Kopf*. Diese Verminderung pro Kopf der Landbevölkerung für dieselben Zeitspannen kommt wie folgt zum Ausdruck: *von 708 kg auf 493 kg, oder um 215 kg weniger, und zwar bei einer Verminderung der Landbevölkerung von 80,88% auf 79,34%*. Diese Tatsache ist sowohl auf die Getreideausfuhr als auch in der Konsumation zum Ausdruck gekommen.

Nach gewissen Berechnungen des Professors Mischoikoff ist die Ausfuhr von 554 Millionen kg = 105 Mill. Goldlewa auf 210 Millionen kg = etwa 50 Mill. Lewa *gefallen*, dagegen ist die Getreidekonsumation per Kopf von 404 kg (für Menschen und Tiere gemeinsam) auf 365 kg *gefallen*. Hier muß noch eine wichtige Tatsache erwähnt werden, und zwar die *Verminderung der Produktivität des Bodens, die für die beiden Zeitspannen etwa 10% beträgt*. Diese Verminderung zeigt nicht nur, daß die Fruchtbarkeit des Bodens gefallen ist, sondern daß *auch die Technik sich im allgemeinen verschlechtert hat*, trotzdem eine gewisse Anzahl reicher Bauern vielleicht ihre Landwirtschaftstechnik verbessert haben. Diese letzte Tatsache unterstreicht nur, daß sich die Landbearbeitungstechnik der großen Masse sehr verschlechtert hat. Andererseits haben sich nach den Berechnungen desselben Professors Mischoikoff die *Einnahmen der einzelnen Bauernwirtschaften in den letzten 15 Jahren um ein Drittel vermindert*.

In dieser Zeit stieg die Produktion und die Ausfuhr von Tabak und einigen Industriepflanzen. So zum Beispiel stieg die Produktionsmenge des Tabaks von 5 Mill. kg vor den Kriegen sogar auf rund 40 Mill. kg jährlich nach den Kriegen. In diesem Zweig der Landwirtschaft haben wir noch eine größere Verminderung der Produktion. Die Tabakproduktion ist von 39.969.000 kg im Jahre 1925 auf 27.189.000 im Jahre 1926, 21.695.000 im Jahre 1927 und 17.000.000 im Jahre 1928 gefallen (die endgültigen statistischen Daten sind noch nicht veröffentlicht). Mit anderen Worten, in einer Periode von drei Jahren hat sich die Produktion um 57,5% vermindert. Während im Jahre 1925 — 33,7 Millionen kg Tabak für 3 Milliarden Lewa ausgeführt sind, wurden im Jahre 1926 nur 28,7 Millionen kg für 1,9 Millionen Lewa ausgeführt. Im Jahre 1927 übersteigt die ausgeführte Tabakmenge nicht 2 Milliarden Lewa. Dabei wurde die Lage des bulgarischen Tabaks auf dem internationalen Markt und ihre Bedeutung für die Ausfuhr und für die Einnahmen der Volkswirtschaft ungünstiger, und sie wird sich auch weiter verschlechtern. Hier muß aber hervorgehoben werden, daß die Zunahme der mit Tabak und anderen Industriepflanzen bestellten Fläche in keinem Falle die Verluste der Volkswirtschaft durch den Getreidebau ersetzen kann, denn die letztere bleibt als Grundlage immerhin von vier Fünftel der gesamten Landwirtschaften.

Wenn die Lage der Landwirtschaft in den Jahren 1922 bis 1926, in denen wir gute Ernten hatten (1925, 26 und 27), derart ist, so kann sich jeder vorstellen, wie ihre Lage und damit die Lage der gesamten Volkswirtschaft bei einigen nacheinander folgenden schlechten Ernten sein wird. Alle bulgarischen Ökonomen stellen heute fest, daß die *Kauffähigkeit des bulgarischen Dorfes nach den Kriegen katastrophal gefallen ist; wir unterstreichen aber, daß dies hauptsächlich während der Zeit des Sgworregimes der Fall ist*. Seit zwei Jahren, schreibt Professor Mischoikoff, *hält sich die Landbevölkerung von dem Einkauf von Handwerk- und Industrieerzeugnissen zurück*. Er gibt zu, daß die Ursache dafür in den ungenügenden Einnahmen liegt. *Er verheimlicht aber die Rolle, die der bürgerlich-faschistische Staat und das Kapital in der Vernichtung der Landbevölkerung spielen, deren Erträge sie ausplündern — sie plündert auf diese Weise das Huhn aus, das für die Industrie und den Handel, für das Kapital im allgemeinen goldene Eier legt! Die Zuspitzung der*

Agrarkrise und ihre Verwandlung in eine unüberwindliche Krise, mit allen ihren Folgen für die gesamte Volkswirtschaft, ist ein Ergebnis des im Lande herrschenden außerordentlichen Regimes.

Der tollwütige und rücksichtslose kapitalistische Aufmarsch seit dem 9. Juni 1923 gegen die Massen der bulgarischen Werktätigen am Lande und in der Stadt führte zur Verengung der ökonomischen Basis des kapitalistischen Systems und des Regimes. *Die heutige allgemeine Wirtschaftskrise zeigt, daß das bürgerlich-faschistische Regime die Grenze der ökonomischen Möglichkeiten seines Bestehens und seiner Entwicklung erreicht hat. Es gibt keine und kann keine Perspektiven für eine industrielle Entwicklung Bulgariens bei der Herrschaft des Imperialismus und seines blinden und blutigen bulgarischen Handlungers geben. Es gibt keine und kann keine Perspektive für die Intensivierung und Industrialisierung sogar der Landwirtschaft unter der Macht des bulgarischen Kapitals geben. Der Weg der kolonialen Versklavung, auf dem das faschistische Bulgarien geht, eröffnet keine und kann keine Perspektiven für eine ökonomische Entwicklung des Landes und für die Ueberwindung der Krise eröffnen.*

Aus diesem Grunde ist die allgemeine Wirtschaftskrise, die auf dem Boden der sogenannten zeitweiligen, relativen, äußerst labilen und verfaulenden kapitalistischen Stabilisierung hervorwuchs und sich entwickelte, eine *Todeskrise* des faschistischen Regimes in Bulgarien, die sich durch die Versetzung der breiten Massen in eine *scharfe Unzufriedenheit, in eine revolutionäre Opposition* der Massen gegen das Regime, und unbedingt in eine revolutionäre Opposition gegen das Regime, zu einer *scharfen revolutionären Krise* auswachsen wird.

Diese *besonders wichtige Tendenz* in der Entwicklung der allgemeinen Wirtschaftskrise schafft, parallel mit dem Druck der für eine Hegemonie in Bulgarien und auf dem Balkan kämpfenden imperialistischen Mächte, *diejenige allbekannte und zugespitzte politische Krise* in Bulgarien, welche sich unbedingt in eine *Machtkrise, das heißt in eine revolutionäre Krise* umwandeln wird.

(Fortsetzung folgt.)

Kremakoff

Die nationale Frage in Griechisch-Mazedonien

Finis Makedoniae? — die nationale Wanderung von Kleinasien und aus den Gebieten des Pontus Euxinos hat die sprachliche Zugehörigkeit der Länder, die unter griechische Botmäßigkeit gerieten, von Grund aus gewandelt. Mazedonien als eines der Stammländer bulgarophoner Bevölkerung ist ein Gebiet geworden, in dem das *griechische Element* dominiert. Saloniki, einst eine spaniolische Handelsstadt, ist heute ein Zentrum hellenischer Siedlung. Der Platz abgestifteter Türken, vertriebener Bulgarophoner, wurde von den Flüchtlingen eingenommen. Mit Blut und Eisen ist so die nationale Frage gelöst. Oder sollte der Schein trügen? Man hört in Saloniki bulgarisch sprechen. Sind es Bauern aus der Umgebung, die sich als Griechen bezeichneten, um bleiben zu dürfen, oder sind es gar — Flüchtlinge aus Bulgarien? Flüchtlinge, die als Griechen den Petritscher Kreis verlassen mußten und demnach die Sprache ihrer Wahlheimat besser beherrschen, wie die griechische Sprache? Die Flüchtlinge aus Bulgarien sind es, unter denen nicht wenige sind, die einst im Seres-Kreise unter Panizzas federalistischen Tscheten gefochten, die nun ein Element der Unruhe für die staatliche Fürsorge darstellen. Den Kern der bulgarophonen Bevölkerung bilden — »echte« Griechen, Märtyrer des Griechentums sogar — die Flüchtlinge aus den bulgarischen Gebieten. Die autochtone bulgarische Bevölkerung hat sich vielfach gefügt. Ein Zeichen der Hoffnungslosigkeit in diesen Schichten ist es, wenn Leute, welche einst als aktive Banditen der bulgarischen verhovistischen Richtung gewirkt, nun im Dienste des hellenischen Regimes die Bauern bedrücken. *Die gefürchtetsten Tschausche*) der Hellenisation sind ehemalige Verhovisten!* Es gibt keine bulgarischen Schulen. Venizelos hat mit einem Schläge das Werk vollendet, das seine Vorgänger begonnen. Es gibt in Griechenland nur Hellenen — auf dem Papier. Aehnlich steht es mit den Spaniolen. Die Zionisten haben sich zu Werkzeugen des assimilatorischen Venizelismus erniedrigt. Unter Venizelos Wahlbild kandidierten sie in dem Senat. Eine hebräische Lehrkanzle ist der Lohn für die Preisgabe der nationalen Rechte der Spaniolen. An die Stelle des französischen trat der griechische Unterricht, die junge Generation wird zwar noch die

*) Tschausch = Häuptling.

Muttersprache beherrschen, aber bereits zu griechischem Denken und Fühlen von »Staatswegen« angehalten. Schon glaubt der Venizelismus die unblutige aber langwierige Schlacht gewonnen, da bewies die Senatswahl vom 21. April das Gegenteil. Ein unbedeutender, aber zur venizelistischen Liste in Opposition stehender Kandidat erhielt nur um 200 Stimmen weniger in der Judenkurie, wie der offizielle venizelistische Kandidat der Assimilation. Besonders interessant ist das Verhalten der Kutzowalachen. Sie leben in kleinen Enclaven nirgends als kompakte größere Masse. Ein Teil wanderte nach der Dobrudscha. Die Nachrichten von dem neuen Siedlungsgebiet erwiesen sich nicht als günstig. Der Rest verfiel der fast völligen Hellenisierung. Aber es blieb auch der Haß gegen die gewaltsamen Methoden der Zentrale, es blieb das Streben für ökonomisches und politisches Eigenleben. Es ist kein Zufall, daß die Rep. Union, in deren Reihen viele Kutzowalachen, »hellenisierte« Kutzowalachen sich befinden, unter dem Drucke der Massen für die Autonomie Mazedoniens eintritt. Man fordert nicht weniger als ein eigenes Parlament, eine Realunion mit Altgriechenland, aber Garantien für ein Eigenleben. Die Autonomie Mazedoniens, einst von den Massen aller Völker im Kampfe gegen die Türken gefordert, wird wieder zum Kampfruf breiter Schichten. Es ist dabei gleichgültig, wie weit Papanasstasiu sein Programm ehrlich meint. Die Tatsache, daß er es aufstellt, daß Vollblutgriechen, daß sogar Führer der Flüchtlinge für dasselbe eintreten, beweist die Umwertung aller Werte. Wenn die Zeitung »Balkan« in diesem Sinne schreibt, wenn das Gefasel von der drohenden Abstiftung der Flüchtlinge im Falle eines Sieges der mazedonischen Idee nicht mehr verlangt, dann gibt es trotz der veränderten ethnischen Zusammensetzung Griechisch-Mazedoniens, doch eine mazedonische Frage, gibt es ein Mazedonien, das für alle seine Völker, für Autochthone und Zuwanderer, um Selbstbestimmung ringt. Der kleine Konflikt um die Abhaltung der Messe von Saloniki war mehr als ein Zufall. Der Versuch, die Messe zu Gunsten der Athener abzusagen, löste so einmütigen Protest aus, daß sofort ein Kompromiß gesucht und scheinbar gefunden wurde. Der Gegensatz aber blieb. Althellas und Mazedonien, das sind zwei Welten, deren Beziehungen zu einander sich wohl verändert haben, die aber trotz brutaler und zivilisatorischer Assimilation nicht zu einem Ganzen vereint werden konnten. Die mazedonische Frage hat heute andere Bedeutung denn ehemals, aber hat sie darum aufgehört? Ist nicht sogar das traditionelle rebellische 3. Korps der Armee eine Art mazedonischer, wenn auch national-griechischer Fronde? Der Venizelismus ist krank. Das Ausland konnte ihm Kredite geben, die inneren Schwierigkeiten lösen muß er selbst. Zu den inneren Schwierigkeiten gehört die ungelöste Agrarfrage, das Flüchtlingsproblem, die Hungersnot in Südgriechenland und — das mazedonische Problem. Vor wenigen Tagen drohte der Eisenbahn, der PTT — Streik, die Gefahr blieb latent, trotz der Zusagen der Regierung. Man konnte nicht einmal den eigenen Apparat restlos sich gefügig erhalten. Nicht alle Faktoren konnte man durch Senatssitze sich gefügig machen. Der Schöpfer der Republik, Plastyras, wurde nicht Senator und Gonatas ist nur ein unvollkommener Ersatz. Bedeuten aber die »Vorzugskreuze« für Gonatas nicht bereits eine wiewohl milde Kritik des Regimes? Entscheidender ist vielleicht, daß Condylis, der Beseitiger des Bonapartismus, wieder in Opposition steht. Er hat nur eine kleine Partei, aber er ist verankert in entscheidenden Gruppen der Staatsbeamten und der Offiziere. Der Venizelismus ist nicht stabilisiert. Er mag noch zu kühnen Gesten ausholen, fest ist er nicht. Die ungelösten Probleme sind ihm schon über den Kopf gewachsen. Ein äußerer Anstoß, eine Kleinigkeit vielleicht, kann das System schwer erschüttern, die lebenden Kräfte des Volkes rühren sich, sie werden auch das mazedonische Problem zu lösen haben. Der Venizelismus ist dazu weder im Stande, noch hat er das Verlangen. Die Geschichte wird über ihn hinwegschreiten. Die mazedonische Frage blieb offen und harret der Lösung.

Melingos

Nachklänge zur Senatswahl in Griechenland

Venizelos ist zufrieden. Die royalistische Presse bescheinigt ihm seinen Sieg. Die *Kathemerini* vom 23. April schreibt: »Der Wähler stand am 21. vor demselben Dilemma, wie am 19. August bei der Parlamentswahl. Soll er gegen Venizelos stimmen? Aber Venizelos erklärt, er würde gehen. Was geschieht, wenn er zurücktritt? Wer sind die Leute, die ihm nachfolgen, die *Ruhe* des Landes zu sichern?« Als »Ordnungszelle« hat der Venizelismus gesiegt und die Legitimisten, die immer nach Ruhe und Ordnung schrien, müssen traurig bekennen, daß ihre eigenen Wähler — venizelistisch gestimmt

haben. Sie setzten ihr Kreuz auf die »liberale« Liste, auf der das ewig lächelnde Bild des großen Kreters prangt und setzten damit ein Kreuz der eigenen Partei. Oder ist am Ende der Legitimus der eigentliche Sieger? Erhielt er nicht bescheinigt, daß er die legitime Opposition sei? Sind nicht die Tsaldaristen zehn Mann stark gewählt, während die »Republikanische Union« — ein Mandat bekam? Haben sie nicht doppelt gesiegt? Plastyras sitzt nicht im Senat. Er war zu antiroyalistisch kompromittiert. Die »Rep. Union« ist fürchterlich geschlagen worden. Das Anti-Kommunistengesetz ist gegen wenige Stimmen parlamentarisch verabschiedet worden und wenn die Subkommission den *Wortlaut* festsetzt, durch Regierungsdekret veröffentlicht. Dennoch freuen sich die Legitimisten nicht. Der Präsident wird ein Venizelist sein, »vielleicht Venizelos selbst«. »Der Staatsrat, die Gesetze, ihre Anwendung, die Armee, die Flotte sind venizelistisch geworden«, klagt die »Proia«. Dabei hat gerade der Legitimus die Hand geboten. »Ruhe und Ordnung« hat eben »Er« geschaffen und das durch siegreiche Streiks, wie in Lavrion (48 Wochen!), erschreckte Bürgertum folgte ihm. Die *Einheitsfront* (früher A- und B-Block) konnte keine günstigere Situation erwarten, wie in den Kakiwahlen August 1928. Dennoch hat sie in entscheidenden Kreisen ihre Lage gegen 1928 *verbessert*. In Saloniki wurden nur in einem Rayon die Stimmen gezählt, in allen anderen annulliert! Dennoch 11%! Im Judenquartiere kandidierte die Einheitsfront *nicht* als Protest gegen das amtliche Ghetto — das separate Wählen der Juden. Viele Arbeiter sind der Meinung, daß dies ein Fehler gewesen sei; weil gerade in einer so zugespitzten Situation die Wahl auch nur eines Senators eine wirksame Protestaktion bedeutet hätte. Dies war aber möglich. So sind die Arbeiter im Senat durch den Sozialfaschisten Stratis und drei andere seiner Freunde vertreten. Zur Dämpfung der Freude der II. Intern., der Stratis seit Marseille angehört, sei festgestellt, daß unter den gewählten vier »Arbeitern« der CGT — ein Legitimist sich befindet.

Die unitären Gewerkschaften wurden nicht als »legitim«

anerkannt; der Legitimist aber als *legitimer Arbeitervertreter*. Dennoch ist die Autorität der einzigen legitimen Stratis CGT nicht sehr groß. Bloß die rückständigste Gruppe der kooperativ organisierten Hamals (Lastträger) der Hafen hält ihm noch die Treue. Selbst da aber hat die Schaffung eines Aktionskomitees für die Errichtung eines Transportarbeiterverbandes eine Bresche geschlagen. Unter den Eisenbahnern erstarkt die linke Gruppe. Auch bei den Flüchtlingen war der Venizelismus nicht so glücklich, wie er gehofft. Eine Massenversammlung mußte abgesagt werden, Venizelos wollte nicht vor diese Wählergruppe treten, der er das starre »Nein« gegen weitere Verbesserungen entgegengesetzt. Das Flüchtlingsproblem ist durch keinen Senat lösbar. Die alten Häuschen sind schon baufällig geworden, die neuen werden nach gleichen Methoden erbaut. Arbeitsgelegenheit gebricht, trotz großer Projekte über den Ausbau der Verkehrswege. Zufrieden ist niemand, wie die Plutokratie, deren Macht in Senat und Parlament befestigt ist und die Faktoren, die nun im Senate verankert wurden. Noch kleben die Wahlplakate zur Senatswahl. Ueberall »Er«, mit und ohne Begleitung. Kein Programm, kein Ausspruch, nur das Bild, das ewig lächelnde Antlitz. Aber es fehlt nicht an Konkurrenz. Die Toten stehen auf. Metaxas prangt an manchen Säulen und grüßt von den Wänden der Palais. Selbst der Reklameheld Janis ho Theos, »Johann der Gott«, kandidierte und — bekam Stimmen. »Rettet Hellas«, schreibt er kurz und bündig, wählt... überdies der einzige »bürgerliche« Kandidat, der den Versuch eines Programmes macht, eines öffentlichen natürlich. Ein heimliches Programm hat jede Partei, jede noch so kleine Fraktion der Bourgeoisie, bald eine Bahn, bald Nachlaß einer direkten Steuer, bald einen Zoll oder bloß Anteil an dem zu erwartenden Goldregen aus den Anleihen oder den Flüchtlingsgeldern. Diese Programme aber merkt man erst aus den Jahresberichten, und auch dort nicht in klaren, nackten Ziffern. Der Reklameheld kandidierte, er wurde nicht gewählt, schade — es ging ihm wie den Legitimisten, die Konkurrenz der Ruhe und Ordnung war zu groß.

Psaromitas

Die Entwicklung der kroatischen nationalen Bewegung*)

II.

Andernteils bildete sich im kroatischen Landtag eine »Volkspartei«, welche das Kompromiß als *Fait accompli* anerkannte, welches aufzuheben unmöglich wäre, und versuchte in Kroatien die Macht zu erlangen, um auf legalem Wege, und soweit als möglich, die Rechte der Kroaten zu erweitern. Die Volkspartei stand auf der Grundlage des reinen nationalen Opportunismus, mit der Tendenz, auch die Militärgrenze mit Kroatien zu vereinigen.

Die Ungarn bemühten sich einstweilen, die aus dem Kompromiß entspringenden Rechte der Kroaten so weit als möglich zu begrenzen, und bei Behandlung kroatischer Angelegenheiten, die ungarische Sprache einzuführen. Infolge dieser Gewaltpolitik ging auch die Volkspartei zur Opposition über.

Im Jahre 1883 brach in Kroatien ein Aufstand aus, welcher unterdrückt wurde; es wurde der Belagerungszustand über das Land verhängt und General Ramberg als Bevollmächtigter eingesetzt.

Eine Periode der Unterdrückung und Stagnation.

Nach all dem schickte man Graf Khuen Hedervary nach Kroatien, welcher neben einer systematischen Unterdrückung, eine derartige Wahlgeometrie und ein solches Wahlsystem oktroyierte, daß die Regierung jederzeit auf eine sichere Mehrheit rechnen konnte.

Der »Wahlzensus« betrug 60 Goldkronen, so daß beinahe alle Bauern und alle Arbeiter vollkommen von der Wahl ausgeschlossen waren. So konnten von der ganzen Bevölkerung nur die Kaufleute, Handwerker und ein ganz kleiner Teil der Bauern, sehr reicher Bauern, stimmen. Von den unabhängigen Intellektuellen hatten nur jene das Stimmrecht, welche das Doktorat einer Fakultät besaßen. Andernteils hatten aber alle Staatsbeamten ohne Ausnahme — selbst wenn sie nur vier Volksschulklassen besucht hatten — das Stimmrecht.

Überdies verwirklichte Khuen eine neue Wahlgeometrie, welche es ihm ermöglichte aus einem, der Regierung günstigen Wahlsprengel, vier zu machen, und vier oppositionelle Bezirke in einen einzigen zusammenzuziehen. So besaß der Bezirk Srb im ganzen 74 Wähler, von denen 42 Staatsbeamte waren, welche das Recht auf einen Abgeord-

neten hatten. Andernteils waren im Bezirke Ludbreg 6000 Wähler, welche jedoch auch nur das Recht auf einen einzigen Abgeordneten hatten. Überdies waren die Wahlen öffentlich.

Khuen gelang es dadurch, sich in Kroatien während ganzer zwanzig Jahre, an der Macht zu erhalten. Dies war umso leichter, als alle Serben Kroatiens — infolge des Streites mit der kroatischen Opposition, welche den Serbismus negierte — zur Gänze mit Khuen gingen.

Das Erstehen der neuen kroatischen Volksbewegung.

Bis 1903 herrschte in Kroatien ein Zustand vollständiger Stagnation. Die kroatische Opposition war in verschiedene Fraktionen gespalten und versenkte sich in einen legitimistischen Opportunismus. Die kroatischen Massen aber hatten kein Stimmrecht. Niemand nahm sich ihrer an.

Im Schosse der gebildeten kroatischen Schichten entwickelte sich ein Kult der Vergangenheit und eine politische Nekrophilie, d. h. die Liebe zu den toten Kroaten und zum toten Kroatien der vergangenen Jahrhunderte, verbunden mit einer vollständigen Gleichgültigkeit gegenüber dem lebenden Volke. Ja, man begann noch aktiv das kroatische Volk auszubeuten. Dies taten besonders die Advokaten und Bankiers usw. Der kroatische Bauer verarmte mehr und mehr, und wanderte in geschlossenen Gruppen nach Amerika aus.

Zu dieser Zeit begann die wichtige Rolle des Stefan Radić. Er setzte an die erste Stelle seines Programms die Versöhnung zwischen Kroaten und Serben, um gemeinsam den Gewaltakten der Ungarn standzuhalten und Khuen zu stürzen. Radić fand in der Person Svetozar Pribičević, welcher zu dieser Zeit zu den wenigen serbischen Oppositionellen gehörte, einen Verbündeten. Sie beide gründeten die Zeitung »Narodna Misao« (»Der Volksgedanke«), welche für die kroatische und serbische Intelligenz in Kroatien einen Markstein darstellte.

Aber als Radić, als wichtigste Basis der nationalen Arbeit, die Organisation und Instruktion der Bauern, trotz der Tatsache, daß diese kein Stimmrecht besaßen, festlegte, trennte er sich bald von den Schichten der kroatischen Intelligenz. Die kroatische Intelligenz wollte ihm nicht folgen, da sie teilweise die Mentalität der feudalen Aristokratie geerbt hatte, welche die Bauern als untergeordnete Elemente des Staates betrachtete.

*) Siehe »B. F.« Nr. 115 vom 1. Mai 1929.

(Fortsetzung folgt.)

Rodoljub Jurišić

BALKANSKA FEDERACIJA

POLUMJESEČNIK

GLASILO NARODNIH MANJINA I POTLAČENIH NARODA BALKANA
IZLAZI NA SVIM BALKANSKIM JEZICIMA

Proces Puniše Račića — Proces veliko-srpske hegemonije

Tužilac hrvatski narod bojkotuje lažno sudjenje

Na 27. maja počinje u Beogradu proces Puniši Račiću, ubici trojice vođa Hrvatske Seljačke Stranke. Beogradski diktatorski veliko-srpski režim hoće da udari tačku posle krvavog zločina od 20. juna 1928. godine, zločina u kome je Puniša Račić bio samo izvršilačko orudje jedne moćne bande koja vlada apsolutistički nad dobrima i životima naroda u Jugoslaviji.

Mi ćemo se u kratko osvrnuti na važnije momente oko ubijstva od 20. juna. Na više burnih sednica beogradskog parlamenta u mesecu junu 1928. g. kada su predstavnici hrvatskog radićevskog pokreta i S.D. Koalicije tražili ravnopravnost hrvatskoga naroda, veliko-srpski radikalni poslanici svakoga dana su izlazili sa pretnjama, da će pasti glava Stjepana Radića, vođe hrvatskog nacionalno-seljačkog pokreta i njegovih najbližih saradnika iz Hrvatske Seljačke Stranke i S.D. Koalicije. Na sednici Nar. Skupštine od 15. juna, P. Račić je počeo da priprema zločin. On je tada izjavio: ... »ako jedan poslanik vredja drugoga, da mu onda izadje na megdan.« Na sednici od 19. juna, na dan pre ubijstva, radikalni poslanik Toma Popović otvoreno izjavljuje pretnju: ... »Strpljenju mora biti kraj! Pašće mu (Radiću) glava jednoga dana tu!... Ovide će jednoga dana padati mrtve glave.« A Puniša Račić na istoj sednici, i ako njega niko nije bio uvredio ni pomenuo u govoru, izjavio je da treba ubiti Stjepana Radića. Na sednici od 20. juna, pre nego što su pale ikakve uvrede, Toma Popović je dao sledeću izjavu: »Ako vaš vođa, ako Stjepan Radić i dalje produži sa vrijeđanjem, ja vam jamčim, da će njegova glava pasti ovdle.« I pre nego što je došlo do upadice poslanika radićevske stranke Pernara, Puniša Račić je rekao: »Izjavljujem pred vama svima, da nikada srpski interesi, kad ne pucaju puške i topovi, nisu više bili dovedeni u opasnost nego sada... I kao srbin i narodni poslanik prema svojoj naciji i otadžbini otvoreno kažem, da ću upotrebiti i drugo oružje koje treba da zaštiti interese srpstva.« Posle toga, kada mu je Pernar dobio da je opljačkao begove u Makedoniji i na Kosovu (aluzija na poznate činjenice da je P. Račić zagrabio 300 hektara šuma i žirnatne zemlje), Puniša Račić vodi revolver i puca ne samo na Pernara »zbog uvred«, već na Stjepana Radića, Pavla Radića, Basarićeka i Grandju; Pavla Radića i Basarićeka ubija na mjestu, Stjepana Radića smrtno rani — od koje rane je mesec i po dana docnije umro, a Pernara i Grandju teško ranjava.

Ubijstvo je bilo pripremljeno i organizovano čak u sporazumu sa samim predsednikom Skupštine. Puniša Račić javio se za reč po zapisniku prošle sednice, kada je zapisnik već davno bio usvojen. Ali mu je predsednik dao reč i pored toga, »jer da ga je možda neko od predgovornika pomenuo«. Medjutim Račića niko od predgovornika nije bio pomenuo, i on nije imao pravo na reč. U svojim uspomenama »Dvadeseti lipanj godine 1928.«, štampanim u »Narodnom Valu« u decembru 1928. g., crnogorski federalistički poslanik Dr. Sekula Drljević, sadanji zastupnik tužilačke strane, iznosi svoj razgovor sa Stj. Radićem na dan ubijstva 20. juna pre sednice. On je upozorio Radića na ubistvo koje se sprema i zamolio Stj. Radića da dade zakletvu, da nekoliko dana neće ni reći progovoriti u skupštini, da ne bi dao nikakav povod ubicama. I dosta Radić je, i ako s teškom mukom, dao zakletvu i nije ni reći progovorio za vreme cele sednice. Pa ipak je bio ubijen.

Istodobno, kada su u skupštini padale pretnje, beogradsko »Jedinstvo«, lični organ Velje Vukićevića, tadašnjeg predsednika vlade, pripremao je javnost na ubijstvo, pišući otvoreno »da Stjepana Radića treba ubiti i da će biti ubijen« i da »sa svinjama treba svinjski razgovarati«. Najveći beogradski list »Politika«, pod uticajem veliko-srpskih vladajućih krugova, donosila je izveštaje sa skupštinskih sednica, falsifikujući govore i dobacivanja Stjepana Radića, da bi huškala veliko-srpske šoviniste i unapred opravdavala spremljeno ubijstvo; da bi pokazala, kako je u licu poslanika većine »vredjan ceo srpski narod«. Tri dana pred ubijstvo, (17. VI. 28.) pisala je »Politika«: ... »Kad nekom bezrazložno udarite šamar, onda on ima razloga da vam stostruko vrati. A g. g. Radić i Pribičević ne treba da zaborave, da od nekog vremena bez-

razložno i neodmereno udaraju po najosetljivijim mestima ovaj svet (srpski), za koji ne mogu da kažu da nije trpeljiv.«

Ubica Puniša Račić je postao čest gost u dvoru, savetujući se sa ministrom dvora Jankovićem, kod koga je bio i na sam dan ubijstva u 10 sati pre podne i sa njim u razgovoru ostao čitav sat.

Ubijstvo je bilo pripremljeno od vladajućih krugova u samome dvoru. Svima činjenicama je utvrđeno, da su ubijstvo pripremali dvor, predsednik vlade Vukićević, predstavnici »Bele Ruke« — oficirske organizacije generala Petra Živkovića, današnjeg predsednika diktatorske vlade. Uloga ubice dodeljena je Račiću, oprobano agentu »Bele Ruke«, notornom krvoloku potčinjenih nacija, predsedniku fašističke veliko-srpske organizacije »Petar Mrkonjić«, koja nosi ime kralja Petra i čiji su počasni članovi kraljević prestolonaslednik Petar, a tajni šef rođak kraljev princ Pavle. Ta organizacija, sastavljena iz najgorog elementa, pobila je po Makedoniji i Kosovu za poslednjih deset godina na stotine Makedonaca i Albanaca.

Ceo hrvatski narod odlučno se digao na noge posle ubijstva vođe Hrv. Seljačke Stranke; i 20. juna, na zagrebačkim ulicama, prolivena je krv hrvatskih nacionalista i revolucionarnih radnika koji su rame uz rame, u jedinstvenom frontu, ustali protiv beogradskih tirana. Celo hrvatsko javno mnjenje, Hrvatska Seljačka Stranka, izneli su najteže optužbe protiv svih nosica režima kao saučesnika ubijstva: protiv dvora, predsednika vlade, predsednika skupštine, velikoga broja veliko-srpskih poslanika i tražili njihovo stavljanje pod sud kao saučesnika i organizatora ubijstva. Istražni sudija nije ni pokušao da uzme na saslušanje pomenuta lica. Istraga koju su beogradski vlastodršci priredili imala je u stvari za cilj da sakrije glavne krivce a ne da ih žigoše i posadi na optužničku klupe.

Zato je vodjstvo Hrvatske Seljačke Stranke, još na svojoj sednici od 1. XII. 1928. g. donelo odluku i saopštilo je celoj javnosti (u »Nar. Valu« od 4. dec. 28. g.). U odluci se iznose sva ova fakta koja smo gore u kratko pomenuili i koja potpuno razotkrivaju sve zločince i veli se: 1. — da neće niti vodjstvo, niti članovi zastupničkog kluba H. S. S. niti ma koji od političkih predstavnika hrvatskog naroda sudjelovati u daljnjem toku procesa uopšte, a na glavnoj raspravi napose; 2. — da pozove obitelji umorenih narodnih zastupnika, da ni one ne učestvuju na glavnoj raspravi.

Saučesnici Puniše Račića objavili su 6. januara otvorenu diktaturu, uništili sva građanska prava, ugušili svaki glas kritike, uništili sudsku nezavisnost i sudove pretvorili u poslušno orudje diktature i danas tobož prireduju sudjenje krivicama za zločin od 20. juna! Danas, kada režim preti mučkim ubijstvom u policiji svakome koji bude pokušao ukazati prstom na saučesnike u dvoru, u oficirskoj bandi »Beloj Ruci« koja upravlja zemljom sa svojim šefom Petrom Živkovićem — danas krvavi beogradski dželati hoće da pred međunarodnim javnim mnjenjem likvidiraju zločin izvršen 20. juna nad celim hrvatskim narodom.

Medjutim, nikakvim mahinacijama, i nikakvim falsifikovanim procesima ne može se promeniti značaj procesa Puniše Račića. Proces Račića jeste proces veliko-srpske hegemonije, proces dželata desetina hiljada sinova potčinjenih naroda Jugoslavije: Makedonaca, Hrvata, Albanaca, Crnogoraca, Nemaca, Madjara, Turaka, Bugara i dr. I taj proces ne može se i neće se svršiti 27. maja u beogradskom sudu, gde suđe dželati, već će se taj proces obaviti među masama porobljenih naroda, pred sudom naroda Jugoslavije, kada ovi ustanu na noge za svoju slobodu.

Na procesu 27. maja zastupnici porodica poginulih radićevaca treba da se pojave kao zastupnici potčinjenog hrvatskog naroda i kao zastupnici svih potčinjenih naroda. Oni treba da ponove optužbu, koju je vodjstvo H. S. Stranke donelo 1. decembra 1928, i da tu optužbu upute ne beogradskom sudu, već svim potlačenim narodima, a zatim da se povuku sa suda, jer na tom sudjenju ne može pasti presuda. Svi hrvatski nacionalni borci dužni su da sadju u redove hrvatskih i

ostalim potčinjenih masa i da tamo pripremaju presudu zločincima i dželatima iz dvorsko-militarističke bande.

Poginuli Stjepan Radić i njegovi drugovi išli su u Nar. Skupštinu bez oružja, i ako su znali da ih tamo čekaju naroružani veliko-srpski fašisti, oni su imali iluzija, da će pravo triumfovati bez borbe. Tih iluzija ne sme više biti.

N. Matijević

Organizatori dvadesetogodnjakog zločina

Puniša Račić i »Bela Ruka«

Kada je 20. juna 1928. godine režim veliko-srpskog dvora, oficirske klike i srpskih bogataša izvršio u beogradskoj Skupštini dugo pripremano ubijstvo najistaknutijih vođa hrvatskoga seljačko-nacionalnog oslobodilačkog pokreta, tada su i sami ubice i sva njihova pokvarena i plaćena štampa u jedan glas objavljivali, da je zločin Puniše Račića lično djelo samoga Puniše.

20. juna, na sam dan kada je pred podne u Skupštini bilo izvršeno ubijstvo Radića i drugova, Puniša Račić je u 10 sati izjutra u kraljevom dvoru imao sastanak sa današnjim predsjednikom diktatorske vlade generalom Petrom Živkovićem i kraljem Aleksandrom. Tu, u kraljevom dvoru, u rukama veliko-srpske monarhije i njene pobesnjele oficirske klike, stiču se svi konci dvadesetogodnjakog zločina, i sam taj zločin jeste samo jedna karika celokupnog sistema veliko-srpske hegemonije, a sam Puniša Račić je njihov stari prijatelj, čija je vjernost već ranije isprobana na drugim zločinima, vršenim po naredjenju i za račun veliko-srpske monarhije i Kralja Aleksandra.

Svoju političku karijeru Puniša Račić otpočeo je još kao nesvršeni maturant, kakvog ga je rat 1914. g. zatekao u Beogradu. U početku rata on je učestvovao u komitskim četama, i avgusta meseca 1914. u borbama na Krupnju kod Drine bio je ranjen u nogu, posle čega se u četu više nije vraćao. U toku celoga rata Puniša je bio poverenik Nikole Pašića i po porukama poslednjeg, sve do sloma Srbije (konac 1915. g.), vršio poverljive poslove u Makedoniji i Kosovu. Posle sloma Srbije, on je kao poverljivi kurir Nikole Pašića krstario od Soluna do Krfa i natrag. Krajem 1916. g. i u 1917. g. u pripremanju zloglasnog Solunskog procesa i ubijanja crnorukaca, Nikola Pašić, Ljuba Jovanović, tadašnji ministar unutrašnjih dela i sadašnji predsednik diktatorske vlade general Petar Živković, davali su Puniši Račiću najpoverljivije poslove i uloge. U samome Solunskom procesu Puniša Račić i bivši radikalni nar. poslanik Mihailo Ranković vrbovali su lažne svedoke i vršili ulogu provokatora kod crnorukaca — Puniša kao četnik, a Mihailo Ranković kao lični prijatelj pukovnika Dimitrijevića-Apisa. Oba ta tipa izašli su na Solunski proces kao najglavniji svedoci optužbe. Posle Solunskog procesa, posle istrebljivanja crnorukaca i uništenja njihove organizacije, udareni su temelji za osnivanje jedne reakcionarne, monarhističko-militarističke oficirske klike pod imenom »Bela Ruka«, a po inicijativi i pod rukovodstvom kralja Aleksandra. Od prvih koraka te organizacije, Puniša Račić bio jedan od njenih najaktivnijih članova. On je posle Solunskog procesa bio poslanik u Nicu, da mu se tamo izda svedodžba o svršenim maturantskim ispitima, posle čega se opet vratio natrag na raspoloženje Nikole Pašića i »Bele Ruke«. Posle povratka u Srbiju, za vreme unutarnjih frakcijskih borbi u Radikalnoj Stranci i »Beloj Ruci« Puniša Račić je bio sa Nikolom Pašićem sve do smrti poslednjeg, zbog čega je i biran za nar. poslanika Radikalne Stranke. Posle smrti Pašićeve, koja je povukla za sobom i izmirenje zavadenih frakcija unutar »Bele Ruke«, Puniša Račić je postao najintimniji prijatelj generala Petra Živkovića, predsednika Udruženja Četnika »Petar Mrkonjić« i jedna od važnih ličnosti u redovima belorukačke oficirske bande.

Dvadeseto-junski zločin, čiji je fizički izvršilac Puniša Račić, jeste delo, čiji su organizatori kralj Aleksandar i njegova belorukačka soldateska. Metod ubijanja političkih protivnika, ubijanja vođa političkih organizacija jeste stari omiljeni metod ove bande, i odgovornost za njega snosi ne samo Puniša Račić kao ličnost, već Puniša Račić kao agent jedne banditske šajke, kao agent jednoga celoga sistema ugnjetavanja i kolonijalnog pljačkanja potčinjenih nacija. Ubijanje vođa hrvatskoga seljačkog nacionalno-oslobodilačkog pokreta bilo je samo jedna od mnogobrojnih mjera, koje su veliko-srpski hegemonistički režim i njegova banditska monarhija preduzeli kao pripreme mere za zavodjenje otvorene monarhističko-militarističke fašističke diktature. I proces Puniše Račića je i odugovlačen tako dugo, da bi se komedija suda na njim izvodila pod diktatorskom vlašću njegovih drugova i naredbodavaca.

Komedija suda nad Punišom Račićem zakazana je za 27. maja o. g. Diktatorski režim, čije metode ugnjetavanja

oličava i Puniša Račić i na čelu kojega stoje njegovi lični prijatelji i saveznici po ubijstvu, angažovao je čitavu četvu advokata, veliko-srpskih šovinista raznoga kalibra, da bi celoj toj komediji suda pridao veći autoritet. Cilj toga procesa jeste ne otkrivanje pozadine dvadesetogodnjakog zločina i njegovih organizatora, nego naprotiv — prikrivanje zločinaca, jedno jezuit-ski-cinično smejanje u lice celokupnoj poštenoj jugoslavenskoj javnosti i pre svega potlačenim hrvatskim narodnim masama.

Ali potlačeni hrvatski narod umeće i moćće sam da dađe dostojnu odmazdu ne samo za dvadesetogodnjakog zločin, već i za ceo desetogodišnji period teškog robovanja režimu veliko-srpskih bogataša, bankara i njihove banditske veliko-srpske monarhije i soldateske. I proces Puniše Račića treba da bude još jedan podstrek više za odlučnu, revolucionarnu borbu širokih siromašnih slojeva ugnjetenog hrvatskog naroda, koji će u zajednici sa ostalim ugnjetenim nacijama u Jugoslaviji, u zajednici sa onim radnicima koji su nekoliko sati posle junskog ubijstva svojim žuljevitim rukama dizali barikade na ulicama Zagreba i krvlju svojom prskali njegove ulice za nezavisnu i slobodnu hrvatsku republiku. Jer samo odlučna revolucionarna borba, borba protiv monarhije, borba protiv sistema nacionalnog ugnjetavanja, borba za slobodne i nezavisne narode balkanske, udružene u bratski savez slobodnih republika može i hrvatski narod osloboditi od robovanja i za uvijek zbrisati sa lica zemlje sve Puniše Račića.

U Hercegovini, maja 1929.

Ivo Sanić

Policijsko ubijstvo Djakovića i Hećimovića

Beogradski diktatorski režim spremio je ubijstvo svih istaknutih komunista

Beogradski diktatorski režim izvršio je 26. aprila na austrijsko-jugoslavenskoj granici zversko ubijstvo dvojice istaknutih vođa radničkog pokreta: Djure Djakovića, sekretara Komunističke Partije Jugoslavije i bivšeg komunističkog narodnog poslanika i Nikole Hećimovića, privatnog namještenika i sekretara Cryene Pomoći. Oni su uhapšeni u Zagrebu i iz zatvora sprovedeni na granicu pod izgovorom »da pokažu gdje se nalazi sakrivena komunistička literatura« — a u stvari, da tamo budu ubijeni. U samome zatvoru obojica su bili strahovito mučeni, tako da Djaković nije mogao stati na nogama. Jedna radnica pritvorenica, sa kojom je Djaković bio suočen u zatvoru u Zagrebu, nije ga mogla poznati kada su ga dva stražara nosila na suočenje.

Na samoj granici Djaković i Hećimović su ubijeni i njihovi leševi bačeni na granicu. Zagrebačka policija objavila je zatim u zvaničnom izveštaju, kako su obojica »pokušali da beže« i kako su stražari za njima pucali. Pogranični policijski komisarijat u Mariboru dao je slovenačkoj štampi takodjer izveštaj o »pokušaju begstva«. Ali baš ova dva zvanična izveštaja utvrđuju u potpunosti policijski zverski zločin: pripremano i izvršeno ubijstvo dvojice političkih pritvorenika. U mariborskom izveštaju veli se, da su obojica vodjeni pored same granice, da su bili vezani u lance svaki posebno i jednim lancem jedan za drugoga. Zatim, da su uz put molili da im se lanci popuste, jer da su ih jako stezali. Kad su im to žandari učinili, »obojica su iskoristili tu priliku, izvukli ruke iz lanaca i počeli bežati u raznim pravcima... »Žandarmi su za njima pucali nekoliko puta, tražili ih posle u šumi, ali ih nisu mogli naći... U izveštaju se veli, da se događaj odigrao u 8,30 sati na večer.

U izveštaju zagrebačke policije potvrđuje se takodjer, da su obojica vezani i vodjeni do same granice i »kada su žandarmi u 19,30 sati došli u jednu gustu šumu na granici, obojica uhapšenika počeli su da beže u raznim pravcima, jer je Hećimović uspeo još ranije da izvuce ruku iz lanca, kojim je bio vezan sa Djakovićem... »U pomrčini žandarmi su pucali za njima 9 metaka, pozivajući ih u ime zakona da stanu. Prema izveštaju žandarma obojica su pobjegli preko granice.« Sutradan su pak austrijske pogranične vlasti našli leševe obojice na granici.

Mariborska štampa, uz policijski izveštaj objavila je i izveštaj o nadjenim leševima. Oba leša su nadjena na samoj granici, jedan na austrijskoj strani, a drugi pola na jednoj, pola na drugoj. Oba su pogodjena kroz srce, i obojica ležali potrbuške u razmaku od 5 metara.

Dakle, prema policijskom izveštaju, žandarmi su ih doveli do same granice, oni pokušali da beže u raznim pravcima, a nadjeni mrtvi na 5 metara jedan od drugoga, i to na samoj granici, znači tu, pred samim žandarmima. Žandarmi ih tražili i »nisu mogli da nadju« — a obojica pogodjeni kroz srce. Obojica nadjeni ležeći potrbuške, što znači da su ubijeni malo dalje i prosto doneti i položeni na granicu. Kako to, da pucaanje nisu čule pogranične straže, te su leševi ležali čitav dan?

Policijsko ubijstvo je pripremljeno na najbrutalniji na-

čin. Pritvorenike su vodili dva žandarma bez činovnika, bez svedoka — kako to zakon propisuje — i to noću. Žandarmi su se po ubijstvu vratili odmah u Maribor, ne izveštavajući pograničnu stražu. Izvršili su naredjeno ubijstvo, i vratili se u Zagreb da saopšte.

Policija je odmah sprečila sve da se ubijstvo javno konstatuje. Poslala je komisiju od sreskoga načelnika, komandira straže i — veli se — dva lekara, bez prisustva građana, kako zakon traži. Međutim ni imena lekara ni protokol obdukcije nije objavljen. Leševi su brzo zakopani pored pogranične straže, bez prisustva porodica i bez prisustva i jednoga građanina.

Djaković i Hećimović ubijeni su po naredjenju vlade koja je, kako smo pouzdano izveštani, izdala poverljivi raspis svima policijskim vlastima, da se daje nagrada od 500 din. za svakoga uhapšenoga komunistu, a za članove Centralnoga

Komiteta po 50.000 dinara. Sa članovima C. Komiteta imo se svršiti u samom zatvoru i ne izvoditi ih pred sud. Djaković i

Mi se pridružujemo glasu protesta celokupne međunarodne javnosti, koja je ustala protiv političkih ubijstava izvršenih od strane beogradskih diktatora. Mi obraćamo pažnju nemačkoj Ligi za zaštitu prava čovekovih, koja je uputila protest jugoslavenskoj vladi, da ne ostane na tome protestu, da proširi svoju delatnost za razotkrivanje zločina koje su beogradski dželatnici izvršili nad svima opozicionarima, a naročito nacionalnim borcima. Balkanski vlastodršci: Zankov, Ahmed Zogu i kralj Aleksandar i njegova dželatnička oficirska banda survavaju balkanske narode u propast i ujedno postaju opasnost za mir cele Evrope.

Tražimo međunarodnu anketu, iskopavanje i obdukciju leševa Djakovića i Hećimovića!

R. Radev

Protiv monarhističko-militarističke diktature

Radi preoblika materijala donosimo tek sada ovaj apel, koji je izdan i rasturen u Jugoslaviji i ostalim balkanskim zemljama. Radi njegove važnosti donosimo ga doslovno da našim čitaocima pokažemo nesnosno stanje u Jugoslaviji i teške posledice koje iz tog stanja izvire.

Porobljenim narodima Jugoslavije! Narodima Balkana!

Desetogodišnja vladavina veliko-srpskog režima u Jugoslaviji, završila se vaspostavljanjem apsolutističke vladavine kralja Aleksandra i militarističke diktature. Poslednji ostaci ustavnosti i parlamentarizma bačeni su pod petu diktatorske kraljeve čizme i oficirske klike »Bele ruke«.

Vidovdanski ustav koji je podčinio sve nacije vladajućoj srpskoj naciji, koji je predao ceo državni aparat u ruke veliko-srpskim krugovima, sa monarhijom i oficirskom klikom »Belom rukom« na čelu i koji je trebao da ozakoni i ovekoveči veliko-srpski režim u Jugoslaviji i da bude oslonac veliko-srpskog imperijalizma na Balkanu, nije dao režimu očekivane rezultate.

Od zakona o zaštiti države režim je napravio orudje za krvavo ugušenje svakog pokušaja borbe za nacionalna prava i slobode, kao i orudje za ugušenje klasnog revolucionarnog radničkog pokreta. Pomoću zakona o zaštiti države, pomoću vojne sile, policijskog aparata i fašističkih veliko-srpski banda, režim je vodio deset godina najkrvavije orgije među potčinjenim nacijama, a naročito u Makedoniji, Kosovu, Crnoj Gori. U ovim oblastima palo je nebrojeno žrtava, poubijano na desetine hiljada stanovništva počev od staraca do male dece u kolevci. Popaljeno je i razrušeno nebrojeno sela, opustošeni i naterani u emigraciju čitavi krajevi, da bi se srbizirali Makedonci, Bugari, Albanci, Crnogorci i naterani u jaram veliko-srpske politike. Nacionalni revolucionari stavljeni su van zakona i ubijani bez suda kao divljač. Sva nacionalna obeležja: jezik, ime, nacionalne tradicije, kao i osnovna čovečanska prava potpuno su uništeni. Ali pored svega toga, režim nije uspeo da uguši njihovu nacionalnu svest ni da zaustavi revolucionarnu borbu za nacionalnu nezavisnost, ma da je poseo ove oblasti mnogobrojnim vojničkim i žandarmskim garnizonima.

Nacionalnim manjinama Nemaca, Madjara i Rumuna, koji ukupno sačinjavaju nadmoćnu većinu stanovništva Vojvodine, veliko-srpski režim je oduzimao nacionalna prava, zatvarao škole i kulturna udruženja, izbacivao iz javnih služba, zabranjivao upotrebu materinjeg jezika u državnim nadležstvima i samoupravnim telima. Uspehi režima nisu otišli dalje od korupcije vodja ovih nacionalnih manjina i njihovog iskorišćavanja za pravljenje većine u parlamentu, ali nije uspeo da pridobije mase ni da uguši njihove nacionalne težnje.

Počev od prevara i korumpiranja vodja, do najbrutalnijih nasilja nad masama, režim je upotrebljavao sve da slomi jedan od najvećih i najorganizovanijih pokreta: hrvatski nacionalno-seljački pokret. Ali se hrvatski pokret nije mogao slomiti. Mase su svojim pritiskom porušile sve kombinacije režima sa vodjama koje su pretile da odvedu u nacionalnu i ekonomsku propast hrvatski narod. Sa raščćenjem ekonomske krize u državi, hrvatski pokret je jačao sve više i uspeo privući sebi i potištenje i opljačkane mase svih ostalih prečanskih krajeva, zajedno sa Srbima prečanima. Hrvatskom i prečanskom seljaštvu postajalo je sve jasnije, da nacionalno ugnjetavanje upravo znači sve jače ekonomsko porobljavanje. Borbe hrvatskih i prečanskih masa uzela je takve razmere i takvu odlučnost, da su ubijstva hrvatskih vodja u parlamentu i puškaranja mase na zagrebačkim ulicama samo još jače zbili redove hrvatskog seljačkog naroda i doveli državu pred pitanje opstanka.

Svojim ekonomskom i finansijskom politikom, veliko-srpski režim je oterao u bedu i propast široke mase ugnjetenih nacija. Opterećivao ih je nekoliko puta većim porezima, uskraćivao svaki državni kredit za privredno i kulturno razvijanje.

Agrarna politika režima predstavljala je savez sa feudalnim gospodarima i veleposednicima protiv seljaštva svih nacija. Seljaštvo nesrpskih nacija ostavljeno je bez učešća u agrarnoj reformi. Najveći deo veleposedničkog zemljišta Vojvodine namenjen je kolonizaciji, dok su domorodci Nemci, Madjari, Rumuni, koji su stolecima obradivali ta zemljišta, ostavljeni i dalje bez zemlje i bez hleba. Feudalni posedi u Makedoniji i Kosovu ostavljeni su velikim delom ili u rukama starih aga i begova, koji su se oglasili Srbima i pristalicama režima, ili u rukama novih srpskih spahija, a ostali deo namenjen je kolonizaciji i srbiziranju Makedonije i Kosova.

Celokupna ekonomska, finansijska i agrarna politika režima imala je jedini cilj da ojača »patriotek« i bogataše vladajuće srpske nacije, predajući mase nesrpskih nacija, sve državne kase i zemaljska blaga njihovoj bezobzirnoj pljački. Svoju pljačkašku politiku proširili su beogradski vlastodršci ubrzo i na siromašne mase vladajuće srpske nacije, čim su se izvori nesrpskih nacija pokazali nedovoljni. Beda i ekonomska propast masa, a naročito seljačkih, počela se odavno izjednačavati i danas je već jednaka i u srpskim i u nesrpskim krajevima. Ogromni izdaci na vojsku, policiju i krupnu birokratiju, agrarna kriza, zapečatili su bedu seljačkih i ostalih siromašnih masa, učinili ih nesposobnim za dalje plaćanje državnih tereta i stavili režim pred finansijski krah. Za spašavanje od finansijskog kraha ostajao je režimu jedini izlaz zajam kod velikih imperialističkih sila.

Rezultati desetogodišnje veliko-srpske politike Vidovdanskog Ustava, politike centralizma i nacionalnog ugnjetavanja, ekonomskog iserpljivanja i pljačkanja svih nacija, predstavljali su bankrotstvo državne centralističke politike u svima pravcima. Nacionalno ugnjetene mase hrvatske i prečanske stavile su na dnevni red pitanje opstanka države, a očajne, porezom i dugovima upropaštene seljačke mase srpskih krajeva digle su se širom cele zemlje za zaštitu svojih života, i za zbacivanje poreskih teškoća i zelenaških dugova. Državna kriza Jugoslavije, koja je dovela u pitanje njen opstanak, dovela je isto tako u pitanje uspešno sprovođenje imperijalističke politike zapadno-evropskih sila Engleske i Francuske, koje su Jugoslaviju stvorile da je imaju kao orudje svoje imperijalističke politike na Balkanu i na Istoku. Današnja Jugoslavija, razdirana unutrašnjim nacionalnim problemima i ekonomskom krizom ne može dati moćnim gospodarima Engleskoj i Francuskoj očekivanu vojničku pomoć u budućem imperijalističkom ratu koji englesko-francuski vojni pakt priprema u skoroj budućnosti protiv Sovjetske Unije, turske republike i Amerike. Zato su englesko-francuski imperijalisti uzeli aktivnog učešća u rešenju državne krize Jugoslavije. Po njihovom savetu veliko-srpski hegemonisti su zbacili današnju parlamentarnu lažnu masku i predali vlast u ruke monarhističko-militarističkoj kliki da ova diktatorski slomi nacionalne pokrete, natera nezadovoljne, siromašne, gladne narodne mase na pokornost i plaćanje državnih tereta i na ispunjavanje naredaba zapadno-evropskih imperijalista. Englesko-francuski imperijalisti preduzeli su aktivnu ofanzivu na Balkanu.

Predstavnici svih veliko-srpskih partija dali su punu podršku ovoj imperijalističkoj ofanzivi na Balkanu, gledajući u kraljevsko-militarističkoj diktaturi još jedini mogući način da sačuva svoju hegemonističku politiku u Jugoslaviji. Svi ti »oprobani« stari »parlamentarci« stavili su se u službu diktature kao njeni ministri i viši činovnici.

Svoju saradnju pružili su diktatorskoj vladi bogataški

i bankarski krugovi ostalih nacija, svi veleposednici, svi ti reakcionarni elementi, koji u apsolutističkoj vladavini gledaju osiguranje svojih interesa, na račun širokih narodnih masa. Sastav diktatorske vlade ispoljio je pravo lice diktature: savez velikosrpskih hegemonista sa krupnim bogatašima, veleposjednicima, bankirima ostalih nacija-koji nišu ni trenutka oklevali da pokažu svoje ciljeve i namere.

Svoje namere u nacionalnom pitanju objavila je diktatura u prvom kraljevskoj proklamaciji: da ne priznaje postojanje nikakvih nacija i nacionalnih pitanja, da će grubom vojničkom i žandaromskom silom skinuti sva nacionalna pitanja sa dnevnoga reda i upotrebiti sva sredstva protiv svakoga koji se usudi dići ruku ili glas protiv današnjeg državnog i nacionalnog jedinstva. Objavljene osnovne linije programa diktatorske vlade podvlače još više namere diktature da stvori još kruću centralističku državu, nego što je bila ova sadašnja, da nasilno uništi nacionalna osećanja i nacionalno obeležje pojedinih nacija i da stvori »jedan jedinstveni jugoslavenski duh« — to jest veliko-srpski duh.

Diktatura je počela bez poštede sklanjati s puta sve što bi moglo smetati ostvarenju njenog državnog i nacionalnog programa. U nekoliko mahova zbrisani su ustav, parlamenat, sve nacionalne organizacije i političke partije, ukinuti izborni zakoni uništene samouprave i nezavisnost suda, proglašena slepa poslušnost činovništva režimu, pooštren zakon o štampi, zavedena cenzura, zabranjena svaka kritika i aluzija na rad režima. Za temeljni zakon režima proglašen je zakon o zaštiti poretka u državi koji je poglavito uperen protiv ugnjetenih naroda. Obrazovan je specijalni državni sud koji će suditi po ovom zakonu na smrt ili 20 godina robjice svakoga za ma kaku propagandu i akciju za nacionalna prava i slobode, ili za promenu današnjeg režima.

Diktatorski režim stavio je u akciju u oblastima ugnjetenih nacija ceo vojni i policijski aparat i sve veliko-srpske fašističke organizacije za terisanje stanovništva. Prvim udarcem oborio se na revolucionarne radničke sindikate, rasturio ih i pobacao u tamnice na hiljade radnika.

Program pojačanog nacionalnog ugnjetavanja diktatura je dopunila denacionalizatorskom politikom u najširim razmerama u Makedoniji i Kosovu, određujući svo zemljište pod agrarnom reformom — 300.000 ha — za cilj ove kolonizacije i Srbiziranja Makedonije i Kosova. Diktatorski režim stavlja je do znanja da će skoro učiniti i poslednji korak ka punom denacionalizovanju oblasti, deleći zemlju na 14 administrativnih oblasti. Sve nacionalne oblasti biće raspoređene na nekoliko delova, ovim će se uništiti i poslednji ostaci nacionalnih i historijskih granica.

Privredni program diktature daje neograničenu zaštitu krupnom kapitalu na račun širokih masa radnog naroda, predaje državna preduzeća i zemaljska dobra u ruke privatnih kapitalista, ukida zaštitno radničko zakonodavstvo, ukida agrarnu reformu, i vraća zemlju veleposjednicima, a na prvom mestu daje najveće privilegije stranom kapitalu.

Ali najžurnije pitanje koje zabrinjava diktatorski režim, i od koga zavisi njegov opstanak, jeste pitanje inostranog zajma. Zato režim nastoji grozničavo i u Parizu i u Londonu da pod svaku cenu ostvari ovaj zajam. Već je izvesno da će diktatorski vlada dati Francuzima i Englezima takve koncesije koje će narode Jugoslavije potpuno pretvoriti u njihovo roblje.

Ali, kraljevsko-militaristička diktatura koja priprema nacionalno i finansijsko ropstvo i ekonomsku propast naroda Jugoslavije, grozi isto tako slobodi i opstanku svih balkanskih naroda. Diktatura u Jugoslaviji pothranjuje sve diktatorske režime u balkanskim državama, teži za hegemonijom na Balkanu, stvara na Balkanu većitu ratnu opasnost i preti da ga pretvori u novu kosturnicu za interese velikih imperijalističkih država, a protiv Sovjetske Unije i slobodne turske republike. U tako značajnom historijskom momentu, mi vidimo sve partije koje nisu uzele direktnog učešća u vladi — ubrajajući tu i socijaliste — u jednom stanju potpune dezorijentacije i pasivnosti koja stvarno pomaže diktaturi.

Dok su se vođe veliko-srpskih režimskih partija otvoreno pokazale kao pristalice diktature dotle su srpske tzv. opozicione partije i antirežimske grupe, i tzv. zaštitnici širokih slojeva siromašnog srpskog naroda, ukoliko se otvoreno nisu izjasnili za diktaturu, napustili svoju dužnost da brane mase i da ih povedu u borbu protiv diktature.

Vodje partija nacionalnih manjina Nemaca, Madjara i Rumuna, ukoliko još nisu izjavili potpunu vernost režimu diktature, odrekli su se svake akcije za odbranu interesa masa nacionalnih manjina. A vodje najjačeg nacionalnog pokreta: hrvatske seljačke stranke, ostavile su hrvatske mase u nedoumici, zbnili ih svojim pasivnim držanjem, iščekivanjem raspleta državne krize od kralja i militarista. Takovo držanje pokazale su vodje hrvatskog pokreta upravo u onom momentu, kada je hrvatski nacionalno-seljački pokret okupio ceo Hrvat-

ski narod u borbi protiv veliko-srpskog režima, kada je bio na vrhuncu svoje moći i pokazao nesalomljivu energiju, uspešno suzbijajući krvave metode pritiska beogradskih vlastodržaca. Mesto da zbijene redove hrvatskog naroda povedu u borbu protiv kraljevsko-militarističke diktature i snažnim nalletom prebije diktatorsku sablju, vodstvo hrvatske seljačke stranke ostalo je i dalje pasivno i davalo izjave u korist diktature, koje su samo stvarale zabunu u hrvatskim masama.

Za vodstvom hrvatskog pokreta povelu se vodstvo crnogorske federalističke stranke koje se predstavlja kao vodstvo nesalomljivih tradicionalnih boraca za nacionalnu slobodu. A polovina vodja prečanskih Srba, saveznika hrvatskog naroda, stupili su u otvorenu ili prikrivenu službu diktatorskom režimu, dok im se šef Pribičević zavio u grobnu tišinu. Jedini javni protest protiv diktature čuo se od revolucionarnog radništva, komunističke partije i naših nacionalno-revolucionarnih organizacija. Ali oni pritajeni čuteći protesti nacionalnog ugnjetenih i ogorčenih masa, imaju najveći značaj po buduću razvitak borba protiv diktature.

U ime nacionalno-revolucionarnih organizacija podjarmljenih balkanskih naroda, mi dižemo gromki glas protesta protiv diktature kralja Aleksandra i militarističke klike, dželata balkanskih naroda i sluga zapadno-evropskih imperijalista. Mi pozivamo na prvom mestu sve narode Jugoslavije da prestanu sa pasivnošću, da stupe u revolucionarnu borbu protiv diktature, i ako ustreba, i protiv volje onih vodja koji hoće da izdadu nacionalnu stvar. Mi pozivamo sve narode Balkana da stvore jedinstveni balkanski front protiv balkanskih tirana.

Mi ukazujemo poroboljenim narodima Jugoslavije na današnji očajni ekonomski položaj širokih narodnih masa, koji će se svakim danom i svakim aktom diktatorske politike pogoršavati. Sa svakim korakom imperijalističke politike diktatorskog režima u cilju zavojevanja Balkana, narodi Jugoslavije biće stavljeni bliže balkanskoj novoj klanici, a sa svakom novom milijardom zajma, povećati će se beda i očaj masa u Jugoslaviji, zajedno sa povećanjem njihove ropske zavisnosti od zapadnih evropskih imperijalističkih sila.

Diktatorski režim neće i ne može rešiti ekonomsku ni državnu krizu u Jugoslaviji. Naprotiv, on preti da gurne sve narode u Jugoslaviji u potpunu propast. Zato se pred sve nas postavljaju krupna sudbonosna pitanja:

Smeju li narodne mase čekati mirno da diktatori upropaste zemlju, prirede novu klanicu balkanskih naroda? Smeju li dopustiti da beogradski diktatori jedan po jedan nacionalni pokret, jednu po jednu revolucionarnu organizaciju u krvi ugušuju — a da svim silama ne ustanu zajedno u borbu protiv diktatora? Nije li zločin uspavljavati narodne mase propovedima pacifizma prema do zuba naoružanog protivnika. Nije li samoubistvo očekivati čudo: da vuk prestane klati ovce? Odgovori nam se sami po sebi nameću. Istorija naših revolucionarnih pokreta u Crnoj Gori, Makedoniji, Kosovu, nacionalnih borba u Hrvatskoj i ostalim krajevima pokazala nam je da smo bili tučeni samo zato što naše snage nisu bile udružene u jedan front. Ceo hrvatski narod ustao je za svoju nacionalnu slobodu, ali je stalno bio podjarmljivao od veliko-srpske klike, jer nije pozivao ostale narode u zajedničku borbu i jer je, po savetu svojih vodja, odbacivao revolucionarne metode borbe, bez kojih nema pobeđe i nacionalne slobode.

Naša pobeđa je moguća i ona mora doći. Ako se sve naše snage udruže u jedinstvenom revolucionarnom frontu, one će biti u stanju da ubrzo skrše beogradske tirane.

Zato ne oklevajmo ni jednog časa! Stupajmo u borbu! Ne dajmo diktatorskom režimu maha da se organizuje i konsoliduje!

Potčinjeni narodi Jugoslavije! Narodi Balkana! Socijalno ugnjetene narodne mase! Napred u oslobodilačku borbu! Protiv apsolutizma militarističke diktature! Protiv monarhije, nosioca veliko-srpske hegemonije i nacionalnog ugnjetavanja! Protiv velikih zapadno-evropskih imperijalista, zavojevača Balkana! Protiv anti-sovjetskog anglo-francuskog bloka! Kroz nacionalno-revolucionarnu borbu za punu nacionalnu slobodu i nezavisnost svih naroda u Jugoslaviji i na Balkanu!

Za revolucionarni jedinstveni front potčinjenih nacija i radništva Jugoslavije i Balkana! Zemlju seljašivu! Puna prava radnim masama!

Za Balkansku Federaciju, Savez Slobodnih Nacionalnih Republika Balkana!

Ujedinjena Unutrašnja Makedonska Revolucionarna Organizacija (UMRO Ujedinjena)

**Albanski Komitet za Narodno Oslobođenje
Kosovski Komitet**

Dobruđžanska Revolucionarna Organizacija (D.R.O.)

Révolucionarni Komitet za zapadnu Trakiju

БАЛКАНСКА ФЕДЕРАЦИЯ

ДВУСЕДМИЧЕН ВЕСТНИК

ОРГАН НА НАЦИОНАЛНИТЕ МАЛЦИНСТВА И ПОТИСНАТИТЕ НАРОДИ НА БАЛКАНИТЕ
ИЗЛИЗА НА ВСИЧКИ БАЛКАНСКИ ЕЗИЦИ

На кжде върви фашистка България*)

Економическото положение и тенденциите в економиката на фашистка България

Кореспонденция от София

Края на април 1929 г.

1. Капиталистическата стабилизация и общата стопанска криза

Деветоюнците успяха временно да укрепят своята власт с помощта на международния империализъм и фашизъм. Тази стабилизация обаче, е не само временна, относителна и крайно шаткава, но тя се указа една гнила стабилизация, която е изкупена с цената на колониалното заробване на страната. На тая почва нарастна и се разрази сегашната обща стопанска криза. Опитите да бъде тя преодолена с »бежанския« и »стабилизационния« заеми, водят не към нейното преодоляване, а към увеличаване на колониалната зависимост на страната. При тия условия капиталистическата стабилизация в България се превръща в една стабилизация на нейното колониално положение.

Тази тенденция в економическото развитие на фашистка България намира своето отражение в всички области на нейния стопански живот: в външната ѝ търговия, в стопанската ѝ политика, в финансовата ѝ политика и държавните дългове, и изобщо в целокупното ѝ стопанско развитие. Всички данни говорят, че тя ще се развива и засилва. Тез първа предстоит плащания на държавните дългове и репарации, тез първа има да се проявят пагубните последствия от условията на двата нови държавни заеми: »бежанския« и »стабилизационния«. Нова външна »помощ« ще е нуждна, а тя ще бъде дадена само срещу засилване на колониалното подчинение на страната. Но последната не е в състояние да премахне страшната криза — напротив: тя я разширява, изостря, задълбочава и усложнява.

За да илюстрираме размера и характера на стопанската криза, достатъчни са няколко данни.

При едно национално богатство преди войните, според г-н Кирил Шолов, възлизаше на 10.482.200.000 зл. лева, което след войните, едни изчисляват кръгло на 200, други на 250, а трети на 280 милиарда кн. лева. България има държавни дългове 85.426.531.848 кн. лева или 3.185.767.934 зл. лева. Този дълг следователно, съставлява $\frac{1}{3}$ от целото национално богатство (частно и обществено). На глава се пада 15.264 кн. лева, които се равняват на 570 зл. фр. държавен дълг.

Според сключенията вече сключени, фашистка България пое задължението да плати паритета на това, което некога работодателите са дали на България. Това положение доведе до неимоверно порастване разходите за погашения и лихви по държавните дългове: от 800 милиона лева кръгло в 1923 г. до 1.600 милиона лева в 1928 г. Държавният бюджет порастна през това време от 4.345 милиона лева на 7 милиарда лева. Като се прибавят сумите по извънредните бюджети, увеличението е двойно. А плащанията по дълговете и репарациите тез първа предстоит. В същото време, когато тия суми за лихви и погашения ще растат непрекъснато, приходите на държавата по бюджета, почнаха вече да намаляват: в 1924/25 год. те са били 6.860 милиона лева, в 1925/26 год. — 6.335 мил. лева, в 1926/27 — 6.235 мил. лева. А това не е преходно явление. То показва, че въпреки всички усилия на държавната данъчна машина, последната не е вече в състояние да изсмуква повече доходи за държавата от соковете на разнебитеното народно стопанство, без да подрива съществуването на това последното.

Според сведенията на Министерството на финансите за дохода на населението, изчислен според облагателните списъци за 1922/23 г., този доход възлиза на 20.778.680.000 лева годишно. Излиза, че само държавата, без общините и окръзите, забравва близо $\frac{1}{3}$ от националния доход. И перспективата за близките години е, че той грабеж ще достигне $\frac{1}{2}$ от националния доход, което е равностойно на стопанска катастрофа. Последната е неизбежна дори, ако не се увеличи този грабеж, защото забраввайки $\frac{1}{3}$ от националния доход, държавата почти нищо не връща на народното сто-

панство. Нейния бюджет е паразитно-консумативен. За неизбежността на тази катастрофа говорят и натрупаните от 1923 до 1927 г. бюджетни дефицити, които възлизат на чудовищната сума 2.991.417.000 лева и то при положението, че приходите на държавата са стигнали своя економически предел. Увеличение на непроизводителните разходи, намаление на държавните приходи — ето втората важна тенденция в економическото развитие на фашистка България. Нейното обяснение обаче, трябва да се търси в кризисното състояние на народното стопанство.

Нека дадем няколко данни за състоянието на народното стопанство и нека видим какви тенденции има неговото развитие под фашистката диктатура на едрия капитал.

Преди всичко, в дълбока, остра и затайна криза е основния клон на народното стопанство — земеделието. Тя се явява основата на общата стопанска криза в страната. От нейното преодоляване или смеччаване зависи преодоляването или смеччаването на общата стопанска криза.

От данните на официалната статистика вадим следните показатели за кризата в земеделието:

Обработваемата площ в периода 1922/1926 г. в сравнение с този 1908/1912 г. се е намалила абсолютно и относително, от 3.920.251 хектара при население 4.276.262 на 3.774.885 хектара, при население 5.157.340 или в периода 1922/26 г. се обработват 145.366 хектара по-малко, отколкото през периода 1908/1912 г. На глава от населението имаме намаление от 9.2 декара на 7.3 декара.

Още по-катастрофално е намалението на посевната площ с зърнени произведения, които съставляват основата на нашето земеделие. От 2.5 милиона хектара преди войните, тя е намалела на 2.3 милиона хектара след войните, възлиза от 6 декара на 4 декара.

Но по-существено намаление показва зърненото производство. Додето в периода 1908/1912 г. се е падало на глава 582 килограма зърно, то през периода 1922/1926 г. се е падало едва 395 килограма зърно или едно намаление от 187 килограма на глава. Това намаление на глава от селското население се изразява в следните цифри: от 708 кгр. на 493 кгр. или едно намаление от 215 кгр. и при това едно относително намаление от 80.86% на 79.34%. Това се отразило както върху зърнения износ, така и върху консумацията. Според едни изчисления на професор Мишайков, износа се е намалил от 554 милиона кгр. на стойност 105 милиона зл. лева на 210 милиона кгр. на стойност около 50 милиона зл. лева, а консумацията на зърнените произведения у нас е паднала от 404 кгр. на глава (общо за хората и животните) на 365 кгр. Тук трябва да добавим още следния извънредно важен факт: намалението на производителността на земята за двата сравнявани периода е кръгло 10%. Това намаление показва не само, че плодородността на земята е паднала, но преди всичко, че земеделската техника се е влошила, независимо от това, че известен многоброен кръг от богати селяни да са подобрили своята земеделска техника. Последното обстоятелство само иде да подчертае колко е влошена земеделската техника на основната маса от селските стопанства у нас, а не да опровергае нашата теза. От друга страна, според изчисленията на същия професор, доходите на едно селско семейство в последните 15 години са се намалили с $\frac{1}{3}$. Наистина, през това време се увеличи производството и износа на тютюна и някои индустриални растения. Така, количеството на произведени тютюн се увеличи от 5 милиона кгр. преди войната на 40 милиона кгр. годишно след войната. Обаче, в този клон на земеделското производство ние имаме още по-големо намаление. Производството на тютюн от 39.969.000 кгр. през 1925 г. се е намалило на 27.189.000 кгр. през 1926 г., на 21.695.000 кгр. през 1927 г., за да стигне до 17.000.000 кгр. през изтеклата година, или за три години, то се е намалило с 57.5%.

*) Гледай Б. Ф., брой 114 от 15 април и брой 115 от 1 май т. г.

До като през 1925 г. са изнесени 33.7 милиона кгр. тютюн за 3 милиарда лева, през 1926 г. — 28.7 милиона кгр. за 1.9 милиарда лева. През 1927 г. стойността на изнесения тютюн не надминава 2 милиарда лева. При това положение на българските тютюни на международния пазар, неговото значение за износа и за доходите на селското стопанство не само, че се значително влошиха, но ще продължават да се влошават. Тук трябва обаче, да подчертаем, че увеличението на посевната площ на тютюна и др. индустриални растения, в никой случай не може да възнагради загубите на народното стопанство от намалението на зърненото производство, което си остава основата на селското стопанство у нас и засега $\frac{1}{5}$ от селските стопанства.

Ако такъв е положението на селското стопанство през периода 1922/1926 г., когато имахме три добри реколти (1925, 1926 и 1927 г.), то всеки може да си представи какво ще бъде неговото положение, а заедно с това и положението на целото народно стопанство, при няколко неурожайни години под ред. Всички економисти в България днес констатираат, че покупателната способност на българското село е паднала катастрофално след войните, а ние подчертаваме — главно през времето на сговорския режим. От две години насам, провиква се професор Мишайков, селското население се вжадържало да купува занаятчийски и индустриални произведения и признава, че причината се крие в недостатъчните доходи на селското стопанство. Той прикрива обаче, ролята която буржуазно-фашистката държава и капитал играят в разоряването на селското население, чиито доходи хищно разграбват и по този начин убиват кокошката, която носи златните яйца за техната индустрия и търговия, изобщо за капитала. Изострянето на аграрната криза и превръщането ѝ в затайна такъва, с всички нейни

последци за целото народно стопанство, е прек резултат на съществуващия изключителен режим в страната.

Бесното и безогледно банкерско-спекулантско настъпление от 9 юни 1923 г. насам срещу трудящите се маси в селото и града, доведе до стесняване на економическата база на капиталистическата система и на режима.

Сегашната обща стопанска криза сигнализира, че фашисткия режим е стигнал предела на економическите възможности за своето съществуване и развитие. Никаква перспектива за индустриалното развитие на България при господството на империализма и неговото слепо и кърваво българско оръдие няма и не може да има. Никаква перспектива при това положение за интенсифирането и индустриализирането дори на земледелието под властта на българския капитал няма и не може да има. Пък на колониалното заробване, по който върви фашистка България не отхвърля и не може да открие перспектива за економическото развитие на страната и за преодоляването на кризата.

Поради това, общата стопанска криза, която изникна и се разви на почвата на тѝй наречената временна, отгосипелна, крайно шаткава и гнила стабилизация, е една смъртна криза за фашисткия режим в България, която, поставяйки в остро недоволство широките народни маси, неизбежно ще расте в една революционна опозиция против режима.

Тая особено важна тенденция в развитието на общата стопанска криза, паралелно с натиска на борящите се за надмощие в България и на Балканите империалистически сили, създава оная шумна и остра политическа криза в България, която неизбежно се развива в една криза на властта т. е. в една революционна криза.

(Следва края)

Кремжков

Маските на правителството Маниу паднаха!

Кабинета Маниу се движат по отхлпкания път. Диагнозата, дадена чрез колоните на Балканска Федерация за политическата промена в Ромъния намери своето блестяще потвърждение. Провъзгласената с голем патос «демократическа ера» както от ромънската, така и от европейската преса, не само че не настъпи, но трябва да минат само няколко месеци от властвването на национал-царанистите за да почувствуват народните маси жестоката изама.

Вместо «нова ера» настъпи дезинтозия. Един след други следват в олигархична Ромъния кабинетите на Йонел Братиню, Авереско, Винтила, Маниу обаче картината не се мени. Цинично обезправяне и тероризиране на народните маси, социален гнет за ромънските работници и селяни, тежко национално робство за Трансилвания, Бесарабия, Добруджа и Буковина, ето характерната и несменяеща се картина в политическия живот на следвоенна Ромъния.

Обичайния за всяка нова власт «меден период» не бе по-дълъг и при Маниу. Той бе бързо приключен; разсеяна бе и последната илюзия от предизборната демагогия. Още в първите няколко месеци на управление, национал-царанистите трябва да разпилеят своя политически капитал, събран през едно десетгодишно стоеие в опозиция.

Маниу и Михалаки, оличетворяващи и провеждащи политиката на ромънската буржуазия и селските думбази, биха могли да управляват страната не по-зле от своите предшественици. Спокойствието и реда, те биха могли да осигурят, опрени, не само на потисническия държавен апарат, но и на своята популярност сред дребнобуржоазните градски и селски маси и особено на **оферираното им сътрудничество от страна на националната буржуазия от поробените области**. В лицето на национал-царанистите капиталистическата власт в Ромъния можа да си осигури безпородна една значително широка социална база.

Трагедията на национал-царанистите се корени обаче другаде, а именно, че те закъснеха с идването си на власт. В един момент, когато 200 хилядна безработица души работническата класа и 2 милиона безимотни и малоимотни селяни се дигат на борба срещу аграрната полуреформа, когато Бесарабия и северна Добруджа гладуват и 6 милиона малцинства все повече се сплотяват за решителна борба срещу националния гнет, национал-царанистката демагогия не можеше да изиграе успешно своята роля — да отбие революционния поток на народното движение. Още повече, че десетгодишното неограничено властвване на финансовата олигархия и едрите землевладелци бе завършило вече своето положително дело — да **разпали революционната енергия на народните маси, да повиши значително техната политическа активност**.

Нема нужда да се изброяват делата на кабинета Маниу, защото те само по форма се различават от тия на неговите реакционни предшественици. Не е от особено значение и подкрепата, която му дадоха и дават империалисти, с стабилизационния заем, с редицата военни и технически експерти и пр., защото, обвързвайки все по-решително Маниу в своята антисъветска политика, в готвената от тях нова война, европейските империалисти работят за утрепната катастрофа на «велика» Ромъния.

Днес за всекиго е ясно, че аграрната и национална революция повече от всеки други път тропа на вратите на олигархична Ромъния и че назадналите слоеве на народните маси все повече изживеват своите илюзии и не виждат повече в лицето на национал-царанистите **свои** водачи. В един сравнително кратък период незавършено полугодисно властвване, национал-царанисткия режим бързо се изхлябна. Всички спирачки в ръцете на Маниу се оказаха твърде слаби, неговата прословута «демокрация», след като «реорганизира жандармерията» т. е., след като я пригоди за утрепните кървави саморазправи с селяните, започна да организира своята **вжоржжена милиция**. Недавна, в Блаж, в присъствието на министри и ръководството на запасни генерали тържествено се поставиха основите на национал-царанистката военна вжоржжена организация, така наречените — **«Войничии Сателор»** (Voinicii Satelor). По-късно, министъра на вътрешните работи Вайда Воевод, на областната конференция на окръжните управители в Клуж, официално благодари на ония от управителите, които са вече организирали «Войничии Сателор», и подкани тия, които не са направили това, да побързат (Адеверул от 1 май т. г.).

Следвоенната политическа история на Балканите познана оранжевните гвардии на **селското** правителство на Стамболйски. Техната слава е печална — въпреки тех (те беха употребявани и срещу революционните борби на българските работници), банкерите и спекулантите извършиха своя преврат и установиха своята кървава фашистка диктатура. Разликата обаче, между оранжевните гвардии на Стамболйски и «Войничии Сателор» на Маниу—Михалаки е съществено. Тия последните могат да изиграят още по-печална роля — да станат опора за **фашизма в Ромъния**, като му дадат в известна степен и социална база.

Много симптоматични са последните тревоги на ромънската «демократическа» преса. Имената на генералите Пресан и Вайроану все повече се свързват с подготовката и организирането на фашистки военен преврат.

При тая обстановка, некалената още в революционни борби работническа класа се надигна и поведе борба за

своето историческо право — да доведе до техния логичен завършек аграрната и национална революция в Ромъния. Разрастна професионалното работническо движение, Работническо-селския блок обхваща широки маси в старото кралство, в Бесарабия и Трансилвания.

И Маниу побърза с изграждането на своята ораджива гвардия, устрои кървави вахканили над работническите маси в Темишвар и Петрошани, разтури работническите

синдикати, хвърли в затворите комитетите на Работническо-селския блок, забрани работническата и блокова преса и пр.

Обаче, напразни са усилията на Маниу. В политическия живот на Ромъния не може повече да не се държи сметка за новия фактор — работническата класа, авангарда на революционните борби, които ще доведат и борбите на унетените националности до успешен край.

Добруджански

Протестния щурм в Германия против белия терор и фашизма в България

Кореспонденция от Берлин

Протеста на работническа и прогресивна Германия в документи

32. Невъзможно е да се процетират всички протестни телеграми, резолюции и писма. Тъй многобройни са те. Ще хроникираме само някои от тях. Станали са протестни събрания и са изпратени протестни резолюции през януари т. г. за които сега узнаваме, още в следните места:

Лайпциг: »Местната организация в Седниц« е изпратила протест до българския Генерален консул, в който му заявяват, че всички членове единодушно се кълнат да не отслабят ни най-малко своя натиск върху фашистка България, додето всички провокации и насилия над работническото движение в България не бъдат окончателно спрени.

В **Бохум** е станало хилядно протестно събрание, чиито Президиум от името на събранията е изпратило протестна резолюция до Пълномощния министър на България в Берлин, г. Методи Попов.

В **Дортмунд** многобройни работнически организации, с хиляди членове, са изпратили протест до българския Генерален консул там, г. Мориц Клийонне, в който издигат лозунгите под които се води борбата на масите в България и заявяват, че нищо нема да пропуснат, щото работните маси и всички свободномислящи хора в Германия да узнаят позора на този насилнически режим и да ги поканят да издигнат своя глас на протест.

В **Берлин** са станали многобройни протестни събрания на Червената помощ, които единогласно искат пълна амнистия за всички жертви на терора, премахване на изключителните закони, свобода на класовата борба на масите и за техните организации и преса, свобода на политическата дейност в полза на жертвите и пр. Само от Берлин са изпратени повече от 80 протести на такива събрания.

Дрезден. На 17 януари »Социалистическия студентски съюз« е изпратил открито писмо до всички работнически и прогресивни организации и отделни видни лица, с които ги кани да издигнат своя решителен протест в защита на затворниците и другите жертви на терора в България.

На 26 януари т. г. »Червената помощ в източна Саксония« е изпратила открито писмо до всички пролетарски и др. организации, с което ги кани на протест.

На 21 януари т. г. в **Дрезденския цирк** се е състояло 5.000 протестно събрание, което е гласувало единодушно остра протестна резолюция, която е изпратена на българското правителство и неговите представители в Берлин и Дрезден.

На 30 януари т. г. от **Дрезден** е изпратена телеграма до Ляпчева, Цанкова и българската преса от следните организации и лица:

Международната женска лига за мир и свобода,
(п): Марта Фройнд Хоне.

Социалистическия студентски съюз (Неутрален),
(п): Фред Ханс.

Международната работническа помощ (Саксонския комитет),

(п): Ерих Шумен.

Женската лига за Балканите, (п): Ирмагд Граф — представителка на тая лига; Д-р Фриц Глазер — адвокат; Д-р А. Винде; Д-р Б. Рот, Хайнрих Бендер — книжар; Фридрих Винерт — търговски съветник; Хане Райтер — писател, член на Германския съюз на драматичните писатели; Боле-слав Стрелевич — писател; Д-р Маргарита Щегман — депутатка от Райхстага; Хайнрих Бек — държавен съветник; Густав Видервах — учител; Райнхолд Майрих — учител; Макс Улиг — учител; Д-р Конрад Мосаковски; Фрайхер фон Кохтици — народостопански съветник; Ото Грибел — художник; Паул Мохман — редактор; Пролф Хелм — адвокат; Д-р Шуман — писател; Професор Швангард; Д-р Вайланд — председател на Окр. съд.

Щщото е станало в **Кйолн, Ешвайлер, Хамборн** и много други места на Рейнската област.

34. **Мюнхен.** На 1 I т. г. в **Матерзаал** е станало протестно събрание на »Червената помощ«, което единогласно е взело протестна резолюция, която е изпратена на Ляпчева.

На 22 I т. г. от **Мюнхен** е изпратена протестна телеграма до Ляпчева, Кулева и до председателя на Акционния комитет за борба против белия терор в София, с копие до вестниците: »Народ«, »Работническо дело« и »Единство«, в която се изказва възмущението на прогресивното обществено мнение в западна Европа от съществуващия 5 годишен терор, който напоследък отново е засилен в страната и се издига глас на протест против постоянните арести, интерниранята, убийствата, политическите процеси срещу всички спозиционери, конфискациите и запрещенията на работническата и младежка преса.

Подписали:

Роза Ашенбрeнер — депутатка на Баварския Ландтаг; **Д-р Фридрих Бауер** — лекар; **Д-р Лео Бенарио** — адвокат; **Дипл. Инженер Рихард Болиц;** **Оскар Мария Граф** — писателка; **Д-р С. Гутман** — лекар; **Людвиг Хофман** — адвокат; **За Комунистическата фракция в Баварския Ландтаг:** **Ксавер Бюкс** — депутат от Баварския Ландтаг; **Професор Херман Мюгер;** **Д-р Юлиан Маркузе** — лекар; **Малтер Маркузе** — художник; **Д-р Волфганг Мартани** — писател; **Д-р Ерих Мюлер** — писател; **Професор Д-р Курт Розенвалд** — зоолог; **Петер Шер** — писател; **Рихард Шайд** — писател; **Георг Шримпф** — артист.

Много други протести са изпратени от организацията на »Червената помощ« в Бавария.

35. **Дортмунд.** На 12 I т. г. се явила многобройна делегация в българското Генерално консулство в този град, за да протестира против белия терор и фашизма в България и да предави исканията на организацията, които я изпращат. Делегацията се е състояла от представители на следните организации: »Червената помощ«; »Съюза на свободномислящите«; »Фабричния съвет на фирмата Бйокер в Гелзенкирхен«; »Пацифистическия картел«; »Германската комунистическа партия«; »Съюза на червените фронтоваци« и др. организации и представители на разни предприятия.

Понеже Консула, неговия секретар и останалия персонал в консулството не били там »в момента« или пък били отиждали, то делегацията е отпратила писмен протест, в който се казва, че тя (делегацията) »ще мобилизира всички членове на представените организации и всички трудящи се за борба против терора в България и за осъществяването на предявените от делегацията искания«.

36. Станали са масови протестни събрания на »Международната работническа помощ« в **Хамборн** и **Гелзенкирхен**, на които е говорил **Макс Хйолц**. Също така е протестирал масовия младежки събор в **Щеркраде**. Същото са извършили повсеместните събрания в събота и неделя (11 и 12 януари), станали в **Дортмундския окръг**.

Станали са протестни събрания между другите места още в следните работнически центрове: **Дуйсбург** (говорил е **Макс Хйолц**), в **Бохум, Буер, Линтфорт**. Събранията са били масово посетени.

37. **Мюнхен.** На 29 I т. г. са протестирали отново ред местни организации на »Червената помощ«.

На 3 II т. г. е изпратил на Ляпчев своя протест народния хор »Свобода« — **Мюнхен**, член на »Немския певчески работнически съюз«. Протеста е голям, добре аргументиран и по съдържанието си много остър. От името на многобройните членове на тоя хор се заявява на българското правителство, че ще продължат своята решителна борба до събарянето на терористическата система в България, която е една провокация към всички свободномислящи хора.

38. Берлин. На 2 П т. г. протестира събранието на чиновниците от пощата Берлин S. W., членове на »Червената помощ«. На 3 П събранието на III-та група от III район на Берлин, подписан: Алберт Каитер. На 12 П общото събрание на членовете на »Червената помощ« — VI-та група; на 13 П — също друго протестно събрание на организации от тази група. На 13 П т. г. организирани в група II-ра на »Червената помощ« — Моабит-Берлин, са взели в своето събрание протестна резолюция. На 21 П събранието на местната организация, група А — Берлин, също така е взело остра протестна резолюция.

През течение на февруари само в Берлин са станали повече от 100 такива протестни събрания. През този месец, »Берлинската червена помощ« е провела специален »български месец«, в течение на който на всеко работническо събрание е бил разгледан »българския въпрос«. По този начин, истината, кървавата и страшна истина върху фашистка България, стига до съзнанието на стотици хиляди берлински работници, които не само протестираха, но и се заклеха да организират своята активна солидарност с българските работници и селяни в борбата им против белия терор и фашизма.

39. Дрезден. На 15 П т. г. е изпратена студентска протестна телеграма до Ляпчева, Цанкова и българската преса в София, подписана:

За немските студенти: Фред Ханс (Математическия отдел); за немските студенти: Хелен Глацер (Научния отдел); за гръцките студенти: Георг Келперис — кандидат инженер; за турските студенти: С. Агазибели — кандидат машинен инженер; за унгарските студенти: Г. Раша — политическа економия; за чехословашките студенти: Креченски — студент по градинарско строителство; за шветските студенти: Лазар Пасов — кандидат електро-инженер; за българските студенти: В. Божков — студент по електро-инженерство.

40. Берлин. Цитираме телеграмата, която ред видни писатели са изпратили на 16 П т. г. до министър Найденов, до Ляпчев и до Директора на полицията в София:

»Своеволията и преследванията против младите работници, против учениците и студентите в България, най-дълбоко възмутиха нас — немските учители и възпитатели. Молим м-ра на Правосъдието да освободи младежите арестанти в градовете София, Варна, Русе, Веси-Джумая, Станимака, Ямбол, Хасково, Пловдив и другите. По-нататък молим младежкия в-к »Младежка искра« и неговия специален брой »Война на войната« веднага да бъдат освободени, а конфискацията им —

анулирана. Ние искаме свобода за развитието на целокупната младеж.«

Подписали:

Петер Лампл; Людвиг Бри; Ернст Толер; училищния директор Д-р Холцман; Професор Хайнрих Лйове; Щуденрат Д-р Вюнекен; Социалистическия ученически съюз в Берлин; Д-р Мина Флаке; Карин Михаелис — писателка.

41. Берлин. 17 П т. г. Телеграмата на »Съюза на пролетарските революционни писатели в Германия«:

»Протестираме против запрещаването на работническата преса, против преследването на писателите, против смъртта за всеко проявление на волята на трудящия су народ в вашата страна.«

42. Берлин. 19 П т. г. До Ляпчева и Директора на полицията е изпратена следната телеграма от »Немските писатели и журналисти«:

»Немските писатели и журналисти издигат най-остър протест против бруталното потискане на работническата преса. Те искат веднага да бъдат вдигнати всички запрещения на вестници. Репресиите против редакторите и писателите от страна на българската полиция, са антидемократични, реакционни.«

Подписали:

Д-р Манфред Георг — редактор на »Тетро«, демократически ежедневник; Ото Нюшке — депутат в Пруския Ландтаг и главен редактор на демократическия ежедневник »Volkszeitung«; Карин Михаелис — писателка; Берта Ласк — писателка; Д-р Мина Флаке — писателка; Зигфрид Якоби — писател; Курт Клебер — писател; Йохан Р. Бехер — поет; Юлия Борхард — писател; Карл фон Осиеcki — писател и издател на пацифистическото списание »Weltbühne«; Игнас Врйобел — писател; Ерих Барон — писател; Виланд Херцфелд — писател и книгоиздател.

43. Берлин. 23 П т. г. На българското правителство, с копие до пресата и Берлинската българска легация, на горната дата е изпратена обширна протестна резолюция от общото събрание на »Съюза на слепите в Берлин-Клуб 1900«. В 7 пункта слепите издигат всичките искания на българските работници и селяни. В специален пункт издигат искането да се подобри социалното и економическо положение на слепите. С специално решение отпущат от касата една помощ за своите български слепи събратя, която да им бъде изпратена чрез »Международната червена помощ«, чийто колективен член е »Берлинския съюз на слепите«.

(Следва края)

Г. Ардов

Резолюциите на Международния антифашистки конгрес в Берлин Фашизма и националното потисничество

Фашизма, който се роди първоначално в Италия против революционното движение на пролетариата и бедните селяни, проникна много скоро в всички капиталистически страни и установи своето надмощие на терор в цела серия страни. На всекъде, където той завладе управлението, той се разви много скоро като една особено насилническа и жестока система на управление срещу целия трудещ се народ, изключително в полза на едрата буржуазия и на едрата поземелна собственост. На всекъде той отнима всека политическа свобода на трудящите се маси, отнима всека възможност за свободно организиране и задушава с насилие всеки опит за политическа и економическа борба на народните маси от градове и села против техните експлоататори, на произвола на които той иска да ги изостави.

В областите, където живеят национални малцинства, се упражнява един терор от страна на едрата буржуазия на управляващата нация над работните маси от националните малцинства — по разни начини и чрез разни методи, много по-жестоки, отколкото в другите области на тия фашистки страни. Защото, това е националното потисничество, практикувано с най-рафинирани методи, което се прибавя към политическото и економическо робство на работниците. Това е едно национално потисничество, което цели денационализацията и насилственото унищожение на националните малцинства и което за тази цел си служи с всички средства: от разрушението на националната култура на тия малцинства до пълното и систематично економическо разрушение и заробване на техните работни маси. Германските работници от южния Тирол и славянските работни маси около бреговете на Адриатическото море пъкшат под ярема на Мусолини, бело-руските и украински работници от Полша на Пилсудски, бесарабските и добруджански

селяни и работническите маси на другите »освободени« от боярите националности, македонците под кървавия сръбски, български и гръцки режими, каталанските работници и селяни потиснати от Примо де Ривера, хърватите, албанците, тракийците, карпатските украинци и пр. и пр., всички тия работници, чийто число достига десетки милиони, са двойно и тройно заробени и ограбени. Те са потиснати от фашистките всевластници на господстващата нация, които потискат еднакво всичките работници в възпросните страни; но те са потиснати още чрез социални мерки, които преследват техната денационализация; те са потиснати от словете на буржуазията и големите собственици от техните собствени нации, отдавна корумпирани от фашистките всевластници с разни средства, за да може, чрез фашизирането на тия последните да разстроят масовите национал-революционни организации. Масовите национал-революционни организации са преследвани с всички възможни средства (Хромада в Полша, Хърватската републиканска партия в Югославия, организацията на словенските работници в Италия); най-жестоки и варварски методи на унищожение се практикуват срещу организацията на другите национални малцинства (Вътрешната македонска революционна организация — Обединена, Косовския революционен комитет, Добруджанската революционна организация и пр. и пр.).

Националното потисничество и фашизирането на капиталистическите и едро-селските слоеве на националните малцинства играят една твърде важна роля в империалистическата подготовка за война. От една страна, те служат, за да приготвят от тех и премахнат препятствията към воинствените империалистически авантюри — в граничните на Шветския съюз страни и особено в балканските страни — за една война срещу Шветския съюз. От друга страна,

големите и малки империалисти водят непрекъснатата борба по между си за »своите« малцинства, които се намират в другите империалистически и фашистки страни, които подстрекават и поддържат посредством ириденгистки фашистки организации. В Балканите особено тия борби и тия организации изострят опасността за война.

Международния антифашистки конгрес привлича вниманието на работниците, селяните и прогресивните елементи от интелигенцията на целия свет върху ужасното положение на работническите слоеве на потиснатите от фашизма народи и ги кани да се притекат, тласкани от належащата нужда, на помощ на тези потиснати народи, за да могат тия последните да водят с още по-голема енергия и решителност борбата против фашизма.

Напълно солидарен с работните маси от потиснатите от фашизма народи, конгреса се обръща към тех и ги кани да се борят в единен революционен фронт, рамо до рамо, с революционните работници и селяни, за техното економическо, политическо и национално освобождение, против фашизма и империалистическата буржуазия, чието господство означава непрекъснатата война срещу широките народни маси в самите капиталистически страни и винаги растяща опасност от война между народите. Потиснатите народи и националните малцинства не могат да очакват нищо от Обществото на народите и тем подобни институции, които са инструменти на империалистическата буржуазия. Техното освобождение може да бъде извоювано само и единствено чрез общата революционна борба на всичките

народи и потиснати класи, против фашизма и интернационалната реакция на империалистите.

Долу фашизма!

Долу националното потисничество!

Право на пълно самоопределение на всичките нации до техното отделяне в самостоятелна държава!

Поздрав на всички жертви на фашизма, на заточените и затворените от него, поздрав на всички потиснати и лишени от своите права народи!

Телеграма отправена от конгреса

До Д-р Вичев,

Главен редактор на в-к »Свободна Добруджа«
София

На основателя на добруджанското освободително движение, на бореца за свободата и независимостта на изстрадаला Добруджа и на всички прокудени от ромънския фашизм добруджански бежанци, Международния антифашистки конгрес, изпраща своите привети и му протяга братска ръка за единна борба против световния фашизм и потисничество, чиито жертви са милионите поробени, за правото на самоопределение на народите, за свободна и независима Добруджа, в Балканската Федерация.

За Президиума на конгреса:

Фан Ноли
Зигфрид Якоби

Анри Барбюс
Михаел Кароли
Вили Мюнценберг

Едно изложение на Македонската народна група в Париж до Антифашисткия конгрес в Берлин

Македонската народна група в Париж е отправила до Международния антифашистки конгрес в Берлин, чрез неговия Председател Анри Барбюс, едно писмо-изложение, което ние публикуваме в настоящия брой на вестника.

От няколко години насам, шовинизма, империализма, милитаризма, упражняват отново своята диктатура в капиталистическите страни. Раздрусани в своята социална база, тези страни се стремят с всички свои сили да развият и вкоренят тия чувства в широките народни маси, като противовес на техните братски чувства, на съгласие и човештина. Формата на тия усилия на капиталистическите правителства и управляващата класа се изразява чрез засилването на терора и експлоатацията на трудящите се маси и националните малцинства. Националните малцинства, рожба на последните капиталистически войни и мръсните мирни договори, страдат от чуждото господство и жадуват за своята свобода и независимост.

Потисничеството и експлоатацията, засилени през последните години, съставляват фашизма. Чрез фашизма, капиталистическите страни искат да поддържат установения от империалистическите мирни договори ред, обаче, техната цел е да поддържат социалния ред против волята на народите и угнетените маси. Фашизма е враг на народа, враг на свободата, враг на човечеството.

Една от най-измъчените, от най-изтерзаните страни от фашизма, това е нашата родина — Македония! Разпокъсана чрез мирните договори между трите балкански държави — фашистките правителства на Белград, София и Атина, — Македония и македонците са подложени на денационализиране и изстребление чрез най-страшния терор какъвто света е виждал некога. Правителствения терор е засилен чрез тоя на тий наречените »революционни« организации. Фашистката ВМРО на софийските македонци, Удружението, Гръцкия юмрук, съперничат по своята свирепост и жестокост с тоя на жандарите и военните. Македонския народ се задлушва, умира, обкръжен от вътрешния и външен огън на балканския фашизм. 2.000 македонски революционери, жертва на наемните убийци от фашистката ВМРО и българските реваншисти, са избити в Петричкия окръг, васалното царство на разбойника Иван Михайлов; други 2.000 избити из горите и планините на Македония под сръбска власт; повече от 4.000 души пълният мръсните затвори на Скопие, Битола, Ресен и пр. Между тия последните се намира елита на македонския народ, неговата студентска младеж, неговите лекари, адвокати, неговите интелектуелци.

Македонците от гръцката зона са насилствено изво-

нени. Печална и мизерна е съдбата на »покровителствуваните« от Обществото на народите бежанци.

Балканските правителства отново се въоръжават, за да ни »освободят«. Ние сме желаната плячка: нашите полета, нашите планини, нашите пристанища са прицелната точка на балканските империалисти; ние сме жертвата на най-вжшиющата човешка несправедливост. Ние сме залога на войната, която отдавна вече чука по вратите на Европа и целия свет.

Бидейки в центъра на Балканите и населена от всички балкански раси и религии, Македония е предопределена да играе ролята на съединително звено на Балканите. Нейния народ обаче, придобил голем опит от революционните борби, които е водил за свободата на Македония от иго на червените султани, никога няма да преклони глава пред чуждото владичество. Силни в своята издръжливост, в своя кураж, в своята преданност към освободителното дело; подпомогнати здраво от другите потиснати балкански народи и трудящи се маси, македонците се борят и ще се борят против балканския фашизм и империализъм, против империалистическите войни, за свободата на балканските народи и нации, за Федерацията на балканските народни републики.

Ние, жертвите на фашизма и на империалистическите войни, не можем да не се наредим в първите редове на борбите антифашисти. Ние се присъединяваме към идеята на нашия голем приятел Анри Барбюс, който много пъти, в качеството си на Председател на Централния комитет против белия терор на Балканите, е взимал нашата защита против насилията на балканските правителства и фашистки организации, които е денонсирал интригите на анти-македонците и терористите от фашистката ВМРО, който е протестирал против ексцесите и несправедливостите, които ние понасяме, който е издигнал своя глас за организирането на една международна сила на народите и потиснатите класи, против фашизма, против империалистическите войни, против потисничеството на националните малцинства.

Ние сме дълбоко убедени, че всички приятели, които са за свободата и независимостта на Македония, за свободата и независимостта на Балканите, и за Балканската Федерация, ще отговорят на трептущия апел на Анри Барбюс против фашизма.

Против фашизма и империалистическите войни, нека присъединим ние нашите национал и социал-революционни усилия.

За македонската народна група в Париж:

Николов — македонски българин
Кржтич — сърбин
Стратос — грък
Шпата — албанец

FEDERACIONI BALKANIK

DY-MUJUËR

ORGAN I MINORITETEVET NACIONALË E I POPUJVET BALKANIK TË SHTYPUR
BOTOHET NË TË GJITHË GIUHËT BALKANIKE

Kosova

Kujtime, shënime e gjykime

II

Nji konferencë turko-shqiptare më 1909

Vera e vitit 1909 pat kalue me të ndeshuna serioze kundra ushtrisë së Xhavid pashe. Nder rrethet e Pejës e në Lumë paten bërë vakui dhe shpjegime grashë e vajzashë e këto, sidomos, paten krijuar një atmosferë fare të rëndë në mes të Bashkimxhivë e Itihadxhivë. Dimni pra pat hje tue sigurie vetëm një farë armë-pushimi e gjithi i 1910 es pritejë pa durim nga çetat kryengritëse. Krejt gjatat flitëshin për generalizimin e livizjes në Kosovë kurse Itihadxhi nuk mujshin edhe më u marë vesht nderverdi për t'i lshue ushtrit e tyne kundra Shqipnis. Krejt Shteti Ottoman i jetojte minutat e vshtira që shënohen prej një faze të pezullë kù nervat psion martirizime pa hesap e kù forcat kollektive nuk dijnë shka të bënë e si të shvillohen. Situata ushqehet pa pra prej shtypit të dy palëve e Shkupi, me një shpejtësi të çuditëshme, transformohet më një fushë ndeshesh atë ashprë sa flaka e luftes politike nuk njihje ma kufi. Pos mixerive t'ushtis së Xhavid pashe dhe ushqimit të fort të shtypit shënoheshin dhe tre faktora me rëndësi që e shtyjin konfliktin Bashkimo-Itihadxhi për kah llogat e një livizjes pa kondita të njëjtashme për fitimin e plotë të çastjes s'onë: 1. organizata e mshehët e serbëve të vendit që drejtohet dhe permbahejt nga Beligradi e nga Rusia Cariste; 2. organizatat e agentave t'Austris e t'Italis që perbâheshin prej shqiptarëshë e që punoishin nën forma gjithfaresh, këtù me masqen e patriotizmes ekstremiste e diku tjetër me fityren e dallkaukve të Valive e të ministrave itihadxhi; 3. organët e nasionalistve neper kolonit t'ona n' Amerikë, në Rumani e në Misir që drejtoeshin prej këtyne agentave në shërbim t'arit apo prej disa idealistve pa piken e njoftësis së konditavë të vendit e të kohës.

Shkurt, një erë fare e rezikëshme fryjtë kah mos për t'a shplue zjerrin e për t'a ndezë krejt Shqipni. Në ket kohë, krejt e turbullët, ishin rallë, fare rallë ata që, tue i lodhë trut për t'ia paa mirë fellsit e errësines, kerkojshin me i bërë ballë rezikut dhe mundoheshin me gjetë një rrugë të ndereshme e të logikëshme për të dalë në breg pa u shkretue... Kajherë takon që anmiku t'a shtje në dorë një rasë apo një armë luftet sa mos me mujtë me e gjetë ke as një mik. Mù ahër kur çdo shpresë pacifikimi kishite mbarue, dy komitaxhij serbë me frakë, tue kerkuë me i korropue dy officera të gendarmaris në damë të çastjes s'onë, i dhânë krênve t'ushtis turke në Shkup një grusht zgimi dhe provokuen një konferencë në shpët të Valiut të Kosoves atë kah mesi i nëndorit 1909. Në ket konferencë u derguen nga klubi »Bashkim« i Shkupit II delegatë e prej Itihadxhivë 22, atë mbrend dy officera n'emën t'ushtis ottomane. Kështu, në ket konferencë perfaqsohet krejt Kosova nën prisi të klubit të Shkupit më njënen anë e nga ana tjetër krejt Turkia zyrtare e jo zyrtare nën prisi të Mazhar beut nga Nishi. Mazhar beu, vali u i Kosoves më 1909 e më 1910, ish një nga krênët ma në shëj t'organizatorve të revolucionit »Jeumefur« në Rumeli në kohë të Sultan Hamidit dhe bashk me Nexhib Dragen pat punue disa kohë për t'i ngjallë ndjenjat kombtare në Kosovë. Pra, para Hyrrietit një-fejë si nasionalist shqiptar e pastaj si renegat. Tue e pasë kalue krejt jeten e vet neper zyrtat e administrates turke në Kosovë, guximtar e i zgjüt, Mazhar beu e njëjtë mirë Kosovën. Pozita e tij n'organizaten e Itihadxhivë, nga ana tjetër, i jepte këtin njeriut krejt shka i duhejt për t'i njoftë mirë projektet e mshehta të politikës turke në Shqipni, pas Hyrrietit. Kjo konferencë ka një rëndësi krejt të posaçme për dy arësina kryesore: 1. pse deshtimi i saj i ka provokue 90% kryengritjet e Kosoves; 2. pse ajo na jepë dokumentin ma të fort mbi forcat e Shqipnis në Kosovë ahër e sot.

Me të vertetë, sikur kjo konferencë të kishte perfundue më një marëveshtje turko-shqiptare lufta e Balkanit asë nuk do të pelsiste as pak asë do të pelsiste ma vonë tue mos mujtë me pasë konsekuenca atë katastrofale e të shnjëzshme për

popullin t'ynë. Mos tjetër, nuk do të coptoheshim e nuk do të bëshim gazi i botes qysh më 1912 e këtej. Kjo pikë nuk ka sot për sot kurrfarë vlere për nee, pasi jemi më 1929 e jo më 1909. Sa për piken e dytë, kjo, krejt për kundra, ka një vlere shumë ma të madhe sot se më 1909 dhe mundet me na shërbye për t'a thye një mentalitet të çuditëshëm që, qysh ditën e parë të kongresit të Lushnjes, po shvillohet e po rënjohet në mes të prësavet intelektual të Shqipnis, mbrenda dhe përjashta, tue kerkuë me i bastarllue trut e brezit të rii, Sidomos, të djaleris s'onë universitare. Mbi ket mentalitet të verbët që thotë se »Kosova ka dekë për Shqipnin« do të flasim më një mënyrë fare të posaçme.

Më një fazë të kritikëshme të konferences, Mazhar beu, tue konstatoe se Bashkimxit ishin të pa perkulëshëm në pretendimet e tyne, u shtrengue me kalue në kerçime dhe i lshojë nga goja këto fjale: »Jemeni i perbânë kambët e Perandoris Ottomane kurse Shqipnia kryet. Pasi na po derdhim kaq shumë gjak për t'ia mbrojtë kambët, mereni me mënd se me çfarë teorijs kishim për t'a mbrojtë kryet po kje se strengohemi. Pra, politika e qeveris imperiale në Shqipni do të jeet gjithnji mù ajo e Rusis apo e Germanis nder provincat e tyne polake. Kjo qeveri nuk do të pranohë kurrsesi një sistem politik si atë i Austro-Ungaris nder provincat e saja jo germane... Per ket arësye nuk do të lëjojmë që të fryjë në Shqipni të Veriut ajo erë që po i helmatisë krahinat t'ona të Shqipnis së Jugut. Per me mujtë me e ndalue ket erë kudo në Shqipni qeveria imperiale, po kje se ngushtohet, nuk do të i përjashtojë nga litari as deputet e Shqipnis e as senatorët prej gjakut shqiptarë. Në realizimin e kësaj politike me fitim kan rëndësi për të vetëm e vetëm pengimet që do t'i ndeshë në Kosovë. Sa për t'ia bërë pamuk tre vilazjetet e tjerë (Shkodra, Manastiri e Janina) nuk ka nevojtë me e lodë kryet as pesë minuta...«

Isha i rii e si kështu trim pa frë. Mbi koken t'eme nuk pat frye edhe ajo era e Balkanit që më bëni mù u mëndue si plak para se t'ia mbushi të tridhetat. Sidomos, isha ritë larg Shqipnis e vetëm mbi Kosovë kisha një idee deri diku të sakët. Mirpo, krejt Shqipnia më dukejt mù si Kosova për sa i perkiste shpirtit, pushkes e besnikis. Shkurt, e pata idealizue Shqipnin neper bankat e shkollave e jo neper një studim të fellë në vend. Më pastë më qafë »Lahuta e Malëcis« që më pat bindë »se në Shqipni ka djelmë si zana«... Pra, fjaltë e mbrama që i shpëtuen valiut nga goja më rënduen keqas dhe, pa u këshillue me shokët e miu që i kisha aty, u pergjegja: »Shqipnia nuk mundë të bëhet e nuk do të bëhet kurr Poloni. Një politikës së këtilë do t'ia pergjegjet me pushkë. Për t'ia mbrojtë të drejtat t'ona kombtare nuk do të smpremi përpara as një rezikut në ket botë. Kushdo që i thotë vedit shqiptar do t'a kryejë mirë detyren e vet... etj. etj.« Të dy palët u gjen në kambë instinktivist dhe prap po pa dashtë duerët shkuen neper kubure sikur me pasë mù u sprouue atë për atë. Dëshë fati e valiut u ulë i pari tue i fitue tjerët me vijue punen pa u nxee. Jo nervat e tij, por koka e tij çmojtë mirë se kosovarët ishin të zoft me e fillue luftën mbrenda në konak të guvernorit. Por, me t'u ulë sejcili në vendin e vet, valiut karrathi ndrojtë taktiken dhe tue m'a drejtue fjalën, thà: »Shokët që keni këtu nuk flasin si ju e nuk mendojnë si ju...« Pozita ime ishte një pozitë nga ma të vshtirat, pse pata folë befas, pa i njoftë mirë ndisit e shokve. Më duhejt mù u pergjegjë për së rii e kush drejt e din se si... Falë i kiofsha Bajram Currit që më shpëttojë prej njëj minute nga ma të ngushtat që kam psue në jetë t'eme. Burri i rallë i kohët t'ona, pa më pritë mue, i a lshojë valiut ket fjale: »Bedri ne dedi biz dedik, Bedri ne dyshyndi biz dyshyndik...« »Shka thà Bedri thame na, shka mëndojë Bedri mënduem na...« Atë për atë dhe dredhia makiavelike e valiut raa nduj. Kështu, konferenca vijojë deri më afrë mengjezit pa u pree e gjithnji në fitimin t'onë.

Atë vonë, afrë mëngjezit, u nenshkrue në mes të dy palëve një kompromis marëveshjet prej pesë nënesh që do të hyjte në punë po kje se ratifikohet nga qendra e pergjithëshme e klubevet »Bashkim« në Manastir.

(Vion)

Bedri Pejani

Njė deklaratė e Organizatave Nacional-Revolucionare Ballkanike

Organizatat nacionale-revolucionare ballka-nike i paraqisnė Kongresit Internacional Antifashist deklaratėn qė pason:

Fashisma, e cile ndodhet nė fuqi nė tėrė viset e Ballkanit, ėshtė večanėrisht e egėr karshi popujve kombesisht tė shtypur, karshi miliona shpirt njerėzėsh tė mbetur pas luftės sė pėrbotėshme nėnė sundimi tė huaj. Pas kėsaj lufte, e cila ish ępallur nė Ballkangjoja pėr »çlirim nacional« — dy milion e gjysmė Maqedhonas, njė milion Shqipėtare, njė milion Dobruxhanas, 5 milionė Hungarezė, 3½ milionė Harvatė, miliona Bullgarė, Malazes, Boshnjakė, Slovenė, Turq, Rusė, Grekė Gjermanė, Jahudinj, Ukrainas, etj. — me tepėr se 20 kombėsira me 21 milionė frymė prej tė 41 milionėve qė pėrbėjnė popullsin' e Ballkanit, vazhdojnė tė jenė tė ęveshur prej lirisė tyre nacionale. Risisht tė copėtuar e me forcė tė shtėnė nėnė Shtete tė huaja, kėto kombėsira janė deklaruar »minoritete« dhe mposhtur nėnė njė zgjedhe akoma mē tē padruarshme se mē parė. Janė tē detyruar tē durojnė njė regjim me shtet-retim, me dajak, me gjyqe ushtėriake, me ndjekje tē pamėshirėshme, me burgime dhe ędo aktivitet nacional u ėshtė plotėrisht ndaluar. Me ndihmėn e organizatave teroriste tē krijuara prej regjimit fashist posaçėrisht kundėr kėtyre kombėsive tē shtypure — me organizatat »S. R. N. A. O.«, »Narodna-Odbrana«, »Oudroujenie«, »Actiunea Rumaneasca«, »Mobila«, »O. R. I. M.«, »Rodna Sachitak«, »Koubrat«, »Poing Grec«, etj. etj. — organizojnė pogrome, vrasje toptan dhe therrje tē panjohura edhe nė kohėt e Или намалена e e 202.000 хектара. На глава това намаление quisicionit. Duke vrarė militantėt mē tē shėnuar, duke burgosur e dbuar nė arrati mē tē kuptuarit e ketyre popull-sive, kėta sundonjės ballkanikė kanė besuar se do tē jenė tē zottė t'a dėronojnė ndjenjėn kombėtare dhe t'a thyejnė shpirtitėn e kundėrshtimit nėr popujt e Ballkanit dhe pjesat qė kanė aneksuar t'i ękombėsojnė e t'i kollonizojnė.

Ndjenja chauveniste dhe shpresa pėr aneksata tē rea e per ęgakėsime lindin nga politika e ękombėsimit dhe e kollonizimit qė po pėrdor fashisma. Mprehen zėniet midis shteteve tē Ballkanit dhe hapen rrugėt pėr luftra tē rea nėr shtetet ballkanikė dhe shtetet fqinjė.

Fuqit'e mēdha imperialiste pėr krahin me gjith forcat e tyre fashismėn dhe tmerrin kundėr popujve tē shtypur ballkanikė. Italia, inspironjėsa e fashismės nė Ballkan, i bazon shpresat qė ka pėr robėrime nė Ballkan. kryesisht permi kėto organizata fashiste. Kėto ajo i ndihmon fare hapur moralisht e materialisht. Nga ana tjetėr, imperialismi anglo-frengė i favorizon dhe i inkurajon me tėrė mjetet guvernat reaksionare ballkanike; si ępėrblim mer dhurata ekonomike dhe financiale dhe pregatit bllokun e guvernave fashiste tē Ballkanit pėr luftėn kundėr Unionit Sovietik e kunder popujve tē kollonive qė po ngrejnė kruje.

Mirpo, mē gjith kėtė fashismė edhe tmerr, popujt e Ballkanit s'do t'a lenė t'u ęfaroaset kombėsia, s'do tē hyjnė nė njė luftė tē huaj pėr hesapin e huaj. Me vulnet e kundėrshtojnė opresionin dhe ęlirimin e tyre e parashikojnė vetėm nga luftė kundėr fashismės dhe reaksionit ballkanik.

Popujt e shtypur tē Ballkanit dhe organizatat qė i pėrfaqesojnė — Organizata Revolucionare e Maqedhonasve (O. R. I. M. unifiėe), Komiteti Shqipėtari i ęlirimit Nacional, Komiteti i Kosovės, Organizata Revolucionare e Dobruxhės (O. R. D.), Komiteti Revolucionar i Thrakės sė Pėrėndimit — e bazojnė kėtė luftė pėr ęlirim pėrmi ndihmėn e bujqėve, e punėtoreve dhe e tē lėrė forcave pėrparimtare qė po e luftojnė fashismėn pėr hir' e lirisė dhe e tē drejtave politike dhe civike. Po bėjnė apel pėr ndihmėn e tyre morale pėr t'i dhėnė funt regjimit barbar nė Ballkan pėr tē demaskuar guvernat fashiste dhe imperialiste nė vėndet e tyre dhe pėr t'a bėrė tē pamundur luftėn e re imperialiste qė po pregatitet. Gjėr sa tē mos e shkundin kėtė zgjedhe, popujt e Ballkanit s'do tē mundin kuvrė tē jenė tē zott'e fatit tē vet. Tē ęliruar e tē federuar nėnė njė Union Vellaznor do tē jenė tēzotte vet-vetiu tē fuqishin tē mos u lenė rėnjė qėllimeve tē imperialistėve, tē ędukim rėziket e luftės dhe tē ngrejnė ndėrtėsėn qė do t'u shigurojė paqe tē qendruarshem dhe pėrparim ekonomik e kulltural.

Organizata Revoulicionare e Brėndeshme e Maqedhonise sė Bashkuar (O. R. I. M. unifiėe)

Komiteti Shqipėtari i ęlirimit Nacional

Komiteti i Kosovės

Organizata Revolucionare Dobruxhanas (O. R. D.)

Komiteti Revolucionar i Thrakės sė Pėrėndimit

FEDERATIA BALCANICA

BI-LUNARA

ORGAN AL MINORITĂȚILOR NAȚIONALE ȘI AL POPOARELOR ASUPRITE DIN BALCANI
APARE ÎN TOATE LIMBILE BALCANICE

Lupta pentru Amnistia în România

Apel către intelectualii din Belgia pentru amnistia politică în România

Partidul național-țărănesc a dus propaganda sa electorală cu amnistia generală în capul programului său. Acest partid guvernează acum în România, însă el nu a făcut pînă acum nimic în privința amnistiei generale.

Sute și mii de intelectuali, de muncitori, de țărani și de soldați sînt încă încarcerați.

Boris Stefanoff a fost condamnat la 8 ani de închisoare grea. Socialistul Bujor, condamnat la muncă silnică pe viață, a suferit atît de mult în urma regimului din închisori încît a pierdut graiul.

Nu numai ca ei nu sînt puși în libertate, dar noui procese sînt în curs, în contra muncitorilor și țărănilor, noui victime umplu închisorile.

În mod oficial, censura a fost desființată, ea își continuă însă de fapt opera sa.

Din aceste pricini noi protestăm în contra regimului feroce de tiranie, în contra tratamentelor crude la cari sînt supuși deținuții politici, în contra opresiunii sistematice și a desnaționalizării forțate a minoritarilor.

Noi protestăm în contra desființării regimului politic din închisori.

Noi cerem:

Amnistia politică generală;

Suspendarea tuturor proceselor politice în curs;

Desființarea completă a tribunalelor militare de excepție, cari exercită o tiranie de nesuportat asupra vieții politice a poporului român.

A. Vermeulen, Van Oye, Vercoullie, Blanquart, De Kayser — profesori la Universitatea din Gand; Balthazar, directorul ziarului »Vooruit«; Jean Toussaint, Toussaint, Van Boelaere, Camille Fabry, Renaud Strivay — scriitori; Van Kenhove, directorul ziarului »Volksdrukkery« din Gand; Leonard Merlot, Lambert Merlot — directori ai Federației Mutualității Socialiste die Liège; Arnold Boulanger, directorul Uzinelor Societății Generale Cooperative din Micheroux; Jean Baar, președintele »Gîndirei libere« din Liège; Georges Houba, avocat.

*

Apel către intelectuali

România este o țară unde teroarea e ridicată ca sistem de Stat, unde forța și îndrăzneala birocrăției nu cunosc margini, unde libertatea presei nu există, unde libertatea de gîndire e persecutată nemilos; o țară, de unde se ridică un vaet continuu din închisori, unde orice critică e considerată ca un delict și e reprimată prin condamnări excesive.

Cine nu a auzit vorbindu-se de procese monstru, în cari o masă de acuzați, contra cărora nu s'a putut dovedi nici cea mai mică faptă, fură condamnați la pedepse grele, în ciuda lipsei de acuzați?

În felul acesta a fost condamnat Boris Stefanoff la 8 ani de închisoare grea; Procesul din Cluj și cel din Galați

s'au desfășurat în același fel. Iar în celulele închisorilor, în pivnițele de tortură ale Siguranței, mii de condamnați politici plătesc cu sănătatea și cu viața lor însăși eforturile lor de a conduce țara pe calea progresului și a libertății.

Nu de multă vreme a avut loc un fapt important: formarea »gubernului național-tărănesc«. Înainte de sosirea la putere a acestui partid, *amnistia politică generală* figura în capul programului său. În momentul de față însă, această amnistie nu e nici măcar discutată.

În contra regimului din închisori și de tortură dela Doftana, în contra acestor condamnări fără recurs, a acestor lungi ani de detențiune crudă, în contra legilor draconice în contra presei, a acestei represii nemiloase a oricărui act și cuvânt de critică la adresa deținătorilor puterii, într'un cuvânt în contra acestui regim de teroare și de opresiune s'a ridicat și d. Costa-Foru, președintele Ligei Drepturilor Omului, începînd o vastă campanie curajoasă avînd ca prim scop *amnistia politică*.

În același timp, guvernul național-tărănesc, care se simte amenințat prin această campanie și care nu vrea să audă nimic despre amnistia pe care a promis-o în mod solemn poporului, a împrăștiat cu violență un meeting în care profesori, doctori, avocați — intelectuali pe scurt — au manifestat în favoarea eliberării condamnaților politici!

Comitete compuse de intelectuali s'au organizat în toate orașele pentru a obține amnistia cu orice preț.

Intelectuali, noi vă cerem acordarea sprijinului vostru moral pentru această luptă pentru amnistie; noi vă cerem să ridicăm glasul împreună cu noi. Aceasta-i datoria voastră de oameni liberi de a protesta împreună cu noi.

Comitetul constituit în Belgia pentru amnistia din România:

Renand Strivay

Președintele Federației Provinciale Liégeoise a Gîndirei libere

Georges Houba

avocat

Jean Baar

Președintele Gîndirei Libere din Liège

Expatriatii romîni din America, ne trimet acest Memoriu, adresat guvernului romîn, prin care cer amnistia politică, militară și agrară. Noi îl publicăm așa de tîrziu din cauza întîrzierii cu care l-am primit.

Memoria

Domnului Iuliu Maniu,
Prim Ministru al României,
București.

Domnule Prim Ministru!

E aproape un sfert de veac, de cînd Țara Românească a fost guvernată și stăpînită de o seamă de oameni, cari numai sentimente romînești și »omenești« n'au avut și cari n'au urmărit alt scop decît de-a acumula cît mai multe bogății, fără a ține seamă de nevoile țărănimii și muncitorimei. Aceștia n'au avut alte privilegii decît biciul logofetilor, cureaua jandarmului, infundarea prin pușcării și oțele de sare, sau în cazul cel mai bun torturile prin beciurile polițienești.

Norodul muncitor dela sate și orașe cînd n'a mai putut răbda prigoana și batjocura, foamea și frigul, și toate mizeriile cari se țin de ele, cînd suferințele au trecut limita, și-a ridicat glasul cerînd un trăi mai omeneș, stăpînitorii nici n'au încercat ca să le amelioreze soarta, ci dinpotrivă au folosit toate mijloacele și puterea administrativă, poliție, armata etc. chiar și puștile și tunurile, drept răspuns la justele cereri ale muncitorilor și țărănimii setoasă de libertate.

Istoria Romîniei e plină de victime secerate de cruzii guvernanti cari și-a mințit mîinile cu sînge nevinovat. Și astăzi pușcăriile sunt pline cu ființe nevinovate surghiuniți și ținuți a nu vedea lumina soarelui, pe cînd familiile lor trăiesc în cumplita mizerie.

În timpul din urmă aflăm din ziare că parchetul militar din Galați, a condamnat un grup de muncitori și studenți la pușcărie, oameni cu totul nevinovați. Curtea marțială din Cluj, a condamnat 114 persoane nevinovate la închisoare care să ridice la 150 ani pușcărie. Contra acestor victime, făuritorii complotului și autorii abuzului de putere, au falsificat tot felul de acte și-au inventat tot felul de minciuni. Protestele primite din streinătate au fost ignorate cu desăvîrșire. Ziarele streine zăgrăvesc țara Românească ca pe o țară în stare de barbarie, ca o țară cu regim colonial. Asta ne face ca la multe ocazi să ne spunem și noi din America cuvîntul, ca unii din care mulți din noi, vreau să se repatrieze. Nu știm dacă în România,

mai este vre-un om atît de lipsit de sentimentul umanității, fie el de ori ce religie ori națiune care să nu dorească pe față sau în el însuși eliberarea deținătorilor politici cari să numără cu miile.

Domnule Prim Ministru!

Noi pribegii fii același țări, România, alungați de biciul sărăciei și opresiunii grofilor și ciocoimei parazitare, cari de prezent ne aflăm în America, cerem o Amnistie largă pentru toți condamnații politici dînd dovadă că regimul ilegalităților sa curmat prin venirea la cîrma țării prin voința poporului, a partidului Național Tărănesc care timp de 10 ani, a luptat pentru libertăți constituționale împotriva regimului de tiranie al liberalilor. Mai cerem a pune în libertate necondiționat pe martirul clasei muncitoare Mihail Gh. Bujor, care de 10 ani este torturat în celulele dela Doftana, pentru niște acuze false întocmite de adversarii și dușmanii democrației și poporului muncitor al cărui apărător desinteresat a fost victima dela Doftana.

Mai cerem a nu da uitării nenorociiți condamnați de pe timpul rescolei țărănești din 1907, pentru care zac și azi în pușcărie pentru crima cea mare că n'a voit ași impușca pîrîinții și frații.

Noi credem că guvernul actual al cărui președinte aveți onoare a fi va da grabnică Amnistie făcînd un act mare de dreptate ce îl așteaptă o lume întreagă.

Romîni din America mai cer cu stăruință că democratizarea țării să devie fapt împlinit prin respectarea legilor și constituției ca presa să nu mai fie oprimată și censurată, întrunirile și dreptul de organizare în sindicate și partide politice să nu fie călcate ca pe timpul regimului reacționar al liberalilor.

Mai cerem dreptul de vot femeilor la toate instituțiile Statului alături de bărbați, ca și țara romînească să fie în rîndul statelor civilizate. Dorim că bătaile și schingiurile organelor polițienești să înceteze și circulara D-lui Dr. Vaida Voivod, Ministru de Interne să devie o realitate pentru prestigiul țării să cere ca bîrbăria să ia sfîrșit. Poliția de siguranță cari sau distins în fabricarea de comploturi și cruzimi neînchipuite să fie desființată.

Pentru ca doleanțele și cererile noastre să fie luate în considerare Noi Romîni din America ne-am organizat un comitet activ de 100 persoane din toate coloniile romînești pentru a cere alături cu toate lumea Amnistierea prizonierilor politici, pentru acest nobil scop s-a tipărit mai multe liste de adesiune cari s'au subseris în număr mare de români, cari liste s'au trimis la Liga Dreptului Omului București, pe care am imputernicit-o ca să acteze în numele Romînilor din America. Trăiască Amnistia!

Comitetul Romînilor din America, pentru Amnistia din România

Comitetul de 100

Avram Avram, Gavrița Marton, George Vocila — Akron; N. Codrea, Vasile Cristea, Ioan Greavu, Ioan Crusea, Nicolae Hirist, Nicolae Muntean, Georghe Silia, Ionel Sofron, Ioan Turcu, Eftimie Saliste — Canton; Jacob Gorun, Pavel Grovu, Ioan Varga — Alliance; Ioan Puia, Eugen Turcu — Campbell; Vasile Bernau, Carl Craioneau, Petre David, Ion Indrica, Ioan Miler, N. Georghita, Chiril Nicolă, Eugen Puntean, Ioan Secosean, Josif Rotariu, Nicolae Catana, Ioan Saesan, Mihail Marza, Chirion Ionut, Vasile Florea, Costantin Lazar, Stefan Chelemen, Andreiu Rusu, Ioan Chelemen, Stefan Almasan, Moise Fulea — Chicago; Vasile Bichea, Mihai Braica, Nicolae Cirje, Nicolae Moga, Nicolae Radu, Ioan Radulet — Cleveland; Ion Ghica, Nicolae Chis, Nicolae Dumitru, Victor Danet, Ioan Spineanu, M. Mocaneiu, Georghe Lutai, Nicolae Frico, Ioan Cucu, Ioan Serb, N. Opris, Simil Opris, Georghe Gimboase, Olimpiu Hanes, Moise Candea, Lazar Cenuse — Detroit; Georghe Blad — Louisville; Nicolae Balindu, Ioan Greavu, Pamfil Metea, A. Rotariu — Warren; N. Ionesel — Dearborn; Partenie Duna — Gary; Vasile Cristea — Hammond; Mihai Secosean — Lake Forest; Ion Oostea — Milwaukee; Dragomir Bardas — Hollidays Cove; Nicolae Tipurita — Holden; G. Ardelean, Ioan Illicu, Nicolae Ganea — Los Angeles; Petru Durac, Nicolae Stroiă — Youngstown; Ion Nan — Lisbon; Samoil Lazarica, Vasile Gerinko — Montreal; G. Bocaniciv, Ioan Crebu, Alex Baltă — Oakland; A. Balanescu-Beu, Dumitru Ionescu, E. Ardelman — New York; Georghe Suciu — Fordson; Ioan Oseau — San Francisco; Damo Vitan — Seattle; Vasile Craciun — Kayville; I. Peskar — Terrehorne; Emanoil Sabo — Kent; Georghe Bruda — Struthers; Dumitru Armenean — Toledo; Nicolae Salomon — Steubenville; Ion Cernea — Yorkville; Vichente Muntean — Madison.

President: **Ioan Burja**

Secretar: **Theodor Sitea**

تاریخ بو فاجعہ لی صحیفہ لری پک فنا یازاقتدر. سزدهه عالم انسانیتک عالی وجدانی، یوکسک ناصیہلی احرارلری. نزهده آوروپانک. آمریقانک انسانیتکیلات مؤسسہلری؟ . قوصوه آرتاؤدینہ قارشى یوغوسلاویا دینلن اشقیبا چتہسنک ارتکاب ایتدیکی مظلوم، باربارلقلر هر درلو اشکنجهلرک فوفنده در. بونلره قارشى مرحمت آوازى کیمسه چتقارمه چقمیدر؟ قوصوه آرتاؤدینک چکمکده اولدیغى بو اشکنجه قارشوسنده بالخاصه بین الملل مدافعه حقوق بشر تشکیلاتلرینک یوغوسلاویا ژاندرمه سی طرفندن یاغمه ایدیلوب نوسوز ارقسر قالانی آرتاؤد عالهلرینک امدادینه انسانى بر تشکیلات اولان صلیب احمر تشکیلاتلرینک نظر مرحمتلرینى جلب ایدورم. انسانیت، مظلومینه معاوتندن عبارت ایسه انسانیت ایچون بوندن ییوک فرصت آراتمالی در. شار

بونک دهاسی وار. ۱۹۲۴ ده آرتاؤدلى ترك ایدن آرتاؤد ناسیونالیستلری میانده حقی ستمیلی نامنده و وقتیلہ احد زوجک شیفره کاتى اولان بر کنجده بولنیوردی. بو زوالی تک مهاجره تک آلامنه وجودی تحمل ایدهدیکندن تورم ایتدی مناسترده بولنان برادرى یانته کیتمک اوزره یوغوسلاویا یا التجا ایتدی. یوغوسلاویا حکومتی آرتاؤد قرانله ایکنجى بر قومپلمنتو اولمق اوزره بو کنجى مناسترده توقف ایدیور آرتاؤدلنک کوریجه حدودینه للری باغلى اولارق آرتاؤد ژاندرمه سته تودیع ایدیور. حقی ستمیلی اليوم تیران حسخانه سته موقوفدر. یوغوسلاویا مطبوعاتی بوکاده مى قاچاق دی یه جکدر؟ یازیق، چوق یازیق که بتون دنیا په حریت درسلی، حریت ایمانلری ویره بر فرانسه حکومتی، فرانسه ملتی بالقانده بویله بر اشقیبا چتسه سته حامیک ایدیور. حر فرانسز ملتی ایچون

ΒΑΛΚΑΝΙΚΗ ΟΜΟΣΠΟΝΔΙΑ

ΔΕΚΑΠΕΝΘΗΜΕΡΟ

ΟΡΓΑΝΟ ΤΩΝ ΕΘΝΙΚΩΝ ΜΕΙΟΝΟΤΗΤΩΝ ΚΑΙ ΤΩΝ ΚΑΤΑΠΙΕΖΟΜΕΝΩΝ ΛΑΩΝ ΤΗΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΗΣ ΒΙΑΙΝΕΙ ΣΕ ΟΛΕΣ ΤΙΣ ΒΑΛΚΑΝΙΚΕΣ ΓΛΩΣΣΕΣ

ΤΟ ΕΞΩΤΕΡΙΚΟ ΠΡΟΣΩΠΟ ΤΟΥ ΒΕΝΙΖΕΛΙΣΜΟΥ

Η ιστορική στιγμή έφθασε. Ο κ. Λέων Μακκάς εισηγήθηκε στην κοινοβουλευτική επιτροπή πάνω στο νομοσχέδιο ενάντια στον κομμουνισμό. Τώρα δεν απέχει πολύ η σωτηρία της κοινωνίας. Η διαλεκτική του λημεριαλισμού δοξάζεται. 'Αφ' ενός και 'αφ' έτερου. 'Αφ' ενός «άμυνονται ενάντια στις ρητές απειλές του αγωνιζόμενου κομμουνισμού», 'αφ' έτερου θέλουν να έγχυρθουν την ελευθερία της σκέψης. Η πιο χειρότερη τυραννία ήταν υποχρεωμένη να σεβάσει την ελευθερία αυτή, ή όποια διάφευγε πάντα τον έλεγχο της. Έτσι προσπαθούσαν να σώσουν από κάθε κατάχρηση της κρατικής εξουσίας την ελευθερία της σκέψης, το υπέροχο παλλάδιο του συντάγματος. 'Ας ακολουθήσουμε τις φιλοσοφικές ιδέες του φιλελευθέρου ξυφομάχου: «Τό κράτος δεν έχει μόνο το δικαίωμα αλλά και τό καθήκον να προστατεύσει την κοινωνία ενάντια στην διά της βίας ανατροπή». Καλά μούγκρισες λιοντάρι! 'Ηδη οι ιδεολόγοι του ancien regime τό εδήλωσαν αυτό, εξέητησαν από την τρίτη τάξη, να προσπαθήσει να αλλάξει την κοινωνία στα «όρια μιας ειρηνικής εξέλιξης», χωρίς να άγγίζει τις βάσεις της.

Οι πνευματικοί πρόγονοι του κ. Μ. δεν βρίσκονται όμως στις γραμμές των φιλελευθέρων πολιτών. Η Δημοκρατία του 1789 και 1792 δημιούργησε ένα νέο καθεστώς, την αστική κοινωνία ή δέ βία ήταν ή μάμμος της επίθεσης αυτής ενέντια στην Δημοκρατία — όπως μας λέγει ο κ. Μ.

Ο κ. Μ. είναι πολύ έξυπνος. Ξαίρει ότι ή καλύτερη μεθοδος για την υπερίκηση του κομμουνισμού. Θά ήταν μία ρεφόρμα, μία «θετική και ανθρώπινη κοινωνική πολιτική». Αυτός ο δρόμος άνεγναρωστικη και από τους καλύτερους φεουδάρχες ως σωστός. Δεν ήθελε για ο Νέκερ να σώσει την βασιλεία με ρεφόρμες? Είχαν μείνει όμως με τους λόγους τους, έφειναν με την θέληση τους, ή όποια νανύγησε στην άπειρία των κυριωτέρων παραγόντων. Έτσι είναι και σ' αυτήν την περίπτωση. Οι «πραγματικά φιλελεύθεροι νόμοι», ή δημοσία υγεία, ή διδασκαλία για τους άπόρους δεν μπορούν να κριθούν και τόσο αισιόδοξα, όσα τολμά να τό κάνει ο κ. Μ. Ποῦ είναι ή κοινωνιο-πολιτική πράξη? Όταν ο κ. Τομα, όταν τον τελευταίο καιρο ο κ. Ντιζιέ ήλθαν στην 'Αθήνα, δεν έπεσκέφθηκαν μόνο τά έρεΐτια ενός μεγάλου παρελθόντος, αλλά ακόμη και τά έρεΐτια, τά θρήματα των υποχρεώσεων της Βάσιγκτων και των κοινωνικών νόμων. Στην 'Ελλάδα, λέγει ο κ. Μ. κυριαρχεί «ή μικρή ιδιοκτησία στα χωριά και στις πόλεις». Παρουσιάζει την κυριαρχία μιας αχαλίωτης πλουτοκρατίας σαν ένα φαινόμενο μιας δημοκρατικής μικροαστικής κυριαρχίας. Οι μικροαστοι από κανένα άλλο δεν απειλούνται, έκτός από την μεγάλη, εν μέρη ζένη βιομηχανία στα δέ χωριά από τους τσακιδες, οι όποιοι ναί μὲν δέν εδημιούργησαν, συστηματοποιημένα μεγάλα κτήματα, έμποδίζουν όμως την ανάπτυξη μιας στερεωμένης άγροτιάς ή όποια να ζει από την δουλιά της. Κεντά όμως όλως δι όλου φαρισαϊκά, όταν ο φιλελευθέρους εισηγήτης λέγει, ότι ή μπορούσναζία πρέπει να κρατηθει σε «ένα υψηλό εθνικό επίπεδο» για να μπορει να γίνει κύριο όλων των καταπολεμήσεων Πώς σκέπτεται ο άπολογητής του συστήματος πάνω στα άμέρητα προσφυγικά σκάνδαλα, πάνω στο ζήτημα της Πάουερ, του Χάμπρο? Δεν άπαντά. Τώρα γίνεται ο κ. Μ. άστείος. «Τό πρόγραμμα της 3ης Διεθνούς είναι, ως γνωστόν, έξόχως επαναστατικών». Είναι ένα πρόγραμμα ένα σύμβολο, μία έκφραση της ελευθερης σκέψης ή όχι? Έχει

φθάσει τόσο ο κ. Μ. για να καταδιώκει ακόμη και τον άσπαρμό μιας ιδεολογίας? Αμέσως κατόπιν όμως έφερε στην μέση τό μακεδονικό πρόβλημα. Κατηγορεί τους κομμουνιστές επί εσχάτη προδοσία, γιατί ζητούν την άνεξαρτησία του μέρους αυτού. Ξεχνά όμως να προσθέσει ότι ακριβώς έτσι θά σωθούν τά τελευταία υπολείμματα των ελληνικών μειονοτήτων προς από την εξόντωση έκ μέρους της Σερβίας και της Βουλγαρίας από μόνο στα όρια μιας ελευθερης Όμοσπονδίας όλων των Βαλκανικών λαών είναι δυνατό να υπάρχει μία ελεύθερη Μακεδονία. Όταν ο Μ. δηλώνει ότι οι κομμουνιστές άρνούνται την ιδέα της πατρίδας, τότε έτσι εξηγείται τό πράγμα αυτό. Οϊεργάτες δεν έχουν κανένα μέρος στην πατρίδα του κ. Μ. Είναι δουλοπάροικοι της φιλελεύθερης αυτής πατρίδας, είναι προγόνια της μητέρας 'Ελλάδας, και έπειτα ζητρούν από αυτούς πίστη και άγάπη. Δημιουργήστε μία 'Ελλάδα, των εργαζομένων και τότε όλοι θα την υπερασπίσουν. Ο κ. Μ. είναι ένας καλόβουλος άνθρωπος. Ξαίρει τό τυχρωστά στην έξωτερική ύπόληψη του βενιζελισμού. Δεν άπαγορεύει στους κομμουνιστές τό δικαίωμα να βαδίσουν, «τόν κανονικό δρόμο του κοινοβουλευτισμού». Ελευθερία του τύπου, άκόμη και ελευθερία συγκεντρώσεως και συνασπισμού θέλει να τους δώσει, όταν διεξάγουν μία ειρηνική προπαγάνδα των ιδεών των. Ποῦ τελειώνει ή ειρηνική προπαγάνδα. Αν σημαίνει ή άπλη προπαγάνδα των αρχών την εσχάτη προδοσία ή όχι, γ' αυτό σαπαίνει ο εισηγητής. «Θεωρητικά και ακαδημαϊκά μπορούν οι εγκληματίες να διαδίδουν τις ιδέες τους, ή χρησιμοποίηση της άποψης των ποῦ κατευθύνεται ενάντια στο υπάρχον καθεστώς άπαγορεύεται! Με τον νόμο κτυπείται ή «πρακτική προσημασία της κοινωνικής ανατροπής». Η θεωρητική άριστη ελευθερία, τό να σκεφθει κανείς άσχημα για την ελευθερία του κ. Μ. υπάρχει. Γιατί ή χρησιμοποίηση των ιδεών δεν επιτρέπεται να γίνει ούτε ειρηνικά, ούτε θεωρητικά. Θέλουν να γίνουν όλοι οι κομμουνιστές σοσιαλ-βενιζελκοι, τότε μπορούν να λογαριάζουν με επικήκεια — ίσως δέ και με γερουσιαστικές θέσεις, όπως ο κ. Στρατής, ο νεοψήμμενος γερουσιαστής. Η θεωρία επιτρέπεται, εκείνος όμως ό όποιος την διαδίδει προτρέπει άθελα την εφαρμογή της. Αυτό όμως άπαγορεύεται. Κεντά σαν ένας διαβολικός χλευασμός, όταν ο έκθέτης της βενιζελικής κρατικής ιδέας συστήνει στους από αυτόν άπειλουμένους τό μονοπάτι της νομιμότητας. Ύσταρχει μήπως αυτή ή νομιμότης ακόμη γ' αυτούς? Δεν έχουν άκυρώσει στην Θεσσαλονίκη άτλούστατα τους ψήφους του «Ενιαίου Μετώπου» σχεδόν σ' όλα τά έκλογικά τμήματα? Άνεγνώρισαν μήπως τά 'Ενωτικά Συνδικάτα, παρ' όλα αυτά δεν άνήκουν στην κόκκινη Διεθνή της Μόσχας? Τίποτα άπ' όλα αυτά! Πρώτα προτείνουν στον αντίπαλο τό «hors la loi», έπειτα δέ τον δηλώνουν γιά ένοχο και το συστήνουν να πάρει την νόμιμο δρόμο του «φιλελευθέρου» κοινοβουλευτισμού.

Ότι σάση και να κρατά κανείς άπέναντι των σκοπών και των μεθόδων των επαναστάτων εργατών: όλοι όσοι έχουν όποσδήποτε διατηρήσει μέσα τους μια ιδέα της ελευθερης εξέλιξης, πρέπει να άμυνθούν ενάντια στον κ. Μ. και στην πανηγύριμη του, της άγριας «φιλελευθερο-φασιστικής» τρομοκρατίας. Τό έξωτερικό πρόσωπο του φιλελευθέρου καθεστώτος πρέπει να ξεσκεπαστει, ή δέ άπόπειρα ενάντια ακόμη και στις παραδόσεις της αστικής επανάστασης πρέπει να μεταωθει.

Μέλιγκος

بالتان فدراسیونی

هر اون بش كوده انتشار ادر

بالتان اقلیتلرینك ومطلوم ملتلرینك مجموعه سیدر

بالعموم بالتان اسمانلرنده بارلمقده در

ایچون قوصه لیك اولمسی شرطدر هر نه یوزدن هر نه صورتله اولورسه اولسون قوصه آرناؤدی یا شامه جقدر. چته در، قاچاق در ویرکی بورجی وارددر. آرناؤدجه قونوشیور دی به قورشونه دیزیلیر، دوغراینه. چولوق چوجوغیله کون اورته سی نه وی آتشلیر، یا قیلیر. قوصه آرناؤدی ایچون جزا یالکز اولومدر. اولوم فقط هر درلو اشکجه ایله اولوم.

سزه کلمش ایکن یوغوسلاویا حکومتك قاچاق نامی کیمله ویردیکنی آکلاتام یوغوسلاویا حکومتك قوصه ده آرناؤدك نام و نشانی اورتادن قالدیرمق ایچون سیسته ماتیک ته رور یا مقده اولدیغی هرکسك معلومدر. مثلا آرناؤدك اکیش تارلاسنی آلدن آلیر قره طاغدن سوق ایتدیکی مهاجرله ویرر. آرناؤده زورله او تارلا بیجدریلیر. حرمان دوکدریلیر. سوپروتیلر آلتده کی صامانی بغدایدن بر مقدارینی آرناؤده یا ویریلر یا ویریلیر. تحفی بو درکه آرناؤدك آلدن آلتان بو تارلانك ویرکیسنی آرناؤد اوده در. بو ویرکی بورجی دائمی آرناؤد ایچوندر. بیتمز توکنمز برویرکی. نهایت ویرکی بورجی اوده مک ایچون آرناؤدك نه وینی صانارلر: بو بد بخت آرناؤد نه یاپسون تارلاسندن خانه سندن اولور و چولوق چوجوغیله آچیق اوهرله قایلرسه نه یاپار؟ ژاندرمه قورشوندن قورطولایلیرسه بالطبع طاغه قاچار آرتق بوکا قاچاق ده نیر عائله سی توفیق ایدیلیر. قادیله تجاوز ایدیلر چوجوقلری دیری دیری یا قیلیر. چونکه قاچاق عائله سیدر. ایشته صرب حکومتك قاچاق دی به اعلان ایتدیکی آرناؤد بودر. ا شمدی انصاف ایتلی: چته، اشیا کیمدر؟ آرناؤد اهالی، مظلومه سیمی؟ یوخسه قانولری الفا ایدن پارلامنتولری قاناتان، قانون نامه ژاندرمه سیله تبعه سنی صویان، دوغرایان، یوغوسلاویا حکومتی میدر؟ بو حکومت هیئت عمومیسه بر چته در اوراده قانون یوقدر بیاض، سیاه ال، دیقتاتورلق هپ برر غیر مسئول اللردر. مملکتنه، مملکتك قانونه، ملتك ناموسنه التجا ایدن پولتیقه متهملرینی جلاد نه لینه تودیع ایدن یکانه قرون وسطی حکومتی.

عالم انسانته بیوک بر عبرت!

یوغوسلاویا حکومتی آرناؤد قرالنه اسرا پشککش ایدیور.

آرناؤد تبعه سندن ۸ قوصه لی ملتجی اللری باغلی اولارق یوغوسلاویا حکومتی طرفدن آرناؤد حکومتته تسلیم ایدیور. آرناؤد قرالنه سابق شیفره کاتبی ته میفراند حتی سترمیذی آرناؤد لنگ کورچه حدودینه باغلی اولارق تسلیم ایدیور!

معلومدرکه پولتیقه متهملری بر حکومتته التجا ایتدیگری وقت او حکومتك قانولری او ملتك شعار و ناموس ملیسی اولنك حیاتلرینی تکفل ایتمشدر. اونه دنبری هر حکومت مجرمین سیاسییه نی اعاده ایتمز. بو دکل حکومتده، عشرتله ده، قلاندره اقوام ابتدائیه ده بیله جاریدر. هیچ بر عشرت، هیچ بر مالمور نزدیه التجا ایدی دشمته تسلیم ایتمز. بو ترادیسونه رعایت ایتمین نه بر ملت و نه بر حکومت واردر.

یوغوسلاویا حکومتی آرناؤد قرالی احمد زوغون آلدن قاچیروب ایتالیا لره قایدیرد قنصورکا آرناؤد ناسیونالیستلرینی اله ایتک ایچون چوق چالیشدی. اغفال ایده مینلری مملکتلرندن قوودی. قوصه پره فقوره سندن اولان بر چوق ملتجیلر یوغوسلاویانك قانلی پولتیقه سینه رام اولمده ن ایسه آرناؤد حکومتته تسلیم اولمده نی ترجیح ایتمشدر. صوک قافله اولان ۸ قوصه لی ته میفراند یوغوسلاویانك تکلفنی قبول ایتدیگرلرندن یوغوسلاویا حکومتی آرناؤد قرالنه قومیلیمتو اولمق اوزره کچن آی اواسطنده اللری باغلی اولارق آرناؤد ژاندرمه سینه تسلیم ایدیور. هر نه قدر صرب غزه ته لرینك بعضلری بولره قاچاق، چته دی به مسئله قانونی بر قلیفه صوقدیه لره مزراق چوراله کیرمز او زوالی قوصه لیلر قاچاق دکل ملتجی درلر اولنر بش سنده نبری یوغوسلاویا حکومتك قانلی، باربار ثولتیقه سینه بیون آکمه ن قوصه مهاجرلریدر. بوکون رناؤد قرالنه قرون وسطی اصولی اسرا صره سنده پشککش چکیورلر! یوغوسلاویا حکومتی

Adresse du journal:

LA FÉDÉRATION BALKANIQUE
Wien IX, Postamt 71, Postfach 50

SOMMAIRE

Notre nouvelle adresse: **Wien, IX., Postamt 71, Postfach 50**
Prière d'adresser tout envoi d'argent à „La Fédération Balkanique“
— Postscheckkonto No. D-73.796 Wien, Autriche —

Prix du numéro et abonnement pour
6 mois: Schillings 0.50 et 6 pour l'Autriche, Dollars 0.10 et 1.20 pour tous les autres pays.

Texte français (pages 2569—2578)

P. Louis: La Quinzaine Internationale — *N. Matijević:* Le procès de Pounicha Ratchitch — un procès de l'hégémonie grand-serbe — *I. Sanich:* L'organisation du crime du 20 juin 1928 — *R. Radeff:* L'assassinat de Djakovitch et Hetchimovitch par la police de la dictature de Belgrade — *M. Nicoloff:* Tsar Boris, Liaptcheff et consorts au banc des accusés — *B. Rilsky:* Le nouvel accord entre Sofia et Angora — *Dobroudjansky:* Bas le masque, M. Maniu! — *N. Amaru:* M. Maniu, le nouveau dictateur — *La lutte pour l'amnistie en Roumanie* — *Le prolétariat révolutionnaire et le mouvement macédonien de libération* — *Char:* Présent d'esclaves par le gouv. yougoslave au gouv. albanais *A. Devoll:* La collaboration des dictatures yougoslave et albanaise

Texte allemand (pages 2579—2586)

N. Matijević: Der Prozeß des Puniša Račić — ein Prozeß der großserbischen Hegemonie — *I. Sanich:* Die Organisation des Verbrechens vom 20. 6. 28. — *N. M.:* Die Machenschaften der Diktatur in Jugoslawien vor dem Prozesse des Puniša Račić — *R. Radeff:* Die Ermordung des Djaković und Hečimović durch die Polizei der Belgrader Diktatur — *M. Nicoloff:* Zar Boris, Liaptscheff und Konsorten auf der Anklagebank — *Grausame Folterung der verhafteten Arbeiter in der Softioter Polizeidirektion* — *Kremakoff:* Wohin geht das faschistische Bulgarien? — *II — Melungos:* Die nationale Frage in Griechisch-Mazedonien — *Psaromitas:* Nachklänge zur Senatswahl in Griechenland — *R. Juristić:* Die Entwicklung der kroatischen nationalen Bewegung — *II*

Texte croate (pages 2587—2590)

N. Matijević: Proces Puniša Račića — Proces veliko-srpske hegemonije — *I. Sanich:* Organizatori dvadesetjunskeg zločina — *R. Radeff:* Policijsko

ubijstvo Djakovića i Hečimović — *Protiv monarhističko-militarističke diktature*

Texte bulgare (pages 2591—2595)

Кремъжков: На къде върви фашистка България — *Добруджански:* Маските на правителството Маню паднаха! — *Г. Ардов:* Протестния шум в Германия против белия терор и фашизма в България — *Резолюциите на Международния антифашистки конгрес в Берлин* — *Едно изложение на Македонската народна група в Париж до Антифашисткия конгрес в Берлин*

Texte albanais (pages 2596—2597)

B. Pejani: Kosova — *II — Një deklaratë e Organizatave Nacional-Revolucionare Ballkanike*

Texte roumain (pages 2597—2598)

Lupta pentru Amnistia în România

Texte grec (page 2599)

Μελιγκος: Τὸ ἐφ'απαικτὸν προσώπο τοῦ βενιζελισμοῦ.

Texte turc (pages 2599—2600)

Şarh: یوغوسلاویا حکومتی آرناؤد قرالنه اسرا پشککش ایدیور.